

**Record
du dollar :
plus de 8,80 F**

LIRE PAGE 26

Le Monde

Fondateur : Hubert Bouve-Méry

Directeur : André Laurens

**« Le Monde
de l'économie »**

Pages 13 et 14

*Le marché pétrolier
est de nouveau orienté
à la baisse*

Ambiguïtés polonaises

Sans craindre la contradiction, le général Jaruzelski s'est pris violemment aux pays occidentaux et a tenu dans leur direction une main qu'on ne peut qualifier que de violente. Les dirigeants de Varsovie se refusent à admettre que la libération des prisonniers politiques soit aussi, et peut-être surtout, un geste destiné à apaiser les créanciers de la Pologne et à obtenir la levée des sanctions économiques. Mais ils reconnaissent que les mesures décidées par les pays occidentaux au lendemain du coup de force du 13 décembre 1981 leur ont coûté 13 milliards de dollars, et ils insistent sans vergogne pour que les relations redeviennent normales.

Les premières réactions de l'Ouest sont pour le moins prudentes. Les États-Unis s'apprêtent à adoucir les sanctions sur des aspects mineurs. Les Européens vont se concerter pour évaluer d'abord la portée réelle de l'amnistie, mais si deux des trois conditions posées pour la levée des sanctions, à savoir la fin de l'état de guerre et la libération des prisonniers politiques, sont maintenant remplies, la troisième, c'est-à-dire la reprise du dialogue entre le pouvoir et la « société », ne semble pas devoir être rapidement remplie.

Les gouvernements occidentaux ne peuvent que prendre acte avec satisfaction du « geste de bonne volonté » accompli par la junte polonaise. Six cent cinquante-deux prisonniers politiques officiellement reconnus vont regagner leur foyer. C'est un exemple qu'on aimerait voir suivi par d'autres régimes totalitaires. Mais la véritable signification du « geste » n'apparaîtra que plus tard, quand sera connue la manière dont les autorités de Varsovie vont interpréter la loi, les restrictions et les conditions qu'elle comporte. Vont-elles conserver quelques « otages » en les accusant de « haute trahison », ce qui les exclut du bénéfice de l'amnistie ? Vont-elles, à la moindre incartade, renvoyer en prison les détenus libérés, et notamment les quatre dirigeants du KOR ainsi que les sept dirigeants élus de Solidarité, alors que ces militants chevronnés — les autorités polonaises le savent très bien — n'accepteront pas de se taire ? Vont-elles enfin amnistier les clandestins uniquement pour balayer l'opposition ? Les précédents autorisent toutes les craintes : l'amnistie de 1983 n'avait libéré que cinquante détenus politiques dans les prisons polonaises. En moins d'un an, leur nombre avait augmenté de six cents.

Le général Jaruzelski a justifié sa « clémence » par les progrès de la normalisation. Il est vrai que ses tuteurs de Moscou, qui n'ont soufflé mot de l'amnistie, peuvent dans l'ensemble être contents de leur protégé. Conséquence de la normalisation, l'amnistie en est aussi l'une des conditions puisqu'elle vise ouvertement à marginaliser l'opposition en coupant quelques irréductibles de la masse des Polonais, censés plus préoccupés par les difficultés économiques de la vie quotidienne que par les libertés syndicales.

Il n'est pas certain que ce calcul du pouvoir soit payant. L'Église, qui devrait être appelée à jouer un rôle important dans le processus de normalisation, ne sera pas en reste sur le plan, et, récemment encore, avait demandé non seulement la libération des prisonniers politiques, mais un retour à l'esprit des accords de Gdansk. C'est ce que réclament eux aussi M. Lech Wałęsa et ses amis. Le général Jaruzelski considérera-t-il comme un « délit » la revendication du respect d'accords qui n'ont jamais été dénoncés ? Si tel était le cas, la portée de son « geste de bonne volonté » serait singulièrement réduite.

(Lire nos informations page 3.)

La crise basque

*Il faut négocier avec l'ETA
et certaines de ses conditions sont acceptables*

nous déclare le président
du gouvernement autonome

De notre envoyé spécial

Tandis que l'on affirme à Madrid que l'organisation séparatiste basque ETA est « à bout de souffle », le président du gouvernement autonome basque, M. Carlos Garaikoetxea, déclare qu'une victoire militaire sur les séparatistes est illusoire et qu'il faut négocier avec eux. Tel n'est pas l'avis du chef d'état-major de la garde civile, le général Andres Castellano, qui a affirmé au quotidien *El País* que Madrid ne pouvait guère espérer une trêve avec l'ETA.

Vitoria. — « Il y a, dans l'histoire du Pays basque, une série de fausses paix conclues après des blessures mal fermées, qui ont abouti à de nouvelles guerres. Nous craignons qu'il n'en soit de même aujourd'hui, alors qu'il existe une possibilité historique, à notre avis, de régler le problème basque. Mais le gouvernement socialiste est tellement persuadé que la solution dépend d'une victoire militaire qu'il est incapable d'entendre raison. »

Le président du gouvernement autonome basque, M. Carlos Garaikoetxea, passe au sein de son parti, le PNV (Parti nationaliste basque), pour l'un de ceux qui ont le plus tenté un rapprochement avec le

PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol). Mais il ne ménage pas ses critiques au gouvernement de M. Felipe Gonzalez. « Les socialistes sont séduits par une solution résidant dans l'élimination physique de l'ETA. C'est un leurre car, dans quelques années, une autre ETA apparaîtra si on ne traite pas les problèmes qui sous-tendent la violence. »

Né à Pampelune, il y a quarante-quatre ans, M. Garaikoetxea dirige le gouvernement basque depuis le rétablissement de l'autonomie dans cette région en 1979. Ancien président de la chambre de commerce de Pampelune, tenu pendant un temps par la vocation religieuse (comme nombre de dirigeants de sa formation), il a fait toute sa carrière au sein du PNV sous l'égide du « leader historique » de ce parti, M. Juan Ajuria-Aguirre. Se définissant volontiers comme « social-démocrate » et comme « progressiste », M. Garaikoetxea, fort de sa popularité au Pays basque, n'a pas hésité, ces derniers temps, à affronter ceux qui, dans l'appareil du parti, étaient tentés par un accord avec les conservateurs.

THIERRY MALINIAK.

(Lire la suite page 3.)

Le référendum en question

*En demandant la dissolution
de l'Assemblée nationale
M. Chirac prépare en fait le blocage
de la procédure référendaire*

Une seule solution, la dissolution. A défaut d'une « plate-forme commune » souhaitée par M. Chirac et qui permettrait à l'opposition de préparer son retour au pouvoir, les deux grandes formations de la droite, UDF et RPR, sont d'accord pour mettre en cause la légitimité de la majorité de gauche élue en juin 1981. M. Jacques Chirac n'a fait, dimanche soir, que rejoindre sur ce terrain M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, auteur des jeudi — alors que les communistes venaient d'annoncer leur retrait du gouvernement — de la même proposition.

M. Chirac, toujours aussi attentif au respect formel de « la lettre, l'esprit et la pratique » des institutions, prend garde de rappeler qu'il n'appartient qu'au président de la République de prendre une telle initiative. Et il ne se fait guère d'illusion sur le sort que M. Mitterrand réservera à sa suggestion.

L'appel à la dissolution appartient au rituel de toute opposition en mal d'exploitation d'une situation politique difficile pour le pouvoir en place. M. François Mitterrand n'avait pas manqué de le lancer, en mai 1968, à l'Assemblée nationale lorsque le pouvoir paraissait vaciller sous les coups des manifestations étudiantes bientôt relayées par les occupations d'usines. « Parlez M. Pompidou », avait-il recom-

mandé au premier ministre de l'époque, en s'interrogeant sur la légitimité dont disposait alors son gouvernement.

L'opposition d'aujourd'hui développe une analyse comparable. Le gouvernement de M. Laurent Fabius, tel qu'il est composé, ne s'appuie que sur des partis représentant moins d'un électeur sur quatre, remarque M. Chirac sur la base des résultats des élections européennes du 17 juin. Déjà, en janvier 1983, M. Valéry Giscard d'Estaing avait évoqué l'éventualité d'élections législatives anticipées, conséquence de la secousse politique produite par un départ des ministres communistes.

En 1968, M. Mitterrand avait conseillé à Georges Pompidou de sortir dans la rue afin de vérifier que le « consensus » sur lequel il s'appuyait n'existait plus. Ce week-end, M. Fabius est allé faire un tour à Grand-Quevilly et aux Champs-Élysées. Qu'y a-t-il vu ? Ses concitoyens paisibles dans la commune dont il est le premier adjoint et l'arrivée ensoleillée du Tour de France dans la capitale dont M. Chirac est le maire. Qui M. Chirac a-t-il rencontré dimanche sur les Champs-Élysées ?

JEAN-YVES L'HOMEAU.

(Lire la suite page 8.)

Le choix des armes

A part une très grande majorité de Français, interrogés par sondage sur le principe de cette consultation, qui veut, encore, d'un référendum ? Ceux qui le réclament avec force demandent, maintenant, des élections législatives anticipées après dissolution de l'Assemblée nationale. Ceux qui l'avaient proposé, comme un défi, doutent désormais de son opportunité. Personne n'est assuré de trouver son profit dans une telle épreuve.

Au départ, l'opposition voulait que la querelle sur l'école fût tranchée, directement, par le peuple. La proposition venait du Sénat, ce qui la rendait quelque peu suspecte. Le penchant naturel des élus de la démocratie représentative la presse plus à préserver leur droit souverain de faire la loi qu'à le confier à d'autres. En fait, les sénateurs pensaient mettre en difficulté le gouvernement et sa majorité à l'Assemblée nationale. Ils se lançaient dans une surenchère, gratifiante pour eux, devant l'opinion, mais sans grand avenir au regard des dispositions constitutionnelles qui régissent strictement le recours au référendum.

A malin, malin et demi. M. Mitterrand a doublé la mise. Puisqu'on lui demandait un référendum impossible, puisqu'on l'accusait de porter atteinte aux libertés, il répliquait en décidant de porter l'affaire devant ses concitoyens. A eux de dire s'il convenait de modifier la Constitution pour qu'ils puissent être consultés directement sur les questions touchant aux libertés publiques. Succès, en principe, assuré. Voire !

L'opposition a perçu les dangers et les faiblesses de cette tentative de débordement par la vox populi. Le risque, pour elle, est de laisser au président de la République la possibilité d'un succès électoral effaçant le revers des européennes et compensant la perte d'audience de la majorité. Risque d'autant plus réel que le retrait du projet de loi sur l'école — le vrai geste politique du moment — déamorçait une contestation grandissante.

A. L.

(Lire la suite page 8.)

EN GRANDE-BRETAGNE

*Le prix
de l'assainissement*

LIRE PAGE 22
LE REPORTAGE
DE MICHEL BOYER

AUX ETATS-UNIS

*Négociation-test
chez General Motors*

LIRE PAGE 23
LE REPORTAGE
DE MICHEL NOBLECOURT

Les progrès du dialogue interallemand

Sous l'œil de Moscou

par DANIEL VERNET

Trente mille autorisations d'émigration de RDA vers la RFA depuis le début de l'année ; règlement à l'amiable du cas des réfugiés à la représentation de Bonn à Berlin-Est ; perspective d'un nouveau crédit de 1 milliard de marks des banques ouest-allemandes à la RDA et de nouveaux engagements humanitaires ; prochaine visite officielle de M. Honecker en Allemagne de l'Ouest : au demeurant, le dialogue interallemand ne semble pas souffrir du refroidissement des relations Est-Ouest.

Depuis la signature du traité fondamental entre Bonn et Berlin-Est en 1972, le dialogue inter-allemand a été rarement aussi intense que

cette année. Double paradoxe : les sociaux-démocrates qui avaient été les pionniers de la normalisation entre les deux États allemands ont dû abandonner le pouvoir à des chrétiens-démocrates à l'origine beaucoup plus réticents ; mais surtout, l'amélioration des relations interallemandes apparaît en parfaite contradiction avec l'évolution générale des rapports Est-Ouest, dont le refroidissement ne se dément guère.

Le premier paradoxe n'est pas difficile à expliquer. La politique à l'Est, qui était au centre des controverses à la charnière des années 70, fait maintenant l'objet d'un large consensus en RFA ; les chrétiens-démocrates avaient non seulement toujours affirmé que, revenus au pouvoir, ils respecteraient les traités qu'ils avaient combattus, mais ils ont admis que le développement de la coopération avec « l'autre Allemagne » dans des domaines pratiques ne remettait pas nécessairement en cause l'objectif final de la réunification et qu'il apportait un soulagement réel aux Allemands des deux côtés de la frontière.

L'aberration que constitue le dialogue interallemand dans une période qui, par certains côtés, a l'apparence de la guerre froide, est un phénomène plus complexe. N'est-ce pas M. Honecker qui avait annoncé une « nouvelle glaciation », à l'automne dernier, en cas de déploiement des missiles américains en Europe occidentale ? Les deux États allemands devaient se parler « à travers une haie de fusées », répétait après Andropov le chef de l'Etat et du Parti est-allemands, celui-là même qui s'apprête à faire une visite officielle en République fédérale d'Allemagne (1).

Les fortes paroles d'Andropov ne sont pas restées sans effet. Lors de son dernier voyage à Moscou, M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, a reçu une bordée de menaces de M. Gromyko. L'agence soviétique Novosti dénonce les « ambitions militaires » de Bonn et, à la suite des recommandations des parlementaires de l'UEO de lever les dernières restrictions concernant la production par la RFA d'armements conventionnels, Moscou a officiellement protesté en ressortant les accords de Potsdam dont les Soviétiques ne parlaient plus depuis longtemps. Enfin, le communiqué com-

muni publié à l'issue de la rencontre entre MM. Tchernenko et Honecker, en juin dernier, en marge du sommet du COMECON à Moscou, « constatait » que « le renforcement des préparatifs de guerre du côté de l'OTAN encourageait les milieux revanchistes d'extrême droite en RFA ». Accusation qui ne manque pas de piquant s'il s'avère, comme tout le laisse à penser, que c'est au cours de cette rencontre que M. Tchernenko a donné le feu vert de la direction soviétique pour le voyage officiel de M. Honecker en Allemagne de l'Ouest.

(Lire la suite page 4.)

(1) Le journal ouest-allemand *Die Welt* croit savoir que ce voyage aura lieu du 26 au 29 septembre prochain.

PHOTOGRAPHIE A ARLES

Splendide Lartigue

Comme chaque été, la ville d'Arles célèbre la photographie : la photo, l'accroche, la discute, la découvre, l'apprend. Sept soirées consécutives au Théâtre antique l'ont suspendue en grand format dans la nuit : rideaux vivants et colorés, visions et mirages, rêves éveillés.

Après, à Arles, les expositions doublaient les soirées publiques. Un photographe préparait son numéro et se faisait encadrer au musée. On allait chahuter le soir à la projection, on se laissait tourner la tête par le carrousel des images, griser par des déballages de paroles plus ou moins éblouissantes ; le jour, on reprenait son pas et la cadence propre de son regard pour parcourir les lieux d'exposition, revoir plus calmement les photos de la veille, avoir d'autres élections que les organisateurs.

Cette année, à part deux exceptions somptueuses (Lartigue et les photos de la Nasa), les expositions ne répètent pas les projections publiques. Et leurs lieux, qui étaient souvent éparpillés, se sont diversifiés ; la photo n'est plus seulement exposée dans une salle de l'hôtel de ville, au musée Reattu ou à la Maison des jeunes. La voit dans un hôpital, dans une abbaye du XII^e siècle, dans une ancienne commanderie de

l'ordre de Malte, ou dans une église baroque transformée en entrepôt de laine.

Une idée tout bêtement géométrique — comme ce regroupement des formats 6x13 de Jacques-Henri Lartigue au musée Reattu — fait une excellente exposition. Lartigue est un trésor vivant, inépuisable et si généreux ! C'est formidable de le fêter et de le refêter comme les Rencontres l'ont fait, tant il récompense avec grâce le visiteur de n'avoir pas varié sa curiosité et d'avoir toujours envie de l'aimer. Ces quarante panoramiques rassemblés sous le titre « Le passé composé » sont quarante chefs-d'œuvre, hommages à l'enfance, à la femme, à l'aventure, à l'art, au culot, à la gaieté la plus belle, au chic et à la bravoure. Pourquoi le panoramique ? Il est espacé, et donc généreux en longueur, élan et bondissent en hauteur, il rehausse d'un cran le fameux saut lartiguien, pictural, si large qu'il peut laisser couler dans son cadre des romances d'abord invisibles qui transparaissent un demi-siècle plus tard. C'est un art secret, comme un violon d'Ingres, qui double l'activité du peintre (la conserve plus encore que la peinture elle-même).

HERVÉ GUIBERT.

(Lire la suite page 10.)

SOFTWARE

LA GUERRE DOUCE

Le roman événement.

Le livre qui empêche les Soviétiques de dormir et si leurs logiciels achetés à l'Ouest étaient tous piégés !...

Le Nouvel Observateur

THIERRY BRETON et DENIS BENEICH

SOFTWARE

ROBERT LAFFONT

Le Monde

étranger

EUROPE

Espagne

Un entretien avec le président du gouvernement basque autonome

(Suite de la première page.)

« Au-delà de la violence, poursuit-il, la question de fond qui se pose, c'est l'aspiration de notre peuple à l'autogouvernement. Le problème de l'ETA ne se réduit pas à celui d'un petit groupe de terroristes. N'oubliez pas que les deux tiers des sièges au Parlement de Victoria sont occupés par des membres de formations nationalistes qui en ont deux fois plus, et même davantage, que les socialistes. N'oubliez pas non plus qu'environ 15 % de l'électorat basque, soit quelque cent cinquante mille personnes, ne prononcent pour une coalition qui défend ouvertement les mêmes objectifs que l'ETA. Si le gouvernement basque persiste à chercher une solution policière, je crains ce qui résultera de la frustration et du ressentiment des cent cinquante mille personnes qui auront appuyé les vaincus. C'est pourquoi il faut éviter qu'il y ait des vaincus. »

Que préconise donc M. Garaikoetxea ? « Il faut que s'assoient à une même table toutes les forces qui comptent au Pays basque, je dis bien toutes, y compris l'ETA, pour analyser les causes politiques de la violence. Les socialistes savent parfaitement que certaines revendications formulées par les secteurs proches de l'ETA sont tout à fait compatibles avec le statut d'autonomie que nous avons tous approuvé en 1979. Alors, plutôt que de vouloir obtenir une victoire militaire, pourquoi ne pas rechercher ce dénominateur commun, qui permettrait de parvenir à une paix sans trahison, c'est-à-dire durable ? »

M. Garaikoetxea précise que tel était l'objectif des « négociations pour la paix » qu'il avait présidées, sans succès, en janvier 1983, peu après la victoire électorale des socialistes. Ce projet a été écarté de nouveau ces dernières semaines. Pour le concrétiser, il faudrait surmonter bien des difficultés, et son promoteur le reconnaît. « Les socialistes sont convaincus qu'ils peuvent vaincre physiquement l'ETA, et l'ETA est convaincue qu'elle peut survivre à une telle offensive et se réorganiser. Dans ces conditions, personne ne veut négocier. Nous pensons qu'il faut convaincre les deux camps qu'ils se trompent, et que l'intelligence politique consiste aujourd'hui à conclure un compromis historique. »

« L'idée maîtresse, poursuit notre interlocuteur, c'est qu'il faut satisfaire au maximum les aspirations à l'autogouvernement de notre peuple, tout en respectant le statut d'autonomie de 1979. Prenez l'exemple de la Ertzaina (police autonome basque) : le statut d'autonomie lui permet de s'occuper de tout ce qui n'est pas supranational. En fait, ses compétences restent très limitées. Pourquoi ne pas les amplifier ? Ce serait couper l'herbe sous le pied des partisans de l'ETA, qui demandent précisément le remplacement de la police nationale par la Ertzaina. Le statut d'autonomie permet plusieurs lectures. Il est l'histoire de vouloir isoler l'ETA en s'en tenant systématiquement à la lecture la plus restrictive. »

La conversation porte ensuite sur les mesures récentes adoptées à l'étranger contre l'ETA, et notamment sur les deux extraditions décidées par le gouvernement belge. Celles-ci ont été critiquées par le PNV, ce qui a provoqué une virulente polémique avec le PSOE, qui a accusé les nationalistes basques de « déloyauté ». « Je considère que ces extraditions ont créé une crispation inutile au Pays basque, affirme M. Garaikoetxea. D'abord parce que les deux extradités appartenaient, non pas à l'ETA militaire, mais à la branche politico-militaire, qui est pratiquement en extinction. Et aussi parce que, n'étant pas ac-

cusés de délits de sang, ils pouvaient parfaitement bénéficier, suivant les critères des socialistes eux-mêmes, des mesures de réinsertion sociale accordées par le gouvernement. Dans ces conditions, pourquoi vouloir obstinément les transférer dans des prisons espagnoles ? Une expulsion vers un pays lointain, suivie d'une mesure de grâce, n'aurait-elle pas été tout aussi efficace, tout en provoquant moins de tensions ? Mais le gouvernement de Madrid s'est préoccupé davantage d'obtenir une victoire politique, face à l'opinion publique, que de rechercher la solution la plus apaisante. »

Cela signifie-t-il que le gouvernement basque ne souhaite pas voir la France extraditer à son tour des membres de l'ETA ? « Il est évident que, dans les délits commis par l'ETA, il y a une composante politique, répond notre interlocuteur. Et ne vous trompez pas si un nationaliste basque met en avant ce facteur politique à l'heure où des citoyens basques peuvent être traduits devant les tribunaux qui ne sont pas exclusivement basques. Conscient des réactions qu'une telle position risque de susciter à Madrid, M. Garaikoetxea précise : « Cela ne veut pas dire que nous ne reconnaissons pas la juridiction des tribunaux espagnols. Nous l'acceptons. Mais ce sentiment que la violence est perçue par tout nationaliste, et le réalisme consiste à l'admettre et à en tenir compte. »

L'aveuglement de Madrid

Mais le PNV ne risque-t-il pas d'être accusé à Madrid de duplicité, voire de « sympathies coupables » à l'égard de l'ETA ? M. Garaikoetxea s'en défend avec vivacité : « Je ne peux accepter le schéma manichéen que veulent nous imposer les socialistes : ou leur donner un blanc-seing au Pays basque, ou passer pour des complices de la violence. Lorsque je traite publiquement d'assassin les membres de l'ETA, ou lorsque j'affirme que le peuple basque s'est prononcé dans sa grande majorité pour le statut d'autonomie et n'a que faire du despotisme éclairé d'un groupe minoritaire, qui veut imposer sa volonté par la violence, personne ne semble m'entendre à Madrid. »

« N'oubliez pas, poursuit notre interlocuteur, que l'ETA est née précisément d'une scission au sein des jeunesses du PNV, parce que les dirigeants de notre parti n'approuvaient pas les méthodes des fondateurs de cette organisation. Le PNV a été créé il y a près d'un siècle, bien avant l'ETA, il n'a pas eu besoin d'elle pour formuler sa revendication nationale. L'aveuglement des gouvernements de Madrid, c'est de croire qu'il y a un problème basque parce qu'il y a l'ETA. Un tel problème existe parce que l'assassinat majoritaire des basques, avec ou sans l'ETA, est nationaliste et considère que son aspiration à l'autonomie n'a pas été vraiment satisfaite. Tant que Madrid ne l'aura pas vraiment compris, on ne pourra pas pacifier ce pays. »

Comment M. Garaikoetxea définit-il le nationalisme de son parti ? « Il y a cinq ans, explique-t-il, nous avons accepté un compromis parce qu'il nous permettait, à notre avis, de défendre notre identité nationale sans rompre avec l'Etat espagnol. Mais pour que nous continuions à le respecter, il faut qu'il soit également honoré par le pouvoir central. Nous pouvons être parfaitement d'accord, à condition qu'elle ne compromette pas notre survie en tant que peuple, en tant que culture spécifique. Nous ne pouvons accepter d'immoler la nation basque. »

Enfin, peut-on parler d'un certain irrédentisme du PNV à propos des Pays basques français ? « Les trois provinces du Nord font partie de la communauté nationale basque, répond M. Garaikoetxea. Leurs habitants parlent la même langue et portent les mêmes noms que nous. Nous espérons simplement que dans un cadre européen, par exemple après l'entrée de l'Espagne dans la CEE, nos relations culturelles et sociales seront plus faciles avec l'Espagne du Nord. Mais il ne s'agit de forcer personne : nous sommes politiquement réalistes, et nous avons fait preuve à plusieurs reprises de patience historique. »

Propos recueillis par THIERRY MALINIAK.

LA CAMPAGNE DE L'ETA CONTRE LES INTERETS FRANÇAIS

La campagne de l'ETA contre les intérêts et ressortissants français continue. Deux voitures immatriculées en France ont été incendiées dans la nuit du samedi 21 au dimanche 22 juillet à Renteria, près de Saint-Sébastien. Ce dernier attentat porte à sept le nombre d'habitants français détruits ces derniers jours.

D'autre part, une bombe a partiellement détruit, dans la nuit de vendredi à samedi, le local d'un concessionnaire Renault à Bilbao.

Pologne

SELON LE RAPPORTEUR DU PROJET

La loi d'amnistie a été conçue pour « détruire les bases matérielles de la clandestinité »

De notre envoyé spécial

La presse soviétique a longuement révisé le compte du séjour à Varsovie de M. Nikoïl Tikhonov, président du conseil, à l'occasion du quarantième anniversaire de la Pologne populaire. Mais elle n'a pas soulevé mot de l'amnistie décidée à cette occasion par les autorités polonaises et a rayé toute allusion à la libération des prisonniers politiques dans les extraits du discours du général Jaruzelski qu'elle a publiés.

Varsovie. — A peine la loi d'amnistie permettant la libération des prisonniers politiques avait-elle été votée samedi 21 juillet que, déjà, sont apparues les limites d'une décision censée comme à regret. Dans les heures qui ont suivi le vote du texte qui devait s'appliquer à tous les politiques, les porte-parole officiels ont fait savoir qu'il y aurait, en fait, quelques exceptions, tout en laissant planer le doute sur quelques autres points.

Ainsi, M. Bogdan Lix, l'un des membres de la commission provisoire de coordination de Solidarité clandestine qui a été arrêté le 10 juin dernier à Gdansk, et son assistant, M. Piotr Mierzejewski, ne seront pas libérés parce que l'enquête ouverte contre eux porte sur les actes de « haute trahison » auxquels l'amnistie ne s'applique pas. Certes, un adjoint au procureur général de Pologne n'a pas exclu que, au cours de l'instruction, le chef d'accusation soit modifié et que les deux hommes puissent bénéficier de l'amnistie à une date indéterminée. Mais, en attendant, une lourde menace pèse sur eux.

L'accusation de haute trahison — un crime passible de la peine de mort — conforte la thèse officielle,

selon laquelle les opposants au régime sont des agents payés par l'étranger (une accusation facilitée par le fait que M. Lix était porteur, lors de son arrestation, d'une lettre faisant état de l'aide matérielle apportée à Solidarité par plusieurs syndicats occidentaux). Cette nouvelle menace contribue aussi à accroître les risques que présenteront pour les dirigeants de la clandestinité toute velléité de réapparition au grand jour. C'est, en particulier, le cas pour M. Zbigniew Bujak, qui est au seuil du symbole de la clandestinité. Il pourrait certes bénéficier de l'amnistie, explique-t-on officiellement, mais à condition qu'il fasse connaître toutes les circonstances de ses activités et en remettre tous les instruments à la police. En effet, M. Bujak est pourchassé pour un crime « grave » contre l'Etat, sans qu'on sache lequel. Seuls les clandestins coupables de délits mineurs peuvent, aux termes de la loi d'amnistie, se contenter de fournir des explications d'ordre général. Mais ne risquent-ils pas, une fois qu'ils auront fait surface, d'apprendre qu'ils sont, en fait, poursuivis pour d'autres crimes ? Comme l'a expliqué le rapporteur du projet, la loi d'amnistie est conçue de manière à permettre de « détruire les bases matérielles de la clandestinité ».

Une autre obscurité est apparue à propos de deux prêtres très connus, le Père Popieluszko, aumônier d'une paroisse ouvrière de Varsovie, et le Père Jan Kowalski, aumônier des chantiers navals de Gdansk. On a d'abord appris que les délits qui leur sont reprochés étaient considérés comme de droit commun, et donc, pas forcément couverts par l'amnistie, avant d'entendre un adjoint au procureur général exprimer la « conviction » qu'ils en seraient néanmoins bénéficiaires.

Les choses sont beaucoup plus claires pour deux anciens dignitaires du régime, M. Piotr Jaroszewicz, premier ministre à l'époque de M. Giersek, et l'un de ses vice-premiers ministres, M. Tadeusz Wrzesniewski, qui devaient répondre devant un tribunal de leur « mauvaise gestion » et de leur « responsabilité dans la crise économique ». Ce procès était devenu très improbable à mesure que la propagande oubliait de plus en plus d'évoquer les fautes des anciens dirigeants pour faire porter presque toute la responsabilité de la crise économique sur Solidarité et les puissances occidentales. Déjà, pour ne pas enfreindre le dogme de l'infailibilité du parti, on avait pris soin de ne pas accuser que des exécutants. Par ailleurs, M. Jaroszewicz, dans une lettre adressée au comité central au début de l'année, avait menacé de ne pas jouer de bonne grâce les boucs émissaires. Après tout, nombre de dirigeants actuels, y compris le général Jaruzelski, étaient ses collègues au bureau politique et au gouvernement à l'époque de M. Giersek. L'amnistie fournit donc une porte de sortie élégante à une affaire mal engagée.

L'infâme boycottage

Comme il était prévisible, le discours prononcé samedi par le général Jaruzelski n'a pas esquissé la moindre ouverture politique, du moins dans le sens souhaité par Solidarité. Dans un texte d'une parfaite raideur idéologique ponctué d'homages et de protestations de fidélité

à l'URSS et d'attaques acerbes contre l'Occident, le chef du Parti et du gouvernement a présenté l'amnistie comme un acte « humanitaire » qui témoigne de la « force » du pouvoir, tout en rappelant que toute récidive serait plus sévèrement châtiée. Il s'est appliqué à montrer qu'il n'y aurait pas de répit pour les adversaires du socialisme, pas d'autre avenir pour la Pologne que le « socialisme » et l'union étroite avec l'URSS.

Le général Jaruzelski a exprimé une fois de plus sa mauvaise humeur à l'égard de l'Occident : « L'infâme boycottage (économique) est en train d'expirer, mais le souvenir des partenaires irresponsables comme les Etats-Unis et la France se perpétuera bien plus longtemps », a-t-il déclaré, tout en dénonçant une fois de plus « la mise en scène antipolonaise montée par le gouvernement américain » qui a conduit, selon lui, une série de pays occidentaux à agir « contre leurs propres intérêts ». Il a affirmé que les « pertes » causées à la Pologne par les « restrictions économiques » s'élevaient à 13 milliards de dollars et a aussitôt ajouté que la Pologne était « en droit d'attendre que lui soient faites des conditions commerciales et financières plus avantageuses ». Il a promis de « débloquer les pertes subies et de faciliter le remboursement de ses dettes » (la Pologne a 27 milliards de dollars de dettes et a seulement commencé à payer ses intérêts pour 1981).

Cette conjonction de violentes attaques et d'exigences financières déjà très largement répandues dans l'opinion polonaise. De plus, ce discours était prononcé devant le premier ministre soviétique, M. Nikoïl Tikhonov, et les délégations des autres partis « frères », pas nécessairement convaincus de l'utilité de cette amnistie, il était doublement nécessaire de prendre à l'Occident et de faire preuve de fermeté. Cette présence explique sans doute aussi que le général Jaruzelski,

contrairement à son habitude, n'ait pas fait la moindre allusion dans son discours aux rapports de l'Etat avec l'Eglise.

Ces relations avec l'Eglise ont d'ailleurs connu un certain froid au cours des dernières semaines, les autorités ayant visiblement tenu à montrer leur mauvaise humeur après que la quasi-totalité des évêques ait refusé de prendre part aux élections locales du 17 juin dernier, que Solidarité avait appelé à boycotter. A l'inverse, l'amnistie ne peut être que bien accueillie par l'épiscopat (qui avait eu connaissance du texte du projet de loi et fait part de certaines observations). Un porte-parole de l'épiscopat a vu dans cette amnistie « un pas important dans la direction d'une normalisation effective et de la reprise du dialogue social ».

Mais l'absence de Mgr Giempe de Varsovie et la période des vacances permettent à la hiérarchie catholique de prendre son temps avant de définir plus précisément sa position. L'Eglise polonaise avait fait savoir par avance que l'amnistie devrait dans son esprit s'accompagner de décisions susceptibles de modifier le climat politique, et le pape lui-même a fait référence au retour nécessaire à l'esprit des accords de Gdansk.

La réaction de M. Lech Walesa a, de son côté, tout à fait confirmé la position affirmée depuis plusieurs mois par lui-même et les divers représentants de Solidarité : « L'amnistie, a-t-il déclaré, est un pas dans la bonne direction. Mais, si les amnisties n'ont pas « la possibilité d'adhérer à des organisations sociales à caractère pluraliste, ils retourneront tôt ou tard en prison ».

Pour l'instant, ils ne sont pas encore sortis, à l'exception de M. Andrzej Gwiazda, qui a reçu une permission de trois jours en raison de la maladie de sa mère. Les autres dirigeants de Solidarité et du KOR incarcérés à Varsovie devraient être libérés à la fin de cette semaine et reconduits individuellement à leur domicile. Cela permettra d'éviter toute sortie « triomphale » et tout attroupement suspect aux portes de la prison.

JAN KRAUZE.

Les Etats-Unis décideraient une levée partielle des sanctions économiques contre Varsovie

Correspondance

Washington. — Les mesures d'amnistie annoncées à Varsovie et qualifiées de « gestes positifs » par le département d'Etat entraîneront une réponse positive mais limitée du gouvernement américain. Le président Reagan devrait en effet décider la levée d'une partie des sanctions, celles affectant les vols commerciaux réguliers de la compagnie polonaise LOT et les échanges scientifiques avec la Pologne. Les Etats-Unis continueraient de priver la Pologne de l'avantage de la clause de la nation la plus favorisée, maintiendraient leur interdiction d'accorder des crédits à Varsovie pour l'achat de denrées alimentaires ainsi que leur refus d'appuyer l'admission de la Pologne au Fonds monétaire international.

Les milieux officiels laissent entendre que la levée des dernières sanctions dépendra de l'étendue et de la sincérité des décisions de libé-

ralisation qu'on attend encore du gouvernement de Varsovie. Dans l'immédiat, on déclare vouloir étudier de plus près les mesures approuvées par le Parlement polonais pour déterminer dans quelle mesure et dans quelles conditions les termes du décret d'amnistie permettraient aux autorités de remettre en prison les amnistifiés et de procéder à de nouvelles arrestations. Au moment où M. Reagan déclare vouloir améliorer ses relations avec l'Union soviétique, il lui est plus difficile de justifier le maintien des sanctions à la Pologne. Mais il doit tenir compte de considérations électorales, et notamment des réactions des Américains d'origine polonaise, nombreux et influents parmi les travailleurs manuels soutenus par la grande centrale syndicale AFL-CIO, qui a pris position pour son adversaire démocrate M. Walter Mondale.

H. P.

EPSI

École Professionnelle Supérieure Privée de l'Informatique.

Cette école a été créée à l'initiative du GNPI en 1961 - Chambre Syndicale des Sociétés de Service et d'Ingénierie Informatique. Elle accueille les bacheliers ou élèves ayant atteint le niveau du bac; la sélection se fait sur tests et sur concours pour le BTS. L'EPSI prépare au diplôme d'Etat BTS Services Informatiques (70% de réussite en juin 83), au diplôme d'Analyse Programmeur, options: gestion, système, micro et à celui d'Attaché Technico-Commercial en informatique. L'école aide également au placement de ses élèves. EPSI Bordeaux, 27, quai des Chartrons - 33000 Bordeaux (56) 44.02.37. EPSI Montpellier, 26-28, rue Henri-René - 34000 Montpellier (67) 64.64.50. EPSI Paris, 43, rue de Trévise 75009 Paris 824.66.50.

RENTREE 84

Pour mieux connaître les écoles, les métiers et les débouchés.



Pour recevoir ORIENTATION SERVICE et le guide ORIENTATIONS 84: 300 pages de conseils 3000 adresses

Nom _____ Adresse _____

A adresser à: ORIENTATIONS SERVICE - IDECOM - 57, avenue Montaigne, 75008 PARIS - accompagné d'un chèque de 70 F (84 F + frais de port).

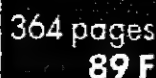
ENGDE

école nouvelle de gestion et de droit des entreprises.

Niveau terminal, baccalauréat. 1 à 9 ans d'études. C'est pour répondre à ce besoin de formation, hors des horaires d'activité professionnelle, (soirées, fins de semaine, séminaire d'été) qu'a été créée l'Ecole Nouvelle de Gestion. Son enseignement intéresse des candidats d'horizons différents: bacheliers ou non-bacheliers, techniciens et cadres de gestion, experts comptables et experts comptables stagiaires. En 20 ans, l'ENGDE a formé plusieurs milliers d'élèves et forgé sa réputation sur une pédagogie basée sur l'étude de cas concrets à partir de données récentes et réelles. Un enseignement en groupes d'études s'appuie sur un corps professoral de spécialistes, praticiens universitaires et un matériel pédagogique performant et constamment mis à jour. 35, bd de Strasbourg - 75010 Paris 533.01.98 / 523.05.41

Son livre est un "roman" dont les personnages sont inévitablement Garbo, Lubitsch, Marlène, Renoir, Buñuel et Sean Aloysius O'Farna, dit John Ford. Comme d'habitude, il se promène en coulisses, entre deux claps, se faufile entre les stars d'avant-guerre comme si elles vivaient encore. Sa culture, c'est la nostalgie ; sa passion l'anecdote.

Frédéric Ferney Le Nouvel Observateur



FAYARD

Les progrès du dialogue interallemand

C'est pourquoi, à Bonn, on se prend ni en tragique ni même très au sérieux. Les Allemands, les vauriens des Soviétiques et de leurs alliés. Au plus fort de la crise des fusées, le Khrémia a proféré des menaces sur les relations inter-allemandes mais il n'est jamais passé aux actes et s'est privé ainsi, pour des raisons qui expliquent, ainsi qu'il continue à haïsser faire ses alliés est-allemands, d'un moyen de pression. Quant au statut de Berlin qui était jadis au centre de tous les différends entre l'Est et l'Ouest, il n'a pas même été évoqué, ce qui fait dire aux observateurs, que si fait dire, que Berlin est maintenant un désert - *depuis la dernière* - après en avoir été le *chénopodium*.

Il n'en demeure pas moins que les Allemands avaient la possibilité d'empêcher le développement du dialogue entre Bonn et Berlin et dans un moment où ils semblent tenter de se repiquer sur eux-mêmes et qu'ils ne l'ont pas fait. Au-delà des considérations conjoncturelles, comme la succession de « dégels » et de « regels » avant et après la mort d'Andropov, l'explication fondamentale réside dans l'ambiguïté de la politique allemande de l'URSS. L'Allemagne dans ce qui semble rester l'objet central de la politique à l'Ouest du Kremlin, deux rôles très différents mais complémentaires étant dévolus à chacun des deux États allemands : la RDA est un rempart, la RFA une cible.

Pour Moscou, la question est de savoir si le dialogue interallemand

peut paraître à terme de détachement l'Allemagne de l'Ouest de ses alliés américains et européens, ou s'il risque de susciter des forces contraires dans le camp socialiste qui aboutiraient à un relâchement des liens entre la RDA et l'URSS. La politique soviétique oscille entre les deux interprétations, et sans doute est-il impossible de choisir. L'imbrication des deux mouvements explique que le Kremlin s'efforce à la fois le chaud et le froid, frôlant les ardeurs de ses alliés west-allemands quand ils sont prêts à accepter des concessions excessives ou les laissant s'avancer en terrain découvert quand il juge les Allemands de l'Ouest sur le point de mordre à l'appât.

Parce qu'ils sont à la fois le lien géographique et, dans une large mesure, l'enjeu de la confrontation Est-Ouest, les deux États allemands se sentent investis d'une fonction particulière, qui, sans être commune, est assez similaire au sein des alliances auxquelles ils appartiennent respectivement. M.M. Kohl et Honecker sont d'accord pour déclarer que les deux pays ont des intérêts communs, mais pas par rapport à l'Allemagne. Lors de leur rencontre officielle, cet automne, ils réaffirmeront cette conviction qu'ils ont en commun, même s'ils la fondent sur des présupposés opposés et en tirent des conclusions différentes. Vis-à-vis de leurs protecteurs respectifs, ils ont intérêt à jouer un rôle symétrique encourageant.

spant - qui à Moscou, qui à Washington, les forces du dialogue. Cette thèse ne déplaît pas aux dirigeants ex-allemands dans la mesure où elle les crédite d'une certaine autonomie par rapport aux Soviétiques, mais elle est également formulée en RFA. Dans une interview accordée récemment au journal italien *Il Messaggero*, M. Honecker, soulevait ce paradoxe, déclarant : « Si Bonn parvient à convaincre Washington d'armer le déploiement des Pershing-2, Berlin-Est fera des pas semblables auprès de Moscou pour faire cesser les contre-mesures. »

Assisi RDA, pourrait-elle se trouver bien placée pour jouer les les éclaircisseurs, soit les intermédiaires, dans la reprise éventuelle du dialogue entre les deux blocs ? Si elle ne peut pas jouer ce rôle, lequel fait le printemps, elle manifeste par son attitude très différente de celle de l'URSS que l'on peut « se parler ». C'est vrai non seulement avec « l'autre Allemagne », mais avec d'autres pays occidentaux, comme la France, l'Espagne, l'Autriche, la Suède, la Belgique, le Canada, le Japon, le Royaume-Uni, la Grèce et l'Italie viennent de se succéder à Berlin-Est, et il était question d'une visite de M. Mauroy ou RDA à l'occasion de la foire d'automne de Leipzig avant qu'il ne soit remplacé à Matignon par M. Chirac. Lors de la conférence de presse à Berlin-Est, M. Alexandre Borine, éditorialiste des *Izvestia*, et journaliste bien en cour à Moscou, avait mis les points sur les « i » : « Des relations normales entre les deux blocs allemands existent sans doute, pour autant qu'il n'y ait pas de tensions, se sont accrues entre l'Est et l'Ouest. »

trouverait des conditions commerciales aussi favorables, qui en font, grâce aux spécificités des échanges inter-allemands, au « marché commun » véritablement « un marché commun. Psychologues enfin : en multipliant les probabilités d'émigration vers l'Ouest, en autorisant les voyages en RFA et les visites d'Allemands de l'Ouest en RDA, la direction allemande accorde ainsi la légitimité, au moins la « supportabilité » d'un régime imposé par l'armée soviétique (2). Moscou a tout intérêt à admettre ces quelques déviations par rapport à la stricte orthodoxie si, elles contribuent à assurer la stabilité du système.

C'est la même question qui se pose, bien qu'en des termes sensiblement différents, en Allemagne de l'Est, en Pologne ou en Hongrie. Les Soviétiques ne peuvent plus avoir, comme dans les années 50, une réponse stéréotypée. Ils doivent réagir au coup par coup, en tenant compte dans le cas particulier de la RDA des atouts et des dangers que présente le sentiment d'agresseur de l'Est et de la crainte d'agresseur de l'Ouest.

Le rôle de la RDA dans l'Europe soviétique est donc très complexe. C'est dans l'intervalle étroit entre une ouverture que s'insinue et une fermeture qu'elle n'est pas possible que se mène la politique allemande de l'URSS.

DANIEL VERNET.

(2) Les contacts avec la RFA jouent un rôle si important dans l'équilibre des Allemands de l'Est que les autorités de la RDA, loin d'empêcher l'écoulement de la télévision ouest-allemande, l'encouragent. Seuls les habitants de la région située à l'extrême sud-est du pays ne pouvaient pas capter, jusqu'à une date récente, les émissions ouest-allemandes. Un rail va mettre fin à cette anomalie qui avait des conséquences psychologiques négatives : les gens travaillaient moins et la proportion des candidats à l'émigration vers la RFA était plus élevée que dans le reste de la RDA.

La marge de manœuvre dont il bénéficie dans ses relations avec Bonn, M. Honecker doit en tirer tout ce qu'il peut pour se maintenir à son rôle de voltigeur de M. Tchernomirski après avoir été celui de Brejnev et d'Andropov. Il la doit en poids qu'il a personnellement acquise et à la première place parmi les alliés européens de Moscou que Berlin-Est a ravie à Varsovie à la faveur de la crise polonaise. Il s'est conforté sa position au sein de la direction est-allemande en faisant entrer au bureau politique du SED (Parti socialiste unifié, communiste), des spécialistes du « dialogue germano-allemand » comme on dit à Bonn.

Les avantages que M. Honecker et Berlin-Est retirent de la coopération avec la RFA sont nombreux. Politiques, ils rehaussent leur prestige et leur rôle. Economiques, ils permettent aux habitants de la RDA d'avoir un des niveaux de vie les plus élevés des pays socialistes. Nulle part ailleurs qu'en RFA, la RDA ne

(Correspondence:

Bonn. — Les tribulations du mystérieux « semi-troïka » soviétique refoulé la semaine dernière de Genève puis bloqué à la frontière entre les deux États allemands ont officiellement pris fin dimanche 22 juillet à Bonn. Le camion, dont le contenu a été inspecté par des représentants de la douane allemande dans l'enceinte de l'ambassade d'URSS en République fédérale, a finalement été autorisé à reprendre sa route, lundi, vers Moscou.

Le nombre de cette « valeur diplomatique » de 9 tomes est-il possible autant résolu ? A en croire les autorités allemandes, la seule remarque concernant deux cent sept pièces de bagages portant des inscriptions soviétiques. Les fonctionnaires ouest-allemands chargés de l'inspection du chargement ont seulement pu vérifier que le nombre des caisses correspondait à la liste fournie par les Soviétiques ; ils n'ont pas eu à examiner eux-mêmes leur contenu. Ils ont dû se contenter des déclarations des fonctionnaires soviétiques. Selon eux, il s'agit de 54 caisses pour un total de matériel électronique-radioélectrique ainsi que de divers équipements et matériaux destinés aux nouveaux bâtiments de la représentation de Moscou à Gensbe.

La réaction tardive du gouvernement ouest-allemand, qui a décidé de faire arrêter le camion alors qu'il avait déjà traversé dans deux sens la RFA, a ouvert la voie à toutes sortes de spéculations. S'agissait-il d'un camion espion équipé d'installations électroniques, venu faire du repérage à travers la République fédérale ?

Le porte-parole du gouvernement ouest-allemand, M. Peter Borchers, avait déclaré qu'il s'agissait simplement d'éviter qu'il n'arrive un conteneur entier ne soit déclaré comme « valise diplomatique géante. » Sinon, demain, incantait-il, les Soviétiques arriveraient avec un train entier. » Mais il avait précisé que la suspicion des autorités allemandes avait été éveillée par un détour qu'aurait fait le remorqueur près de la base africaine suisse de Dillingendorf.

Suite de l'accord intervenu

Révision de l'histoire à Moscou et à Berlin-Est

L'anniversaire de l'attentat du 20 juillet 1944 contre Hitler a été célébré en Allemagne de

compris la nature criminelle du régime de Hitler et essayé de le tuer. »

l'Ouest avec un peu plus d'éclat que les années précédentes, mais la tentative du comte Klaus von Stauffenberg y a toujours été officiellement honorée comme un acte de résistance à la barbarie nazie. Ce qui, jusqu'à présent, n'était pas le cas en Allemagne de l'Est et en URSS.

En RDA, la télévision a présenté deux femmes vivant en Allemagne de l'Ouest dont l'unement avec un homme de la suite de l'assassinat du 20 juillet. D'autre part, au cours d'un colloque à Berlin-Est, il a été affirmé que les conjurés étaient prêts à coopérer avec les communistes et les socialistes à la chute du régime nazi. Cette approbation diffère largement de celle donnée dans la doctrine officielle en vigueur jusqu'à maintenant qui voulait que seuls les communistes et les socialistes aient été réels au national-socialisme. Une révision qui prend place dans les efforts des dirigeants de Berlin-Est pour se réinsérer dans la continuité de l'histoire allemande.

Une difficile rencontre entre pacifistes de l'Est et de l'Ouest

Pérouse. — C'est sous le signe de la fête et de l'espoir, par une marche à la lueur des torches dans la tiède d'une nuit d'été, au cœur de cet univers peint par Giotto et dominé par la forteresse de La Rocca d'Assise que s'est achevée la 3^e Convention européenne pour le désarmement nucléaire, qui s'est tenue à Pérouse du 17 au 23 juillet.

peuvent prendre en réponse à celle de l'Ouest. Mais les travaux se dérouleront devant les 59 sièges vides des délégués pacifistes indépendants de l'Est qui n'avaient pu venir. Cette absence avait provoqué une protestation houleuse de la part des dissidents des pays de l'Est en exil, lors de la séance d'ouverture. Les Soviétiques avaient menacé de quitter la conférence « si une telle provocation se répétait ».

une intervention particulièrement vigoureuse d'une représentante des femmes en exil de la RDA, dénonçant la violation des droits de l'homme et demandant la liberté pour ceux qui sont « coupables seulement d'exprimer leurs opinions » et pour les politiques. Dans son intervention, M. Inzagio, chef historique du PCI, déclarait : « Je demande la liberté, le respect de la liberté de conscience et de parole pour ceux qui, dans tous les pays, discutent, critiquent et appellent à la réforme de la paix et des droits de l'homme ».

La paix et les droits de l'homme

Dans l'esprit des organisateurs, l'acte d'avoir initié les mouvements de la paix officiels avait pour but, non de les légitimer mais de les contraindre à reconnaître dans les pacifistes des militants une réalité et pas seulement des agents de la CIA. De nombreux participants estimaient cependant que les délégués des pays de l'Est seraient dû être considérés comme représentants de leur gouvernement et non des mouvements pacifistes. D'autres, enfin, entendaient affirmer que la lutte pour la paix est indissociable de celle pour

les droits de l'homme. Un document commun, adopté par la Charte 77, le KOR et les Italiens, déclarait notamment que la paix ne signifie pas seulement l'absence de guerre, mais aussi la libre expression des opinions, la liberté d'organisation, la liberté de conscience, le respect des droits démocratiques et sociaux. Les Soviétiques avaient refusé d'être présents à la convention de Berlin-Ouest, parce que, disaient-ils - on voulait remettre en cause des problèmes réglés depuis la fin de la guerre » (ceux de l'Allemagne). Ils sont venus à Pétersbourg, mais pas pour célébrer le 40^e anniversaire que était prévu, mais aussi parce qu'ils cherchaient, étant donné l'écho du Mouvement de la paix en Europe, à resserrer les liens avec les organisations, qui ne leur sont pas étrangères. En fait, leur présence à Pétersbourg a surtout confirmé leur sentiment.

La convention de Pérouse a traité des questions de la Méditerranée et du Proche-Orient, jusqu'ici peu abordées par les assemblées pacifistes. Un «table-ronde» a notamment réuni des représentants des pacifistes israéliens et un représentant de l'O.L.P. M. Haezi. Les pacifistes de Sicile ont d'astre part proposé de créer une zone démilitarisée au sud de l'Europe, allant du Portugal à la Roumanie et couvrant l'Espagne, l'Italie, la Grèce, la Yougoslavie et la Bulgarie. Cette proposition a été accueillie favorablement par les représentants des pacifistes de l'URSS et de l'Italie. D'après les sondes les pacifistes italiens, d'un nouveau terrain de mobilisation pour cette «diplomatie des peuples» que représente le pacifisme. La prochaine convention européenne pour le désarmement nucléaire se tiendra en 1985 à Amsterdam.

BLUE EYE BOMBS

A la suite de l'accord intervenu entre le gouvernement de Bonn et celui de Moscou, le camion a fini par être reconduit sous bonne escorte, au poste frontière de Hemmstedt à Bonn pour y être examiné. Mais cette issue, dont Bonn s'est déclaré satisfait, laisse de nombreuses questions sans réponses. D'autant que les autorités allemandes, dont les relations avec l'URSS ne sont pas actuellement des meilleures, n'avaient pas vraiment intérêt à laisser se développer une crise grave entre les deux pays.

HENRI DE BRIESSON.

Abstract

Spine

Gregory B.
La nature
et la pen

—

EDWARD
LA DANSE
Toujours en mouvement.

Tension control, on

Abstract

Jean-Claude Milin
De l'é

2

Vladimir Jankélévitch
Sources
Recueil

Seuil

Gregory Bateson
La nature
et la pensée



Seuil

EDWARD T. HALL
LA DANSE DE LA VIE
Temps culturel, temps vécu

Seuil

Jean-Claude
Milner
De l'école

Seuil

RECITS AZTEQUES
DE LA CONQUÊTE

Textes
choisis et présentés par
Georges Baudot
et
Tzvetan Todorov



Seuil

Ivar Ekeland
Le Calcul, l'Imprévu

Les figures du temps
de Kepler à Thom

Seuil

LE PLUS BEAU
DES VOYAGES...
LA PENSÉE

SEUIL



Le Monde

politique

M. Chirac : M. Mitterrand a lancé un processus qui lui échappe

La convocation précipitée et spectaculaire du comité central du RPR décidée vendredi 20 juillet pour le dimanche 22 à 14 heures pour objecter, à deux jours de la présentation du gouvernement Fabius devant l'Assemblée nationale, mardi 24, que l'opposition ne restait pas inerte devant les initiatives du président de la République.

En préface à cette convocation du comité central, M. Jacques Chirac a pu s'assurer qu'il n'y avait pas de divergences au sein de l'opposition en déjeunant, jeudi 19, avec M. Raymond Barre, et en s'entretenant le lendemain pendant deux heures avec M. Giscard d'Estaing, qui devait ensuite recevoir le président de l'UDF, M. Jean Lecanuet.

C'est la première fois que les chefs des deux partis de l'opposition demandent, en qualité, des élections législatives anticipées. La réunion du comité central du RPR a permis au maître de Paris de faire approuver avec quelque solennité la seule initiative - même si elle doit être vaine - qui reste à toute opposition : la demande de dissolution de l'Assemblée nationale. Cette requête adressée à M. Mitterrand permet surtout à M. Chirac de répéter, se fondant sur les résultats des élections européennes, que « le PS seul au pouvoir ne représente plus qu'un Français sur quatre et ne dispose plus de base populaire ».

Mais l'objet réel du comité central - sorte de Parlement du RPR - était surtout de riposter aux trois récents événements politiques dont l'exploitation par le seul pouvoir pouvait troubler quelque peu l'électorat de l'opposition. M. Chirac a donc jugé urgent d'allumer des contre-feux face au projet de référendum, face à l'interprétation du départ des communistes et face au préjugé favorable dont pourrait bénéficier le nouveau et jeune premier ministre. Il s'agit, sans tarder, pour l'opposition d'expliquer et de convaincre l'opinion afin d'inverser la tendance des premiers sondages effectués sur ces sujets, et de reprendre en main un électorat qui commencerait à devenir flottant.

Le référendum proposé par M. Mitterrand est, selon M. Chirac, la marque même du « double jeu », puisqu'il permettrait « d'élargir les pouvoirs du président de la République en lui permettant de poser au peuple, quand il le voudra, comme il le verra, les questions les plus ambiguës ». Le président du RPR a bien pris garde d'expliquer sur les prérogatives qui seraient celles du Sénat dans le débat sur le projet référendaire et il a rendu hommage au président de la Haute Assemblée, M. Alain Poher. Les orateurs du comité central n'ont pas pris tant de précautions pour souligner que le Sénat ajoute au texte du gouvernement toutes « les garanties parli-

mentaires et constitutionnelles » possibles. Et chacun, à la fin des travaux, était bien convaincu qu'il n'y aurait pas de référendum en septembre.

Le départ des ministres communistes a été ressenti - les sondages l'attestent - comme un soulagement dans l'électorat de l'opposition, y compris RPR. Les responsables du mouvement ont donc insisté pour souligner qu'ils n'avaient pas été « chassés » par M. Mitterrand, mais qu'ils avaient eux-mêmes délibérément « claqué la porte ». Ils ont rappelé les regrets exprimés par les responsables socialistes, affirmé que « l'idéologie et la ligne politique de M. Mitterrand avec ou sans les communistes ne varient pas », affirmé que le nouveau gouvernement ne marquait aucune ouverture et que l'entrée de MM. Pierre Joxe et Jean-Pierre Chevènement accentuait même le « sectarisme et la marxisation » du pouvoir.

Enfin, le nouveau gouvernement et le premier ministre, dont les sondages montrent qu'ils bénéficieraient de leur nomination d'un préjugé plutôt favorable, ont été une autre cible. « Et d'abord, est-il nouveau ? », a demandé M. Chirac. Tous les orateurs ont insisté sur le rétrécissement de l'assise populaire du gouvernement, qui s'appuie sur le seul Parti socialiste. Ils en ont conclu que la même ligne politique serait suivie, du fait que la loi Savary

n'avait pas encore été remplacée par une autre et que le projet sur la presse était maintenu.

Au total, il s'agit pour le RPR, qui a de nouveau lancé un appel à l'union de l'opposition, de dénoncer dans les initiatives ou les ripostes de M. Mitterrand, « le combat d'arrière-garde d'un régime accablé par ses échecs », ainsi que l'a dit M. Chirac. L'opposition ne se fait naturellement guère d'illusion quant aux chances de voir sa demande de dissolution de l'Assemblée nationale acceptée, mais elle espère placer ainsi le pouvoir sur la défensive s'il refuse l'épreuve du suffrage populaire. Elle avait fait de même en réclamant un référendum sur l'enseignement, qu'il a, selon elle, détourné de son objet. Elle se trouve cependant contrainte à une constante vigilance pour contrer les initiatives du pouvoir, qui, à l'en croire, risquent d'abuser certains électeurs.

Dans le combat qui s'intensifie entre la majorité et l'opposition, c'est à qui, chaque jour, gagnera l'étape jusqu'à la fin de la course, qui se jugera non pas sur les Champs-Élysées, mais au palais de l'Élysée même. Avant de présider le comité central du RPR, M. Chirac était aux côtés de M. Fabius sur l'avenue des Champs-Élysées pour distribuer les trophées du Tour de France.

ANDRÉ PASSERON.

« Une seule solution, la dissolution »

M. Chirac a déclaré devant le comité central du RPR : « On voudrait nous faire croire, ici ou là, que M. Mitterrand, en habile tacticien, aurait repris l'offensive par une série d'initiatives politiques maladroites. Cette prétendue offensive n'est, en réalité, que le combat d'arrière-garde d'un régime accablé par ses échecs. Passé le premier effet de surprise, la riposte du président de la République s'est vite révélée hasardeuse : la démission inattendue du ministre de l'Éducation nationale a provoqué le changement précipité du gouvernement et le départ non souhaité des ministres communistes ».

M. Mitterrand a lancé imprudemment un processus aux consé-

« Quel est ce nouveau gouvernement ? Et, tout d'abord, est-il nouveau ? C'est en fait la même équipe, rassemblée par le danger, toutes tendances confondues, la même équipe qui a mené, avec les résultats que l'on sait, l'action depuis trois ans. Le départ des communistes n'y change rien. Tout d'abord parce que les communistes n'ont pas été renvoyés par M. Mitterrand ; ce sont eux qui sont partis, ce qui est tout différent. Les socialistes, déjà, s'inquiètent de ce départ, assurent que l'union de la gauche reste leur objectif, souhaitent qu'un jour les communistes reviennent au gouvernement. Dès lors, comment croire que ce gouvernement, que M. Mitterrand a peuplé de tous ses reflets,

A propos du projet de référendum, M. Chirac a déclaré :

« ... Un référendum est une affaire trop sérieuse pour être l'occasion ou l'instrument d'une habileté politique. (...) Doit-il déboucher sur un autre référendum portant sur la liberté de l'enseignement ? M. Mitterrand refuse de répondre à cette question, pourtant essentielle. Dans ces conditions, à quoi servirait cette consultation ? À permettre au président de la République de mieux protéger les libertés ? Mais qui les menace en l'occurrence, sinon un projet de loi de son propre gouvernement ? Et quel progrès y aurait-il à donner au président de la République, en la matière, un pouvoir sans partage, plus grand encore qu'aujourd'hui, alors que l'élargissement du champ d'application de l'article 11 de la Constitution devrait au contraire s'accompagner de garanties parlementaires constitutionnelles précises, comme le réclame le président Alain Poher ? S'agit-il d'un moyen de consulter directement le peuple, pour confirmer la légitimité présidentielle, comme le général de Gaulle le fit autrefois ? Pas davantage, puisqu'il n'a, à l'évidence, pas l'intention de lier son sort au résultat du vote. (...) En fait, il existe à ce problème une solution, d'esprit démocratique, claire et précise par la Constitution : la dissolution de l'Assemblée nationale par le président de la République et l'organisation d'élections législatives. (...) Certes, le président de la République a seul le pouvoir de décider en la matière. Chacun doit respecter son choix. Je souhaite que le président de la République comprenne la nécessité de ce recours au peuple. Garde de l'unité nationale, il est de son devoir de faire en sorte que la conduite des affaires de la nation soit assurée par un gouvernement disposant de la confiance populaire. En conscience, j'ai pensé qu'il était de ma responsabilité de le dire. (...) Quoi qu'il en soit, notre devoir le plus urgent et le plus impérieux est de mettre l'opposition en état de répondre au mandat que pourrait, le moment venu, lui confier le peuple français. Elle doit le faire dans l'unité, avec une règle du jeu claire et une plate-forme politique commune. (...) »



quences imprévisibles, qui, déjà, lui échappent. Je suis respectueux de la Constitution. Je ne conteste ni la légitimité du président de la République, ni ses pouvoirs, ni les conditions juridiques dans lesquelles il a pris ses décisions. Je constate simplement que le pays est engagé dans une voie dangereuse.

Jamais l'assise politique d'un pouvoir n'a été aussi minoritaire, alors qu'il a à affronter des problèmes graves et pressants. Les risques de tensions accrues entre Français sont réels. Des menaces de débordements existent. (...) Aujourd'hui, les socialistes veulent-ils changer de cap ? Je crains que non. Car, à y regarder de près, l'idéologie et la ligne politique que suit, avec ou sans les communistes, le président de la République, seul maître du jeu institutionnel, ne varie pas.

Ce n'est pas le rideau de fumée déployé depuis dix jours qui pourra nous faire perdre de vue cette réalité. (...) Qu'en est-il réellement du retrait de la loi Savary ? Par quel entend-on la remplacer ? La loi nouvelle, ou l'ancienne ? Sera-t-elle soumise au référendum, puisqu'on se dit converti aux vertus du référendum ? Qui pourrait le dire ? Qui le sait ? Quel est le but de la modification de l'article 11 de la Constitution qu'on prépare ? S'agit-il de mieux garantir l'exercice des libertés publiques, nous le réclame depuis des années ? Pas du tout. Il s'agit d'élargir les pouvoirs du président de la République, en lui permettant de poser au peuple, quand il le voudra, comme il le verra, les questions les plus ambiguës. Nous voulons, certes, l'extension du champ d'application du référendum, nous voulons que les Français puissent se prononcer directement eux-mêmes lorsque les libertés essentielles sont en jeu, mais nous voulons que ces référendums soient clairement préparés, qu'ils soient honnêtes, que le Parlement puisse préalablement jouer son rôle.

tiendra compte, si peu que ce soit, des souhaits du pays, et qu'il mènera une politique nouvelle ? Il n'en sera rien, il ne peut en être rien. C'est d'autant plus grave que les forces politiques qui soutiennent le nouveau gouvernement représentent moins du quart des électeurs. (...) Les Français avaient voté pour plus de prospérité et moins de chômage : ils ont moins de prospérité et plus de chômage. Le contrat de confiance passé en mai et juin 1981 entre le pouvoir actuel et les citoyens n'existe plus. Dans la lettre de la Constitution, le président peut continuer à gouverner avec le seul parti socialiste réduit à un peu plus de 20 %, comme si de rien n'était. Dans l'esprit des institutions et de la démocratie, il en va autrement : il lui faut définir les termes d'un nouveau contrat de confiance avec les Français et le soumettre au suffrage universel. (...) Dans l'esprit des institutions de la V^e République, un gouvernement peut rester quelque temps légèrement minoritaire dans les élections partielles et intermédiaires. Il peut affronter quelque temps l'impopularité, mais il ne peut gouverner dans des temps difficiles avec une base politique aussi durablement réduite que celle du pouvoir actuel. Dans ces conditions, une solution s'impose : permettre au peuple de s'exprimer, afin que les hommes chargés de conduire les affaires de la nation le fassent conformément à sa volonté. »

M. Roland Dumas, porte-parole du gouvernement et ministre des Affaires européennes, a réagi, dimanche 22 juillet, aux propos de M. Jacques Chirac, en affirmant : « Qu'il [M. Chirac] sache dès maintenant qu'il ne peut y avoir de dissolution tant que le gouvernement de la France s'appuiera sur une majorité solide à l'Assemblée. (...) Cela valait pour le parti gaulliste de 1962 à 1973 quand il administrait le pays. Cela vaut aujourd'hui pour le Parti socialiste qui dispose depuis les élections de juin 1981 de la majorité absolue des sièges à l'Assemblée nationale. Soutenir le contraire et inventer pour l'occasion de nouvelles règles du jeu constitue un péché contre la lettre de la Constitution, l'esprit et la pratique de nos institutions. (...) M. Chirac conteste aujourd'hui l'initiative du président de la République visant à étendre la procédure référendaire aux libertés publiques. Il ne se souvient sans

La vieille querelle de la légitimité

C'est au lendemain des élections cantonales de 1982 que l'opposition a commencé à mettre en cause la légitimité du pouvoir et à réclamer des élections législatives anticipées. « Personne ne peut nier désormais que la majorité n'est plus majoritaire », s'exclama à l'époque M. Claude Labbé, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, qui, le 27 avril 1982, expliquait : « Quand nous demandons au président de la République et au premier ministre de prendre des mesures, nous perdons notre temps. Je le dis avec solennité et une certaine brutalité : nous avons à demander à ces dirigeants de partir. C'est notre rôle d'opposants. Qu'ils s'en aillent, ce sont des incapables. »

« La responsabilité du chef de l'Etat »

Cette déclaration de M. Labbé embarrassait le RPR, qui se livrait à de nombreuses mises au point, précisant qu'il ne saurait mettre en cause la légitimité du président de la République. Quelques jours plus tard, M. Edouard Frédéric-Dupont, député (app. RPR) de Paris, affirmait au cours d'un débat : « Que M. Mitterrand s'en aille. Ce n'est pas un crime de lèse-majesté de le dire. » Et M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, au « Club de la presse » d'Europe 1, le 23 mai 1983, jugeait que « si M. Mitterrand constatait que la coalition qu'il a portée au pouvoir devenait défailante, le mieux serait de procéder à de nouvelles élections. »

Après avoir prédit à Nouméa, le 1^{er} septembre 1982, que « l'expérience socialiste ne durera pas deux ans », M. Jacques Chirac, président du RPR, devait préciser

à son retour à Paris, dans nos colonnes (le Monde du 22 septembre) : « La détérioration économique et sociale du pays risque de contraindre M. Mitterrand, d'ici à deux ans, soit à changer ses orientations, soit à consulter le pays, si ce dernier manifeste son désaccord avec les choix du gouvernement. » Invité du « Grand Jury RTL-le Monde », le 17 octobre de la même année, M. Chirac indiquait qu'une chose est de « mettre en cause la légitimité du président de la République. Je ne l'ai jamais fait. » Il ajoutait : « Autre chose est de dire et de constater les situations politiques, économiques ou sociales qui peuvent parfaitement conduire un chef d'Etat - c'est sa responsabilité et sa seule responsabilité - à consulter le peuple soit par la voie du référendum, dont je regrette que depuis huit ou neuf ans il n'ait pas été utilisé, soit par la voie d'élections législatives anticipées. »

En mai 1983, au lendemain d'élections municipales gagnées par l'opposition, M. Jean Lecanuet tentait de calmer le jeu en précisant dans une interview qu'il nous avait accordée : « Nous n'avons ni le droit ni les moyens d'arrêter l'expérience en cours. » Il se livrait même à cette prédiction : « Vous n'entendez jamais au sein de l'UDF un responsable dire que M. Mitterrand doit s'en aller, même si beaucoup de Français aiment entendre de tels propos. »

L'opposition hausse le ton

Quelques mois plus tôt, M. Giscard d'Estaing, livrant à l'hebdomadaire l'Express ses quatre scénarios pour l'avenir, envisageait l'hypothèse d'élections législatives anticipées et considérait comme

possible une cohabitation entre un président de la République et une majorité parlementaire de sensibilités politiques différentes.

En juin 1983, M. Jacques Chirac, au « Club de la presse » d'Europe 1 propose l'organisation d'un référendum sur la politique économique du gouvernement « si on ne veut pas procéder à des élections anticipées ».

Après les élections européennes du juin 1984, l'opposition hausse à nouveau le ton. M. Jean Lecanuet estime le 19 juin que la preuve est faite du rejet du socialisme. Le président de la République aurait une bonne inspiration, ajoute-t-il, si ce vote intermédiaire était interprété par lui comme devant conduire à dissoudre l'Assemblée nationale. M. Jacques Chirac soulignait alors : « C'est au président de la République de prendre maintenant ses responsabilités, mais, dans un régime démocratique, une consultation nationale ne peut pas rester sans conséquence. »

C. F.-M.

Pitié !

Pour permettre au peuple souverain de dire clairement de quel côté penche aujourd'hui son cœur, M. Mitterrand lui propose un référendum sur le droit au référendum.

« Mauvaise question, réplique M. Chirac. Je lui propose, moi, d'extorquer sans retard son droit à être ses représentants. Une seule solution, la dissolution. »

En attendant d'avoir la parole et le dernier mot, le peuple souverain, lui, propose que la classe politique respecte son droit à disposer tranquillement de quelques semaines de vacances. Au moins.

JACQUES CELLARD.

LES RÉACTIONS

M. Roland Dumas : un péché contre la lettre l'esprit et la pratique de nos institutions

M. Roland Dumas, porte-parole du gouvernement et ministre des Affaires européennes, a réagi, dimanche 22 juillet, aux propos de M. Jacques Chirac, en affirmant : « Qu'il [M. Chirac] sache dès maintenant qu'il ne peut y avoir de dissolution tant que le gouvernement de la France s'appuiera sur une majorité solide à l'Assemblée. (...) Cela valait pour le parti gaulliste de 1962 à 1973 quand il administrait le pays. Cela vaut aujourd'hui pour le Parti socialiste qui dispose depuis les élections de juin 1981 de la majorité absolue des sièges à l'Assemblée nationale. Soutenir le contraire et inventer pour l'occasion de nouvelles règles du jeu constitue un péché contre la lettre de la Constitution, l'esprit et la pratique de nos institutions. (...) M. Chirac conteste aujourd'hui l'initiative du président de la République visant à étendre la procédure référendaire aux libertés publiques. Il ne se souvient sans

doute pas qu'il a fait exactement la même proposition dans une déclaration au journal la Croix le 28 avril 1981. (...) »

(1) Dans l'interview à laquelle fait référence M. Roland Dumas, M. Chirac, interrogé sur « le référendum et ses limites », se voyait notamment poser la question suivante : « La citoyenneté pourrait-elle avoir un droit dans la procédure référendaire ? » Réponse de M. Chirac : « Il ne faut pas négliger les problèmes. La décision d'engager un référendum est une prérogative constitutionnelle du président de la République. L'organisation d'un référendum sur la peine de mort suppose déjà une révision de la Constitution, en l'occurrence une révision de l'article 11 (...) Il me paraît difficile (...) de reconnaître au citoyen un droit d'initiative dans un élargissement de la pratique du référendum. En revanche, il est évident qu'un président de la République doit être à même, dans sa compréhension de l'évolution de la société, de susciter ou d'engager les grands débats d'idées auxquels aspire à un moment donné la collectivité et d'user du référendum, s'il apparaît, en la circonstance, nécessaire. »

M. Quilès : l'opposition est dérouterée

M. Paul Quilès, ministre de l'Urbanisme, du logement et des transports, a déclaré, dimanche 22 juillet, au micro de RMC : « M. Chirac fait son boulot de responsable de l'opposition. Alors il exprime un certain nombre d'idées qui sont anciennes, du moins au RPR. Toutes les semaines, on nous fait la chansonnette à la dissolution. Quand ce n'est pas Jacques Chirac, c'est M. Labbé. Quand ce n'est pas M. Labbé, c'est un autre, voire quelquefois à l'UDF M. Lecanuet. Il faut prendre cela très tranquillement. (...) M. Quilès a encore affirmé que l'opposition, « dérouterée » par les événements, cherche aujourd'hui « un nouveau terrain d'attaque ». « En une semaine, elle a perdu tous les clichés qui lui permettaient de tenir le haut du pavé », a-t-il ajouté. A propos de l'éventualité d'un référendum, M. Quilès a jugé que ce serait « très regrettable ». Il a expliqué : « Les Français n'y comprennent rien et se retourneront contre ceux qui sont en train de manigancer de telles obstructions. »

« M. DEBARGE : « CHAN-SONNETTE ». - M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS et sénateur socialiste de Seine-Saint-Denis, a déclaré, dimanche 22 juillet, au micro de RMC : « M. Chirac fait son boulot de responsable de l'opposition. Alors il exprime un certain nombre d'idées qui sont anciennes, du moins au RPR. Toutes les semaines, on nous fait la chansonnette à la dissolution. Quand ce n'est pas Jacques Chirac, c'est M. Labbé. Quand ce n'est pas M. Labbé, c'est un autre, voire quelquefois à l'UDF M. Lecanuet. Il faut prendre cela très tranquillement. (...) M. Jean-Louis DELE-COURT, secrétaire général du Mouvement gaulliste populaire (MGP) : « En demandant la dissolution de l'Assemblée, M. Chirac est à nouveau victime de son agitation courtoise alors que le peuple français doit être fort opportunément consulté en septembre. En cherchant, comme en 1968, à empêcher un référendum décidé par le président de la République, M. Chirac confirme sa constance dans le mépris des institutions et de l'élargissement de la démocratie. »

LITTÉRATURE VOYAGES - VARIA
Nouveau catalogue sur demande
Librairie le Tiers-Livre
85, rue de Dunkerque, 75009 Paris
282-08-45

Le Monde

société

L'ENQUÊTE SUR LA FUSILLADE DE L'AVENUE TRUDAINE A PARIS

Action directe est devenu un groupe franco-italien

Action directe, depuis 1983, n'est plus seulement le label d'un groupuscule extrémiste français. C'est devenu un groupe franco-italien. Telle est la principale information qui se dégage du considérable travail des policiers européens qui enquêtent depuis des mois sur les agissements de ce groupe clandestin, né en 1979 aux marges de l'extrême gauche. Un groupe sans plateau politique, sans idéologie, fort vague et bien ambiguë, de déclarer une « guerre de classe » aux « guerres impérialistes ».

Deux policiers tombent sous les balles - l'un aurait même été achevé d'un coup de pistolet - et deux autres sont blessés. Le groupe, lui, est indemne. Une longue enquête commence (lire notre encadré). Les policiers concluent finalement à la participation de quatre membres d'Action directe et de deux Italiens des COLP. Ces derniers - Gloria Argano et Franco Fiorini - seront arrêtés de l'autre côté des Alpes au début de 1984.

Ces liens « franco-italiens » sont vite devenus l'obsession des services de police spécialisés dans la lutte contre le terrorisme. Car ils modifiaient l'esprit d'Action directe. De libertaire, plus soucieux de propagande que de lutte armée, ce groupe s'était finalement considérablement durci. Action directe utilisait les caches d'armes, les stocks de faux papiers par milliers. Mais le groupe apprit aussi, au contact des COLP, à faire feu en compagnie d'extrémistes habitués aux opérations sanglantes.

Un grignotage

Le travail de la police en était accablé. Il fallait des résultats, des arrestations. Il était nécessaire pour le pouvoir de stopper la constitution, en France, d'un groupe violent s'inscrivant plus à déclencher des fusillades mortelles dans Paris. C'est ainsi que la police judiciaire a procédé et procède encore à un grignotage de cette mouvance oscillant entre le terrorisme et le droit commun.

Plusieurs animateurs du groupe ont été arrêtés en 1983 et 1984. En mai dernier, Régis Schleicher, vingt-sept ans, et Hélyett Bess, cinquante-trois ans, sont interpellés près d'Avignon. Le même mois, Nicolas et Claude Halfen, deux frères de vingt-neuf ans et vingt ans, sont écroués. Quatre autres interpellations auront lieu en mai.

Ce bilan ne signifie pas la fin d'Action directe, trop souvent proclamée. Il est plus exactement le témoignage du jeu serré que se livrent policiers et membres d'un groupuscule à la dérive.

LAURENT GRELSAMER.

Mais, déjà, la petite histoire d'Action directe s'affole. Le 3 octobre : fusillade avenue Trudaïne. Le 14 octobre : hold-up et fusillade avenue de Villiers. Cette fois, c'est un extrémiste qui est tué. Il faudra quelques jours pour que les services de police identifient un autre membre des COLP, Ciro Rizzuto, « combattant communiste qui se trouvait à Paris pour effectuer une mission d'ordre financier », selon les termes d'un communiqué du groupuscule.

Durant cette période, les liens entre Action directe et les COLP, souvent constants. Et les déplacements nombreux des deux côtés des Alpes. La police, pour sa part, commence à se doter de la collaboration très étroite des deux groupuscules. Avec l'aide des policiers d'autres pays européens, elle entreprend de « piéger » certains des activistes fidèles. Le 2 février 1984, elle arrête dans la région paroisienne Vincenzo Spano, vingt-six ans, autre militant des COLP tandis que Jean-Marie Roullan, trente ans, fondateur d'Action directe, et son amie Nathalie Mégion arrivent à s'enfuir à temps.

LES MÈRES DES ENFANTS « ENLEVÉS » REPOUSSENT LES PROPOSITIONS DE L'ALGÉRIE

Un nouveau bateau pour Alger

Rien ne va plus entre les mères dont les enfants sont retenus illégalement en Algérie et le gouvernement algérien. Réunies, dimanche 22 juillet, à Paris, en présence des organisations qui militent avec elles, les mères ont décidé à l'unanimité de repousser les dernières propositions algériennes. L'Algérie a en effet accepté de rencontrer, mardi 24 juillet, une délégation de cinq mères non accompagnées par les représentants des organisations. Le collectif créé dimanche a jugé ces conditions inacceptables et surtout contraires à ce qui selon lui avait été promis par les gouvernements français et algériens : rencontrer avec les mères et les associations pour parler du principe d'une convention. Ces promesses avaient été formulées disant-elles le 5 juillet, la veille du jour où les mères et les associations s'appre-

naient, dans une opération spectaculaire, à prendre un bateau à Marseille en direction d'Alger (le Monde du 12 juillet).

L'opération avait été interrompue in extremis après que des assurances eurent été données par les autorités des deux pays. La décision de ne plus partir n'avait pas été prise sans émotion. Le sentiment d'avoir été dupés a poussé les mères à réagir immédiatement : ce lundi 23 juillet, elles devaient se rendre à l'ambassade d'Algérie pour remettre les dossiers de vingt-cinq mères d'enfants « enlevés ». Dans un communiqué, le collectif explique qu'il « reprend sa liberté pour de nouvelles actions ». Il annonce prochainement la date d'une nouvelle opération : « un bateau pour Alger ».

CHRISTIANE CHOMBEAU.

CO-INVENTEUR DES « AVIONS RENIFLEURS »

Le comte Alain de Villegas se défend des accusations d'escroquerie

Le comte Alain de Villegas, l'un des deux inventeurs des « avions renifleurs », a été retrouvé par l'hebdomadaire le Point et a accordé un entretien à Jean-Marie Pontaut dans le numéro daté 23-29 juillet. Le dernier partenaire resté silencieux dans cette affaire, révélateur dans ses principaux détails en décembre 1983 et janvier 1984, est sorti de sa réserve alors qu'il était « de passage en Grande-Bretagne, entre une retraite en Amérique du Sud, dans un monastère, et un séjour dans une île d'Asie ».

Six mois après le scandale, le comte, âgé de soixante-six ans, ressortissant belge, plaide la bonne foi. A propos du premier accord signé entre lui et ELF, le 28 mai 1976, protocole destiné à lier les deux parties afin de mettre au point un procédé révolutionnaire de détection des champs pétrolifères, il déclare : « Je n'ai pas été consulté quant aux termes de l'accord. Jamais je n'ai fixé de chiffres quant au montant des rémunérations. J'ai été informé par M. Violette (M. Jean Violette fut jusqu'en 1978 l'homme de confiance de M. de Villegas) de ce qu'ELF demandait des prestations de services de douze mois sans interruption. Il eût été préférable de ma part de ne pas accepter ces conditions. Je ne l'ai pas fait, ce que, faisant, j'ai commis une erreur ».

Par la même occasion, il m'a informé du montant et du mode de paiement. Je lui ai fait remarquer que ces montants me paraissaient très élevés (2 millions de francs

suisse, environ 500 millions de francs). Il me fut répondu que l'estimation de la valeur des services dans le domaine pétrolier était l'affaire des sociétés pétrolières elles-mêmes. J'ai tout spécialement insisté auprès de M. Violette pour que les paiements envisagés soient faits « en clair », selon les voies normales. Il m'a répondu qu'ELF et l'Etat français, pour des raisons à leur convenance, en avaient décidé autrement ».

En un mot qu'à ces raisons venant s'ajouter la raison de « secret d'Etat ». Devant toutes ces raisons, à mon corps défendant, je m'inclinai. Ce fut une erreur majeure. M. de Villegas ajoute : « S'agissant d'un prototype, il me paraissait raisonnable d'enlever pas à pas, de procéder à des contrôles et vérifications. Au lieu de perfectionner l'appareil, ELF veut de la rentabilité immédiate. Aldo Bonassoli (le plus proche collaborateur scientifique du comte de Villegas) est un inventeur de génie. Mais, fragile et un peu caractériel, soumis à cette incroyable pression, il va finir par craquer ».

Plus loin, le comte se défend des accusations de fraude fiscale et d'escroquerie de haut vol (qui ne tiennent pas à l'examen). Il rappelle qu'il a créé dans le respect des lois en vigueur en Belgique deux sociétés pour faciliter ses recherches, acheté des avions et « un chaland de 18 mètres » et non « un yacht de plaisance ».

DES ÉLUS ALSACIENS MOBILISÉS CONTRE LES SAUMURES

Les sirènes de Chalampé

Plusieurs centaines d'élus alsaciens - députés, sénateurs, conseillers généraux et maires - se sont rassemblés, dimanche 22 juillet à Chalampé (Haut-Rhin), pour protester contre un projet de forage destiné à tester l'injection en cour-

ches très profondes des saumures produites par les Mines de potasse d'Alsace (MDPA).

Les élus redoutent que ces injections de sel polluent irrémédiablement leur nappe phréatique.

Chalampé. - Sur le site du forage d'étude, symboliquement, on a planté un arbre mort : c'est sur cette lie entre Rhin et canal que, dès demain peut-être, les technocrates vont tenter de percer le gravier de la plaine d'Alsace pour tester l'injection de saumures en sous-sol. M. Jean-Jacques Weber, le conseiller général qui mène la lutte contre ce projet, n'en finit pas de s'indigner : « Le Rhin est un site inscrit à l'inventaire et forme une réserve ornithologique d'intérêt européen (1). Même les sapeurs-pompiers n'ont pas eu le droit d'y organiser leur feu de la Saint-Jean ; et l'on veut maintenant y injecter la saumure des Potasses d'Alsace, c'est un comble ».

Le maire de Chalampé, M. Armand Schweitzer, l'organisateur de la journée, a écrit, le 20 juillet, au préfet du Haut-Rhin pour qu'il retire son autorisation de « servitude temporaire », permettant aux MDPA (Mines domaniales des potasses d'Alsace) de déboiser 60 ares de l'île pour procéder à leur forage.

Mais le maire n'est pas seul. Tous les élus du département, communistes compris, sont venus soutenir leurs collègues de Chalampé. Même le Syndicat CGT des mineurs de potasse, dont la position avait paru changer de signe d'une réduction des effectifs aux MDPA, a envoyé une délégation. Son secrétaire général, M. Maurice Heffner, met les points sur les i : « On a essayé d'opposer les mineurs et la population rhénane, dit-il, mais nous restons hostiles aux injections. Ce que nous voulons, c'est la diversification des MDPA ».

Le professeur Louis Sackmann, directeur de l'Institut de mécanique des fluides à l'université de Strasbourg, a fait le déplacement

De notre envoyé spécial

en espadrilles et chapeau de paille pour signer des lettres « ceux qui n'ont pas su dire non en 1978, quand il était encore temps ». Seuls les rares élus socialistes étaient absents, pour ne pas se désole-riser d'un gouvernement qui a fait ratifier l'an dernier, par le Parlement français, la convention de Bonn sur la dépollution du Rhin.

Tous les autres - centristes, RPR, PSU, PC sans déguisement, et même une délégation allemande - sont venus signer les registres de protestation, quitte à ne faire qu'une brève visite, comme ce pharmacien, conseiller général et maire d'Osenbach, M. Marcel Diebolt, venu avec quelques amis à vélo, en tenue de coureur cycliste. « On vient seulement pour signer, pas pour jeter des pierres aux CRS », il n'y a d'ailleurs pas de CRS, mais seulement un fort contingent de sapeurs-pompiers venus assurer la sécurité sur cette île envahie de pique-niqueurs en maillot de bain.

Ecologistes déchirés

Chacun y va de son argumentation. « L'arbre n'est pas seulement le symbole qu'ils veulent mettre ici », explique M. Jean-Jacques Weber, le problème, c'est que les mines sont exploitées de manière coloniale : l'Etat presse le citron et jette ensuite l'écorce, sans que les intéressés puissent donner leur avis. » M. Pierre Schiélé, sénateur CDS, renchérit : « Ce qui me fait mal au ventre, c'est l'exploitation d'un produit - le potasse - dont nous n'avons pas la maîtrise et dont nous subissons tous les inconvénients - la saumure. L'assitant parlementaire de M. Welsenhorn, le député qui mène l'opposition au nom du RPR, n'a pas de mots assez durs contre le « cartel international du sel » qui,

selon lui, impose sa loi aux Alsaciens : « Le scandale, dit-il, c'est qu'on réinjecte à grands frais dans le sol un produit exploitable ».

Pour tous, il semble aberrant de construire un « saumoduc » de 15 kilomètres entre le carreau des mines de Wittelsheim et l'île du Rhin. « 200 millions de francs, pas un emploi et des risques énormes, avec 4 millions de tonnes par an de saumure transportées en terrain poreux », résume M. Welsenhorn. La solution ? « C'est un problème complexe, reconnaît-il. Mais à tout utiliser le potentiel des MDPA et transformer les mines en plates-formes chimiques à vocation d'engrais, qu'il s'agisse du biogaz, de compost et des autres engrais chimiques. Si on s'en donne la peine, on peut réconcilier l'emploi et la sauvegarde de l'environnement ».

Les écologistes, déchirés entre leur attitude favorable à la convention de Bonn et leur hostilité aux saumures en sous-sol, sont très discrets à Chalampé. Seule l'association projet Alter-Alsace a monté un stand pour promouvoir les énergies alternatives, en particulier la géothermie par l'eau chaude des profondeurs : celle-là même que « les technocrates de Paris veulent assouvir avec la saumure des mines ».

Un système d'alerte a été mis en place à Chalampé. Sitôt aperçus les techniciens, on actionne la sirène. La population viendra défendre elle-même son île et sa nappe phréatique. Qu'on se le dise !

ROGER CANS.

(1) Le terrain lacristain, zone non constructible d'après le plan d'occupation des sols de la commune de Chalampé, appartient à la chambre de commerce de Mulhouse.

ASPERGES D'ESPAGNE : QUATRE AUTRES INTOXICATIONS

Quatre nouveaux cas de botulisme viennent d'être enregistrés à Caen, après consommation de conserves d'asperges en provenance d'Espagne. Il y a quelques jours déjà, des cas identiques avaient été notés à Compiègne (Oise). Les produits suspectés étaient commercialisés sous les marques Beaumont, Pierre et Acopasa.

Dans un communiqué commun publié le 21 juillet, la direction de la consommation et la direction générale de la santé déconseillent de « consommer des asperges en conserve en provenance d'Espagne, dans l'attente du résultat des investigations en cours en Espagne sur l'origine précise des conserves et sur la cause de la contamination ».

Le botulisme est une intoxication grave due à des toxines bactériennes présentes, notamment, dans des conserves mal cuites ou mal stérilisées. De 1978 à 1982, cent quatre-vingt-sept cas de botulisme ont été enregistrés en France.

UN NOUVEAU MÉDICAMENT CONTRE LA GONOCOCCIE

Un nouveau médicament antibiotique semble très efficace contre toutes les gonococcies (forme de blennorragie). Selon une étude américaine publiée dans le dernier numéro du New England Journal of Medicine (19 juillet 1984) et menée sur des marins américains basés aux Philippines, une substance médicamenteuse encore expérimentale (la norfloxacine ou acide nalidixique) est très efficace pour traiter des formes résistantes de gonococcie.

Cette maladie très répandue, due à l'infection des voies génitales par *Neisseria gonorrhoeae*, pose depuis plusieurs années un problème de santé publique. On voit régulièrement apparaître de nouvelles souches bactériennes résistantes aux antibiotiques jusqu'alors efficaces. Ces souches sont apparues simultanément en 1976 en Asie orientale et en Afrique occidentale. Elles se sont ensuite répandues dans presque toutes les régions du monde, provoquant de petites épidémies dans dif-

férents pays. Leur principale caractéristique est d'être résistantes aux pénicillines. Néanmoins, le Center for Disease Control d'Atlanta vient de signaler l'apparition en Caroline du Nord d'une nouvelle souche résistante à la fois aux pénicillines et aux tétracyclines, autre groupe de médicaments antibiotiques. Selon les responsables d'Atlanta, cette souche risque de poser un problème majeur aux États-Unis.

C'est souligner l'importance des travaux sur la norfloxacine menés par l'équipe du docteur Steven R. Cridler, 32 ans, médecin généraliste, de la région de New York. Tout soigné par voie orale, tout soigné par voie résistante de gonococcie. Tous ont été guéris sans effets secondaires. Selon le docteur Cridler, ce produit « paraît posséder les caractéristiques qui pourraient en faire le remède de choix pour les infections gonococciques compliquées, en particulier dans les pays où existe un taux élevé de souches résistantes ».

EN BREF

La « Polka » de BB

Brigitte Bardot a sauvé, dimanche 22 juillet, une jument, « Polka », et son poulain, âgé de quatre mois, qui faisaient partie d'un convoi de chevaux en provenance de Pologne destinés à l'abattoir. Alertée par un vétérinaire nippois, le docteur Ackermann, du sort promis à l'animal, l'actrice proposa de l'acheter. Refus de l'administration car la loi prescrit que tout animal admis à l'abattoir ne peut en ressortir vivant.

Aussitôt se créa une chaîne de solidarité. Samedi, vers 14 h 30, l'ami de BB et réalisateur de l'émission « Terre des bêtes », sur Antenne 2, M. Alain Bougrain-Dubourg, tenta de plaider dans l'abattoir pour enlever l'animal. Arrêté, il

devait être conduit au commissariat puis relâché sur instruction du parquet de Nice.

« Avant de l'abattre, il faudra qu'ils m'abattent », déclarait alors l'actrice. Samedi dans la journée, elle téléphona à plusieurs reprises à un collaborateur de M. Michel Rocard, ministre de l'Agriculture. Celui-ci donna, dimanche après-midi, « l'assurance à M. Bardot que les deux animaux ne seraient pas abattus », sans réserve que « le propriétaire soit d'accord pour procéder à la vente ». La présidente nationale de la brigade de défense des animaux, M. Simone Peyre, proposait aussitôt 15 000 francs pour acheter « Polka » et son poulain.

POUR AIDER L'ARMÉE DU SALUT

dans son travail de rééducation sociale, donne machines, vêtements, appareils de chauffage, dégivrage, radio, films et tout objet encore utilisable ou réparable... leur camion viendra à votre disposition.

APPELEZ : 583.54.40

● L'assassinat d'un gendarme dans le Gard. - Les deux meurtriers présumés du gendarme tué vendredi 20 juillet à Sommières, dans le Gard, ont été identifiés. Il s'agit de deux repris de justice, André Gausserant et Roland Granier (le Monde daté 22-23 juillet) qui étaient toujours recherchés par les forces de l'ordre lundi 23 juillet.

● Le cadavre d'une jeune fille découvert dans l'Arège. - Moins de vingt-quatre heures après la découverte d'un cadavre près d'une décharge publique, non loin de Montgaillard, dans l'Arège, les gendarmes l'ont identifié dimanche 22 juillet comme étant celui de Régine Faccioli, une jeune fille de dix-huit ans, demeurant à Mercures-Gabaret (Ariège). Selon l'autopsie, la jeune fille, qui avait l'habitude de faire de l'autostop en rentrant de discothèque, a été assassinée avant d'être tuée d'un coup de couteau à la gorge.

● Trois accidents mortels en parachute. - Week-end tragique pour le club Moselle-Parachutisme à Jarny (Meurthe-et-Moselle). Samedi 21 juillet, une jeune fille de seize ans, Catherine Foschia, s'est tuée après que ses deux parachutes se furent mis successivement en torche. Le lendemain, une stagiaire du même club, Joëlle Renot-Huck, a été heurtée par une autre parachutiste, dans l'avion, avant de sauter.

Aspirée dans le vide, elle a violemment heurté la carlingue avant d'être éjectée. D'autre part, un Allemand de vingt-sept ans, Manfred Gaumann, s'est tué après un saut de 4 000 mètres à La Ferté-Gauchet (Seine-et-Marne), son parachute s'étant décroché.



FESTIVALS

AVIGNON

LIGEON-LIGEONNET, TOSCAN DU PLANTIER, GARREL

Clip

Un jeune homme roux en habit blanc de rock star, strass aux oreilles, sort de l'écran barboté d'images sonores avec lesquelles, s'étant emparé d'un miroir, il dialogue. Il profère des phrases, elles s'ajoutent aux voix qui sont la sienne, dédoublées, métamorphosées par des astuces d'enregistrement. Derrière lui, il y a les gros plans de son visage, maquillé, travesti, masqué, déformé dans des miroirs courbes, blanchis dans les éclairs du strass frappé par les projecteurs. De temps en temps, le jeune homme repart derrière l'écran et, mais c'est rare, son visage est remplacé par des routes qui filent, par des figures géométriques qui tournent. Cet exercice mégalomane d'André Ligeon-Ligeonnet s'appelle *Odéon III*, il y est question d'un mouchoir, de Cassio, Iago, Desdémone...

Aux premières minutes, on espère une dérive féérique à la Carmelo Bene. On déchant vite. Par le contenu et la forme, cela reste naïf, pour ne pas dire simpliste. Quand Ligeon-Ligeonnet faisait du théâtre, il y a une dizaine d'années, il créait des tableaux funambulesques très forts. A partir de là, il s'est laissé fasciner par la vidéo, rêvant de faire jouer des acteurs avec les effets truqués de la réalité. Bien qu'il soit présenté off, au cinéma Vox à minuit, il est tout à fait dans le thème du festival :

l'artificiel et le vivant. Il apporte en tout cas la preuve que la superposition ne fait pas le mariage, et que la vidéo, projetée sur grand écran, donne des images plates et pas très nettes. Il y a sûrement une question de moyens, de matériel technique, mais de toute façon, on voit bien que le style clip - tout comme celui des films publicitaires - s'accommodent mal de la longueur. Le message passe par le choc de la rapidité, des contrastes percutants, par les variations perpétuelles. Il exige un rythme incompatible avec la parole en durée réelle de personnes réellement présentes.

Public averti

L'avenir est-il dans le clip ? Ce n'est pas certain, mais dans ses moments de cafard insomniaque, Daniel Toscan du Plantier doit réfléchir : « Et puis à quel bon chercher des œuvres pour en faire des produits, puisque de toute façon la jeunesse veut s'écarter du clip ? » Il existe, nous a-t-il dit, deux chaînes de télévision, américaines bien sûr, qui en diffusent vingt-quatre heures sur vingt-quatre. La PDG de Gaumont était à Avignon parce qu'on y présente ses films d'opéra (*Don Giovanni*, *Parafal*, *Carmen*) et aussi ceux de théâtre, vu seulement à Cannes : *Henri IV* par Bellocchio, après la répétition, de Bergman, et la *Tartuffe* de Gérard Depardieu à tour de rôle sur le spectacle de Jacques Lassalle. C'est pour leur promotion qu'est venu Daniel Toscan du Plantier, pour connaître et peut-être tester ce public d'Avignon, sensible, averti, passionné, ce qui le rend méfiant à l'égard de toute mise en conserve, toute reproduction artificielle de l'art vivant, dramatique et lyrique. En fait, le film de Bellocchio est une adaptation libre de la pièce de Pirandello, celui de Bergman une émission de télévision dans laquelle il parle du théâtre, et celui de Depardieu n'est pas réussi.

Entre l'homme de l'argent et les adeptes du théâtre populaire, la communication n'a pas été simple. Toscan du Plantier a parlé, beaucoup, mais paré, paré commerce, justifié sa fonction, s'est présenté comme le producteur responsable, qui connaît la valeur de la qualité, modeste cependant devant ces intellectuels qui l'écoutaient. Il a voulu leur faire comprendre que, selon lui, l'argent veut bien les gros budgets, mais si les gros budgets font le cinéma qui rapporte. Il n'est pas certain qu'il les ait convaincus de soutenir ses films.

« La nature du cinéma, a-t-il dit, est de s'appuyer sur une littérature pré-existante, principalement le roman, mais pourquoi pas une pièce, un opéra ? » C'était drôle, parce que la veille, à la même place, il y avait Philippe Garrel dont plusieurs œuvres sont projetées au festival. Il était présenté par André Philpout (*Les Cahiers du cinéma*). C'était au tour des spectateurs de se sentir intimidés, de commencer leurs interventions par « Vous savez, je suis un profane, je ne suis pas un intellectuel... » Mais Philippe Garrel a répondu longuement, avec beaucoup d'attention à toutes les questions. Lui, il a dit que son cinéma, il le tirait de lui-même, de sa vie. Philippe Garrel est un poète qui se transmet corps et âme au travers des films. Il parle le langage de sa génération, celle de 68. Il y tient, il lui appartient. Sa génération, il en parle comme d'une famille, elle est pour lui comme un refuge, tout au moins une certitude, la seule peut-être. Dans la précédente, il a trouvé des maîtres, la suivante il ne la comprend pas.

On parle public, nombres de spectateurs, télévision. Les films de Philippe Garrel, c'est vrai, on a envie de les voir pour soi, dans l'intimité du contact avec l'image. Au fond, le passer sur le petit écran n'est pas si important. On rêve : et si Philippe Garrel utilisait pour transmettre le poème sans compromission ni fin qui est en lui ?

COLETTE GODARD.

SARLAT

La persévérance de Pascal Bureau

Le jardin des Bœufs : un espace assez restreint, coincé entre la sacristie des pénitents bleus et l'arrière de la cathédrale, dominé par un monument étrange en forme de pain de sucre : la lanterne des morts. « C'est ici », s'exclame Pascal Bureau, le président du Festival de Sarlat. Et, d'un geste large, il désigne les 90 places et la scène sur laquelle s'agitent des techniciens.

« Autrefois », reprend Pascal Bureau, nous jouions sur la grande place de Sarlat. Mais il faut changer. Le festival est le plus ancien après Avignon. C'est ici qu'il y a eu un peu d'encouragement. Avignon, toujours Avignon. Mais Sarlat, c'est bien aussi. La preuve, cette année, il y aura trois créations, un défi à l'impossible quand on connaît les difficultés que rencontrent les organisateurs.

Problèmes financiers bien entendu. « Pour en revenir à Avignon », déclare Jean-Claude Foulquier, le secrétaire général, le festival y est subventionné entre 60 % et 80 %. Nous, nous ne recevons que 45 % de subventions, et encore, elles nous parviennent avec un an de retard. Celles de 1982 ont été touchées en décembre 1983 ! »

« Nous progressons »

Il existe aussi, sous-jacente, une petite querelle des anciens et des modernes au sein du comité puisque le festival est une association (celle de 1901) composée de membres élus (17), de membres d'honneur (3), ainsi que des représentants de la région, du ministère de la culture et de la municipalité. Certains, semble-t-il, préféreraient qu'il y ait moins de créations afin d'assurer la rentabilité du festival. Mais Pascal Bureau rétorque : « Nous avons de plus en plus de fidèles, dit-il. Dès le mois de mai, nous recevons des lettres qui nous remercient notre programmation ». Le reste du public est partagé entre les gens de la région (10 à 15 %) et ceux qui

C. Ba.

« Les Fourberies de Scapin, de Molière, par la compagnie Feryov et Belcher, mise en scène de Guy Laroche (26 et 27 juillet). Les Éclats de Marguerite Duras, mise en scène de Patrick Valade, suivi de *Rencontres fortuites* (31 juillet et 1^{er} août). L'Éclat des pages ou la Nouvelle Villanelle, mise en scène de Jean-Claude Foulquier. Par le Théâtre du Campagnol et le Théâtre de la Carrière (3, 4, 5 août).

Les rencontres internationales de la photographie à Arles

(Suite de la première page.)

Lartigue a trouvé, avec le panorama, une forme suprême. Mais il est si roboratif qu'on peut être sûr que de nouvelles cartes doivent encore tomber de ses manches...

L'autre excellente exposition se trouve à l'Espace Merino, où Christian Coujolle et l'équipe photo du journal *Libération*, en squatteraient cette ancienne église baroque transformée en coquille de geyser d'élevage, nous instruit d'un bon usage de la photo dans la presse.

Une force nouvelle

La dynamique d'une création photographique se repère dans les différentes rubriques, où il s'agit de faire sortir précisément l'image qu'on s'attendait pas : un portrait de Miles Davis par Claude Gascaud, la hante couture photographiée par François Hugbier ou de l'hippisme par Agnès Bonnot. C'est l'apparition d'un style, d'une force nouvelle : un nouveau cadre, un défi, un objet non identifiable qui perçoit le cadre, un déplacement de l'objet central ou frontal, une nouvelle ligne de fuite ou un point d'achoppement qui accroche le regard. Par conséquent, un système, mais quelque chose de vivant, en train de se faire, qui se risque et oublie les méthodes aussi bien que les réussites (Xavier Lambour, voyant que ses portraits de cinéma marchaient trop bien, les abandonne - il n'a gardé ici qu'une dizaine, en grand format, vraiment superbes : Anthony Perkins, Hanna Schygulla, Raymond Burr...). Mais le « mouvement » peut naître aussi d'un retour à l'académisme (ainsi les portraits façon Harcourt de Pierre-Olivier Deschamps pour le dernier Festival de Cannes), il suffit juste de briser les habitudes, de surprendre page après page, page contre page.

On voit ici comment la photo pour elle-même, la photo pure, sans origine, but ou mouvement apparent - l'événement photo en quelque sorte - peut s'inclure dans la rédactionnel, sans forcément prendre sa place. La mise en page est capitale : le maquettiste doit accomplir le même jeu de lignes, de mots et de blancs, de lumières et d'ombres que le photographe. L'accrochage de l'exposition lui-même ressemble à un mélange d'astuce, de bravade ;

légendes marrantes et informatives ; autant de surprises entre les photos que dans les photos, des reportages politiques s'intercalent entre des portraits de gens du cinéma.

On peut tristement mesurer tout l'écart qui existe entre cette exposition vivante et l'exposition mise au point par le conservateur de la photographie à la Bibliothèque nationale, Jean-Claude Lemagny, sous le thème du « Territoire » : infatigablement impeccable, froidement experte, scientifique mais aussi rasant que les dunes de *Forêt Séganne*. Un texte de présentation sublime nous prouve pourtant que le messieur comprend bien de quoi il parle et en parle bien. Mais une archi-conscience historique ne fait pas forcément vivre des murs. Comme nous sommes persuadés que M. Lemagny est un homme très émotif, pourquoi veut-il donc prouver le contraire ?

Passons à la collection personnelle de Lucien Clergue accrochée à l'espace San Luc. Pourquoi la grand photographie arlésienne nous fait-elle le fleur de nous dévoiler les résons de sa collection privée ? Pour nous prouver qu'il a du goût ? Pour nous préparer ainsi à sa grande rétrospective d'automne au Musée d'art moderne ? Ou dans l'espoir qu'on va la lui voler ? Très surprenante collection en effet, tant elle abonde de trouvailles, tant elle exhale à chaque tirage (avec une préférence pour Stieglitz, Strieglitz, Puyo ou Denoussy) de la subtilité de la demi-teinte, des charmes féminins et du charme tout court.

Ceux qui ont aimé l'exposition Lartigue ou le bilan de *Libération* pourront se passer d'aller voir, toujours à l'espace San Luc, les « Ecarts » de Pierre Fauchoux (il n'écartera pas les corps, heureusement - ou malheureusement - mais des lamelles de Kodacolor tonitruant pour en faire des évents de simili-croco) : les défilants nus fangeux et multicolores de l'Allemande Marguerite Seeburger, qui doit être plus douée pour l'enseignement de l'histoire de l'art (c'est un métier) que pour la photographie ; ou encore les « Epiphanies » (les titres sont souvent de mauvais augure) de l'italien Paolo Gasparini, très expressives fanges plâchées, coustet agrandies, qui s'annulent au lieu de se contredire ou de raconter des histoires dans leurs fissures.

La plupart des pays sont ainsi représentés, plus ou moins bien, à travers les expositions ; dans l'espace Arles - le lieu permanent des Rencontres, qui se poursuivent un peu toute l'année - on peut voir une assez bonne sélection de jeune photographie japonaise. A l'espace Van Gogh, l'Américaine Joyce Tenenon poursuit son système d'« applaisissement » des figures, subtilités langües proches du crayon : les portraits sont tirés sur papier Arches conduit à la main d'une couche d'argent.

Les critères de la modernité

Juste à côté, on n'a pas pris garde - ce fait est étonnant, et l'effet est malheureux - d'accrocher l'exposition montée par Jean Dieuzalide à Toulouse sur l'Amérique en crise des années 30 (photos de Walker Evans, Dorothea Lange) et une exposition « sponsorisée » par les Maisons Phénix, intitulée « Urbain, trop urbain ». Cela débute sur un diorama en couleurs d'une petite ville, a priori ignoble, inhabitable. Puis les photographes croisent leurs perceptions : on s'arrête pas à la première image, flâne, fouille, entre chez les gens. Méthodes habituelles d'investigation répétées par des spécialistes du genre (Le Querrec, Sabine Weiss). Les légendes fournies par le photographe vont du plus simple, de la notation descriptive ou anecdotique, à des commentaires rendus de rencontres, rapportant les paroles de ses modèles ou ses propres réactions, souvent noires, sur ce qu'il voit.

A l'abbaye Montmajour, à quatre kilomètres du centre d'Arles, le regroupement de plusieurs expositions sur un thème proche est plus heureux. Elle doit être belle, la surprise de ces touristes qui viennent visiter une abbaye du douzième siècle et qui, sans s'y attendre, dans la nef de l'église, tombent sur les photos des cosmonautes flottant dans l'espace. On a fait, dans les archives de la NASA, une sélection strictement photographique, selon les critères de modernité en vogue : tronçonnages, décentrement, ombres, repères, traces... Ce sont les rebuts et les « ratés » qui font les plus beaux photos. Toute cette technicité photographique ne parvient pas à vaincre la fêric formidable du sujet.

Des paysages rases, comme raillés à fleur de sol, par l'italien Mario Giacomelli (c'est bien la part la plus connues de son travail), d'impressionnistes enregistrés par satellites (la région parisienne va ressembler à un écran sur une peau) et des relevés de signalisations incas par Marilyn Bridges complètent cet ensemble de photos supra-terrestres. Marilyn Bridges compare avec bonheur des flèches sur des autoroutes new-yorkaises aux flèches géantes dont les incas traçaient le paysage pour préparer l'atterrissage de leurs dieux.

Un festival de la photographie a aussi le devoir de célébrer un photographe inégalement méconnu : cette année, c'est le peintre Ulysse et ses solarisations, superpositions ou photomontages des années 30, prêtées par la galerie Adrien Maeght. Ricochet divers qui donnent la stature d'un géant surréaliste et social. Autre devoir, apparemment, mais l'exemple est moins probant, que de montrer jusqu'à quel point la photographie peut se dématérialiser pour donner naissance à des formes secondaires, ou quaternaires, puis-que après passage des ciseaux, de photocopies et de peinturlurage : c'est Arman et ses « Photocollages », plutôt furtives, pas très folichonnes, toujours au Musée Réattu.

L'espace le plus indigne l'événement le plus touchant : dans la salle Henri-Conte de l'hôtel de ville, on nous raconte l'histoire du Festival. On rend hommage, par un précipité de diapos et un reportage sur quinze ans de Jean Dieuzalide, à ceux qui sont passés par Arles, y sont retournés et ne l'ont pas bouddé. C'est aussi le rôle du Festival : se faire plaisir, se montrer, s'affirmer comme famille, dans un même engagement, et se souvenir des moments de bonheur - n'est-ce pas tout bonnement ça l'essence de la photographie ? - ou plus simplement de joie ou d'amitié. Par exemple, un baiser qu'a posé Lartigue sur la joue de Brassat un jour de l'été 1974, ou la belle solitude de Jean-Claude Lemagny, assis sur une marche, un soir de 1978, aux Bains-de-Provence.

HERVÉ GUBERT.

* Toutes les expositions durent jusqu'au 31 juillet, à l'exception de celles du Musée Réattu, jusqu'au 30 août.

DEUX PIÈCES DE JEAN-PAUL ARON

Langue de vipère

Du vol de la palombe dans le Périgord noir aux microbes acrobates, rien n'échappe à la curiosité de Jean-Paul Aron. Quel que soit le sujet abordé, il parle haut, possède l'autorité de ceux qui en savent long et l'humour nécessaire pour que son auditoire accepte sans trop d'agacement sa verve et son bagout. Un humour que l'on retrouve dans ses pièces : *Le Bureau* et *Fleurs mouillées*.

Ecrit en 1971, *Le Bureau* raconte l'histoire d'un jeune homme décidé à prendre la place de son supérieur. Il s'inscrit à « l'école du pouvoir », où de jeunes loups binoculaires, armés d'attachés-cases, écoutent avec vénération un maître qui leur fait payer très cher l'enseignement de l'hypocrisie et de l'arrièrisme : les clés de la puissance.

Jean-Paul Aron exerce son talent à coups de maximes défilantes et de ruses cousues de cordes à puit. Cynique et railleur, il utilise des mots de tous les jours dont la cocasserie est révélée par la mise en scène de Jean-Louis Thamin, le directeur du nouveau théâtre de Nice.

C'est une danse du scalp sur un immense papier bavard sur lequel traînent, éparpillés, quelques téléphones, une machine à écrire, un fauteuil. A toute vitesse, à droite et à gauche, les

C. DE BARONCELLI.

« LE FESTIVAL DU FILM FRANÇAIS A LA NOUVELLE-ORLÉANS MAINTENU. » L'association du Festival de films français de la Nouvelle-Orléans, André Haudin et Lionel Chouchan, ont décidé de maintenir cette manifestation en faisant appel à des sponsors. Le Festival, qui se veut une vitrine du cinéma art français contre-Australie, doit avoir lieu du 1^{er} au 10 décembre prochain.

« LE VIOLONISTE GABRIEL BOULLON EST MORT JEUDI 19 JUILLET A PARIS. Il était âgé de quatre-vingt-six ans. Après avoir commencé sa carrière comme soliste et donné des récitals avec Saint-Saëns et Fauré, il avait enseigné plus de trente ans au Conservatoire de Paris. Commandeur de la Légion d'honneur et des arts et lettres, il avait été jadis directeur du Prix Jeune-Talima. Ses élèves survivent trois jours après celui de son frère Jo, mort le 16 juillet à Ramonville (Le Monde du 18 juillet).

« CRÉATION D'UN CENTRE CULTUREL DU PAYS BASQUE. » Un scénario pas à été franchi vers la création d'un centre culturel du Pays basque. Les statuts d'une association laissent en charge ont été récemment déposés par différents responsables régionaux et nationaux. Toutefois, le projet de loi, déposé par le Parti socialiste sur le bureau de l'Assemblée nationale, concernant les langues et cultures de France, prévoit le rattachement des écoles en basque dans les Pyrénées, alors que ces dernières réclamaient depuis toujours leur intégration dans le service public. Ces dispositions à l'égard d'une des plus vieilles cultures

d'Europe concrétisent une promesse que M. Mitterrand avait faite peu avant son élection à la présidence de la République. (Corresp.)

« CATHÉDRALE DE BRUXELLES. » Des peintures de quatorzième et quatorzième siècles dans la cathédrale de Saint-Michel de Bruxelles. Des opérateurs, elles présenteront prochainement la facette historique importante et elles devraient donc être restaurées.

V.O. : FORUM LES HALLES • GEORGE V • 14 JUILLET RASTILLE • 14 JUILLET PARNASSE • 14 JUILLET MAGNIE • V.F. : LUMIÈRE

MEURTRE D'UN BOOKMAKER CHINOIS

UN FILM DE JOHN CASSAVETES

AVEC BEN GAZZARA

مكتبة الأصيل

Le Monde

ECONOMIE

... LE MONDE - Mardi 24 juillet 1984 - Page 13

L'OPEP DE PLUS EN PLUS DÉSARMÉE

Le marché pétrolier de nouveau orienté à la baisse

LES ministres de l'OPEP s'étaient tous attachés, à l'issue de la conférence de Vienne les 10 et 11 juillet, à minimiser la dégradation du marché. La baisse des cours observée en juin avait assuré, entre autres, le ministre koweïtien du pétrole, était accidentelle, due à une « surréaction des opérateurs » à la situation du Golfe, mais ne traduisait pas un mouvement de fond. Passées ces vagues alarmes, et grâce à la discipline renouée des pays producteurs, le marché allait vite, assurait-on, se stabiliser, et la reprise de la demande, qui devait se matérialiser dès l'automne, permettrait à l'OPEP, « après une semaine ou plus » de discussions laborieuses, de répartir entre ses membres des quotas de production élargis.

Mieux encore, au-delà des soucis purement conjoncturels, l'OPEP, disait-on, allait se saisir enfin des problèmes de fond : association, sous une forme ou une autre, des pays producteurs non membres, comme la Grande-Bretagne, la Norvège, le Mexique, etc. ; prise en compte du marché des produits pétroliers ; et remise en cause de la grille des différentiels, censée refléter les différences de qualité, et désormais insupportable.

Vision idyllique. Une semaine après la fin de la conférence, force est de constater que le glissement des cours, un moment arrêté, a repris de plus belle. Les engagements solennels des producteurs d'un retour immédiat à la discipline n'ont duré que le temps d'une nuit d'été.

Sur le marché libéral, le « spot », on s'échange au jour le jour les cargaisons ne faisant pas l'objet de contrats. Les cours ont depuis le 12 juillet diminué de 0,2 à 0,5 dollar par baril, selon les bruits (1). Le marché à terme, très marginal mais significatif des tendances, a également glissé. Ainsi, le brut « Brent », de la mer du Nord, qualifié la plus échangée, était vendu avant la conférence 28,70 dollars par baril pour une livraison immédiate et 29,15 dollars pour une livraison en septembre, il s'échange actuellement à 28,20 dollars par baril pour une livraison immédiate et à 28,60 dollars par baril pour septembre. Même réaction en sens inverse pour les produits où les carburants ont perdu 1 dollar par tonne et le gas-oil 2 dollars en une semaine.

Rabais officieux

« Le marché est mort, personne n'est plus prêt de position. On vend plus ou se couvre », assure un « trader ». « Les acheteurs attendent la dernière minute pour se décider, cueillent une cargaison et s'en vont », explique un courtier parisien. Les stocks sont pleins, il y a énormément de barils en mer, dit un troisième. En clair, il y a trop de brut et à tous les prix. Car les producteurs, incapables de tenir des prix officiels de plus en plus éloignés de la réalité du marché, continuent, en dépit des assurances données à l'OPEP, de multiplier les rabais officieux. Sous toutes les formes : remises pures et simples pour la livraison, bandes de prix pour le brut livré dans le Golfe, qui offre du brut livré au Japon à un prix de 27,80 dollars, ce qui correspond, compte tenu des frais de transport, à un prix réel de 25 dollars (soit 3 dollars de moins que le cours officiel) ; accords de compensation, ou, tout simplement, « couverts », pratiqués notamment par l'Algérie (du pétrole contre du lait), le Nigeria - avec le Brésil - l'Iraq, etc. L'Arabie Saoudite elle-même s'approprie, selon le *Financial Times*, pour la première fois, à payer en nature une commande de dix Boeing 747 ; ventes groupées de brut de qualités différentes, lesquelles s'échangent sur le marché libre à des cours très voisins, alors que la grille des prix officiels maintient des différentiels de prix fictifs ; conditions de crédit exceptionnelles, etc. « Tout le monde est prêt à faire des rabais », dit un courtier.

Les sociétés de commerce japonaises, qui sont les plus gros acheteurs de brut OPEP sur le marché libre, en profitent pour « défoncer » un peu plus le marché, en se portant toutes ensemble sur une même qualité, délaissant les bruts concurrents, pour se tourner ensuite d'un bloc vers les pays disposés à consentir les plus larges rabais.

Sans doute est-il encore trop tôt pour juger de l'application réelle - et des effets - des engagements pris dans le Golfe, par l'Organisation, reconnue par l'Organisation elle-même, fût-elle des principes, principal facteur de troubles, à qui son rôle de producteur d'équilibre et

Concurrence des pays non membres et tricherie généralisée

Le voudra-t-elle, alors que tous ses partenaires au sein de l'Organisation trichent peu ou prou avec leurs quotas, et surtout que les pays producteurs non membres de l'OPEP continuent, à l'exception du Mexique, d'augmenter leur production ? Au premier et au second trimestre 1984, selon l'Agence internationale de l'énergie, les pays hors OPEP ont produit 26,8 millions de barils, soit respectivement 7,2 % et 4,6 % de plus que l'an passé à la même époque, le surplus étant, pour l'essentiel, dû à la Grande-Bretagne, et à la Norvège, ainsi qu'à certains pays en voie de développement (Égypte, Brésil). Aussi la part de l'OPEP dans les fournitures mondiales de brut, qui n'avait déjà représenté que 41,7 % du total en moyenne l'an passé, a-t-elle encore diminué, tombant au second trimestre 1984 à 41,4 %.

Réduite à la portion congrue, il apparaît de plus en plus évident que l'OPEP dans sa forme actuelle a quasiment perdu la maîtrise du marché. Plusieurs signes en témoignent, qui constituent des sources d'inquiétude pour l'Organisation, au premier rang desquels la place prise par le marché « libre » dans les transactions. Relativement marginal jusqu'en 1981, le « spot », selon le jargon pétrolier, a vu sa part croître depuis trois ans fort logiquement au fur et à mesure que les acheteurs, anticipant une baisse des prix, devenaient de plus en plus réticents à s'engager dans des contrats à moyen ou long terme. Signe des temps : l'Arabie Saoudite elle-même a créé une société de négoce qui intervient directement sur le marché libre. Aujourd'hui, le volume des transactions effectuées sur ce marché atteindrait, selon diverses estimations, un quart à un tiers du total, contre 15 % à 20 % il y a deux ans.

Fait plus grave pour l'OPEP, près de la moitié des transactions, voire plus, seraient effectuées sur la base des prix « spot », ce qui revient à dire, comme l'a déclaré M. Paul Frankel, consultant, lors d'un séminaire organisé à Paris les 23 et 24 juin par le centre de géopolitique de l'énergie et des matières premières, que le marché « spot » est devenu le marché « directeur des prix ». La généralisation des rabais pratiqués par les pays producteurs en est, en soi, la meilleure preuve.

Le nouveau brut de référence n'est plus saoudien

Second signe caractéristique : le brut de référence n'est plus, comme il l'a été pendant vingt ans, l'« Arabi light » saoudien, mais un pétrole britannique, le « Brent », qualifié la plus échangée sur le marché libre, et qui fait l'objet d'une véritable bourse.

Troisième facteur d'inquiétude pour l'OPEP : l'impact croissant du marché des produits raffinés, dont le volume a lui aussi beaucoup augmenté depuis deux ans, représentant actuellement près du cinquième des échanges globaux. Les cours des produits, sans cesse tirés à la baisse par la surcapacité énorme de l'industrie mondiale du raffinage, ont un impact direct sur les prix du brut. De plus en plus, les opérateurs retiennent comme indicateur le valeur au net back des bruts, c'est-à-dire le prix théorique de ceux-ci calculé à partir des cours des produits, et comparé aux prix officiels. Si le net back est négatif, ce qui signifie que toute compagnie achetant au cours officiel perd de l'argent, les acheteurs préfèrent acquérir directement des produits et délaissent les bruts, ce qui a pour effet de tirer vers le bas le prix d'achat réel de ces derniers.

Cette situation va être encore aggravée par l'arrivée massive sur le marché au cours des années à venir des produits sortant des nouvelles raffineries installées dans le Golfe, notamment en Arabie Saoudite. Selon une étude récente de la banque Indosuez, la capacité de raffinage des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, de 167 millions de tonnes actuellement (à comparer à un total mondial de 3,1 milliards de tonnes, utilisé à 60 %), devrait être portée à 205,3 millions de tonnes en 1985 et à 259,6 millions

de tonnes en 1990, donnant à ces pays un surplus exportable de 57 millions de tonnes en 1990 (dont 34 à 39 % pour la seule Arabie Saoudite), soit plus de deux fois les exportations actuelles (25 millions de tonnes). Comment les nouveaux raffineries pourront-ils écouler ces quantités, sans définitivement casser un marché déjà saturé, ce qui se retournerait contre eux ?

Enfin, dernier facteur de perturbation : l'écart croissant entre la grille officielle des différentiels de l'OPEP et la réalité du marché. Les raffineries, en développant notamment leurs capacités de cracking, ont acquis depuis quelques années une très grande souplesse et peuvent désormais quasiment produire des produits légers à partir de n'importe quelle qualité de brut, même le plus « lourd ».

Des différentiels théoriques

Résultat, sur le marché libre, les écarts de prix entre les différents qualités se sont écroulés au point de devenir dans certains cas presque insignifiants. La grille des prix officiels de l'OPEP - les « différentiels » - qui reflète les différences de qualité traditionnellement jugées décisives, ne correspond plus à rien. Paradoxe : ce sont désormais les pays producteurs de brut lourd qui bénéficient d'une sorte de prime de qualité, dans la mesure où ils n'ont aucun mal à écouler leurs produits à un niveau voisin, voire supérieur, au cours officiel, tandis que les producteurs de brut léger, de meilleure qualité (Nigeria, Algérie, Libye, Grande-Bretagne), sont contraints, pour trouver acquiescent, d'offrir des rabais.

La nécessité pour l'OPEP d'abandonner les problèmes « de fond » est donc aujourd'hui devenue une urgence. « Ça devient insupportable », assure un négociant. De fait, la situation devient de plus en plus dangereuse pour les pays membres, qui ne pourront indéfiniment maintenir, même en façade, une structure de prix officiels par trop éloignée de la réalité du marché. De l'ensemble des points à régler, le plus crucial demeure sans nul doute l'attitude des pays non membres.

La seule arme

La mission de M. Yamani, chargé par l'Organisation de conduire une délégation chargée de visiter pendant l'été - le plus grand nombre possible - de ces pays pour les convaincre de s'associer aux efforts de l'OPEP, est donc vitale. Comment peut-elle aboutir à ses fins ? Bien que directement intéressé par le maintien des prix du brut, aucun

producteur n'a avantage à se fier à l'OPEP aussi longtemps que celle-ci joue son rôle et accepte seule de se sacrifier en réduisant sa production pour équilibrer le marché. La seule arme de l'OPEP est donc le terreux. On l'a bien vu l'an passé : seule la menace réelle d'un effondrement en cascade des prix, délibérément provoqué par l'Arabie Saoudite, est parvenue à infléchir le comportement des autres producteurs.

Mais, mis à part le Mexique, qui a depuis lors décidé de calquer sa conduite sur celle des pays de l'OPEP en réduisant sa production, les autres pays concurrents, comme la Grande-Bretagne, la Norvège, l'URSS ou l'Égypte se sont contentés de respecter une certaine prudence au niveau des prix, en maintenant un cours officiel cohérent avec celui de l'OPEP pour la Grande-Bretagne, ou en s'abstenant comme l'URSS ou l'Égypte de réajuster systématiquement leurs prix de vente en fonction de l'évolution du marché libre.

Pour aller au-delà et arracher une collaboration plus efficace, notamment au niveau de la production, l'OPEP devra-t-elle une fois encore inspirer la frayeur en laissant glisser les cours ? Ce faisant, elle risque bien entendu de devoir réduire ses propres prix officiels - ou parle déjà, dans les milieux pétroliers, d'un nouveau prix de 27, voire 25 dollars le baril ! - sans pouvoir espérer un grand impact sur la consommation. Car, on l'a vu depuis un an, cette baisse des cours risquerait non seulement d'être atténuée par les cours élevés du dollar, qui gonflent la facture des pays européens, mais aussi de renforcer la tentation des gouvernements des pays consommateurs d'augmenter la taxation des produits - en France, la part des taxes dans le prix de l'essence dépasse désormais 50 % !

Reste que, du fait de la reprise de la consommation attendue l'an prochain, la « purge » pour les pays de l'OPEP pourrait être de courte durée, un gonflement même léger de la demande leur donnant, à condition qu'il ne bénéficie pas aux seuls producteurs hors OPEP, un peu plus de jeu pour tenter de reprendre la maîtrise du marché. Interrogé sur l'attitude probable de la Grande-Bretagne vis-à-vis des initiatives diplomatiques décidées par l'OPEP, le ministre koweïtien du pétrole déclarait le 12 juillet : « Laissons les prix tomber, et nous verrons qui est le plus grand perdant... »

VÉRONIQUE MAURIS.

(1) Une tonne de pétrole brut équivaut environ à 7,3 barils.

IL Y A QUARANTE ANS
LES ACCORDS DE BRETTON-WOODS

Un discret anniversaire

ON ne commémore - et c'est bien normal - que les entreprises heureuses, dans le sens étymologique du terme, c'est-à-dire celles qui ont eu le bonheur de réussir. Tel était le cas, au début du mois dernier, pour le débarquement sur les côtes de Normandie, qui devait conduire les armées alliées à la victoire. Et s'il arrive qu'on célèbre l'anniversaire d'un événement malheureux, comme on vient de le faire en Allemagne pour l'attentat manqué contre Hitler du 20 juillet 1944, c'est parce qu'il s'agit d'un acte courageux, et de grande valeur symbolique.

Sur un tout autre registre, qui n'a rien à voir avec les faits héroïques de la guerre, on peut se demander s'il convient ou non de fêter le quarantième anniversaire de la signature des accords de Bretton-Woods destinés à servir de cadre juridique et institutionnel à la reconstruction d'un système monétaire international (pratiquement détruit par la grande dépression des années 30) une fois le conflit terminé. La question revient à s'interroger sur le point de savoir si l'expérience qui en est résultée a été globalement un succès ou un échec.

C'est un fait que les cent quarante-trois pays membres du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale n'ont pas éprouvé le besoin de rappeler, par quelque cérémonie officielle de grande ampleur, la conférence qui s'était tenue, du 1^{er} au 21 juillet 1944, à Bretton-Woods, petite localité du New-Hampshire. C'est pourtant à l'occasion de cette réunion, dominée par l'égérie et prestigieuse figure de John Maynard Keynes, chef de la délégation britannique, et de son homologue américain, Harry Dexter White (la France était représentée par Pierre Mendès France), que fut prise la décision de créer ces deux grandes organisations, depuis lors dirigées l'une par un Européen - aujourd'hui le Français Jacques de Larosière - et la seconde par

un Américain - aujourd'hui Alden Clausen.

Mais il est vrai que l'imposant système de taux de change fixe, reposant sur un dollar lié à l'or, dont le FMI devait être le gardien, n'a été pleinement en vigueur que pendant un relativement court espace de temps, dont il ne faut pas faire remonter le commencement avant le 1^{er} janvier 1959, date à partir de laquelle toutes les monnaies des pays industrialisés, et pas seulement le dollar, sont redevenues librement convertibles, au moins pour les non-résidents.

Il n'aura duré que onze à douze ans. Son effondrement a eu lieu entre 1971 et 1973 avec l'abandon de la parité or de la devise américaine et le flottement généralisé. Cependant, cette période aura été particulièrement remarquable : c'est elle qui a vu la création du Marché commun et l'essor décisif des échanges internationaux (marqué par le succès du « Kennedy Round »), deux choses qui auraient été tout à fait impossibles sans le rétablissement préalable de la convertibilité externe des devises (en vertu de laquelle un exportateur allemand qui a gagné des francs peut les convertir à sa guise en n'importe quelle autre monnaie).

Que Bretton-Woods n'ait été capable d'instituer ni un ordre durable ni la stabilité, c'est un fait avéré, symbolisé par le fait que les pays qui a continué de connaître la monnaie la plus sûre, la Suisse, n'a jamais adhéré au FMI. Mais il reste que la débâcle du début des années 70, suivie par des troubles incessants, n'a pas remis en cause l'acquis essentiel. Les grandes monnaies sont restées librement convertibles entre elles, même si c'est désormais à un taux incertain et soumis à de grandes variations, comme l'atteste la hausse actuelle du dollar.

PAUL FABRA.

PLUS FACILE A PRODUIRE QU'A VENDRE

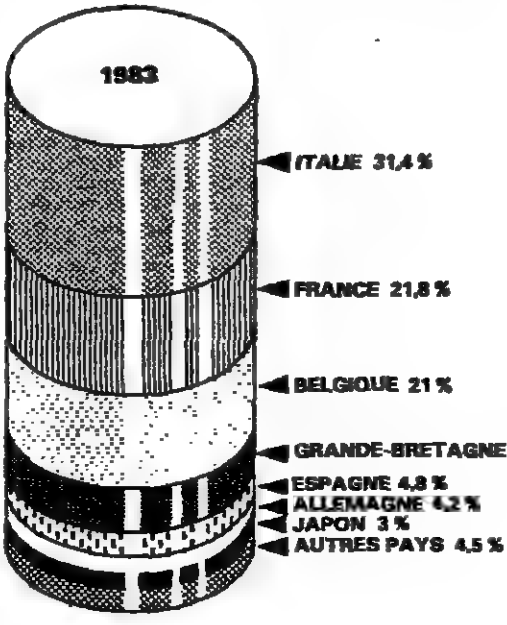
Le fer mauritanien de la deuxième génération

« LA SNIM est une société nationale gérée par des Mauritanais dans l'intérêt des Mauritanais. » « Unissons nos efforts pour bâtir une nation prospère. » La SNIM développe une technologie de pointe entièrement supervisée par elle. « Vive la coopération arabo-africaine ! »

La ville de Zouérate, le 12 juillet, est en liesse. Les slogans de fierté nationale flottent au vent du désert.

ITALIE, FRANCE ET BELGIQUE SONT LES PRINCIPAUX DÉBOUCHÉS

Les exportations de minerai de fer (en %)



déroulés entre deux lampadaires ou placardés sur des panneaux de bois de chaque côté de la route de l'aéroport.

Mais qui est donc cette SNIM, objet de tant de louanges ? La Société nationale industrielle et minière de Mauritanie, créée en 1972, pour remplacer la MIFERMA (française), et qui a la haute main sur l'exploitation et l'exportation des minerais (essen-

tiellement le fer) de Mauritanie. Des minerais qui - avec le pêche - constituent la principale ressource de cette république islamique qui par ailleurs éprouve des difficultés considérables (aggravées par les dégâts de la sécheresse) pour sortir du sous-développement.

A Zouérate, ville artificielle de quelque 30 000 habitants et centre minier de Mauritanie, la SNIM est omniprésente et fait la loi. C'est elle qui construit les bâtiments, goudrone les routes, dispense les soins, distribue les salaires, fait marcher le commerce local, exécute les forages pour trouver de l'eau (les douches de l'hôtel ne fonctionnent que trois fois par jour), organise les approvisionnements en produits alimentaires et en fuel, fabrique l'électricité, assure les transports, décide des festivités lorsqu'il faut marquer d'une pierre blanche un événement exceptionnel.

Ce 12 juillet était, justement, un jour exceptionnel. Le chef de l'Etat, le lieutenant-colonel Mohamed Khouna Ould Haidalla, accompagné de nombreuses personnalités politiques, militaires, diplomatiques, bancaires, et de marabouts en costume d'apparat, a inauguré les nouvelles installations industrielles pour traiter le minerai de fer des Guelbs. Ce gisement, situé à quelque 30 kilomètres au nord de Zouérate, doit produire, dans l'esprit de la SNIM, le relais des mines très riches de la Kédia exploitées depuis vingt-deux ans, mais qui seront épuisées d'ici à une dizaine d'années. « Le relais de la Kédia est assuré par les Guelbs », les Guelbs, un autre jargon du développement national - proclament les slogans.

La mise en exploitation des Guelbs est la réalisation écono-

que la plus importante qu'a jamais connue notre pays depuis son indépendance (1960). Je dirai même depuis qu'il existe », n'hésite pas à déclarer l'administrateur directeur général de la SNIM, M. Baba Ould Sidi Abdallah.

Importante sans aucun doute. Le fer, c'est la principale richesse de la Mauritanie. Mais les gisements de la Kédia, qui contiennent 65 % de fer, c'est-à-dire une teneur exceptionnelle, n'en ont effectivement plus que pour quelques années. Découverte, taillée, creusée par des entonnoirs immenses de 1 kilomètre de long et de 500 mètres de profondeur où les camions-bennes de 80 tonnes ressemblent à des fourmis jaunes, la Kédia devait passer la main. Par bonheur, à 30 kilomètres de là à peine, les géologues ont découvert les atouts des Guelbs, des montagnes de minerai qui émergent du désert. Les estimations portent sur des réserves de plus de 400 millions de tonnes. Mais...

Mais les Guelbs ne sont pas de la même qualité que la Kédia. Une teneur de 35 % à 42 % au mieux. Il fallait donc concevoir une vaste installation d'enrichissement pour obtenir, avant exportation, un minerai concentré comparable à celui que la Mauritanie a livré jusqu'à maintenant. Les acheteurs européens ou japonais n'auraient pas accepté un fer au rabais, et la Mauritanie, face aux géants du minerai de fer que sont le Brésil, le Canada, les États-Unis, le Venezuela, l'Australie, la Suède, ne pouvait accepter de voir se ternir sa réputation parmi les « grands ».

FRANÇOIS GROSCHARD.

(Lire la suite page 14.)

L'échec le plus grave de la politique anti-chômage concerne les jeunes

La lutte contre le chômage, qui affecte particulièrement (mais pas seulement) les jeunes, restera une des priorités pour le nouveau gouvernement de M. Laurent Fabius.

Différentes études sur 1982 et 1983 montrent que le traitement social, s'il a évité

un certain nombre de chômeurs, n'a pas empêché la montée du chômage.

M. Fabius va donc devoir engager de nouveaux moyens pour tenter d'arrêter cette progression. Les derniers chiffres publiés indiquent qu'à la fin de mai de juin en comp-

taient 2147 700 demandeurs d'emploi en données brutes et 2324 600 en données corrigées, soit une hausse de 14 % sur un an - attestent en effet le bilan-fondé de la prévision de l'INSEE qui situe le nombre de chômeurs à 2500 000 à la fin de 1984.

Trois études sur la situation de l'emploi en 1982 et en 1983

A quoi servent les dépenses pour l'emploi ? Deux documents officiels, les *Comptes de l'emploi 1980-1982* et le *Bilan de l'emploi 1983*, rendus publics le 25 juin par le ministère de l'Emploi, permettent de répondre à cette question, de même qu'un article de M. Olivier Marchand publié dans *Economie et Statistique* (n° 166 - mai 1984), la revue de l'INSEE.

La politique « active » pour l'emploi a coûté cher à l'Etat : les dépenses ont atteint 60,3 milliards de francs en 1982, soit 117,2 milliards en 1983. La progression a été plus rapide que celle du produit intérieur brut et du budget. Il en a été de même en 1983, selon les premières indications.

Au-delà du chiffre global, on voit mieux comment a évolué la politique de l'emploi du gouvernement puisque, en 1982, les dépenses de l'emploi se sont réparties grosso modo, en trois masses inégales. Il y a eu, d'abord, l'indemnisation du chômage proprement dit qui a nécessité 48,526 milliards de francs, soit 41,4 % des sommes engagées, et qui, en raison même de son importance croissante, a justifié l'entrée en vigueur du décret du 24 novembre 1982, restrictif, puis l'accord entre les partenaires sociaux divisant l'UNEDIC en deux régimes différents, institué le 1^{er} avril 1984. Viennent ensuite les dépenses occasionnelles par la formation professionnelle, et notamment les mesures en faveur des jeunes, qui ont représenté 24 % du total, et dont il faut noter qu'elles ont peu évolué entre 1980 et 1982.

L'effort s'est finalement surtout porté sur la troisième voie de la politique de l'emploi, à savoir l'incitation au retrait d'activité, ou encore aux départs en préretraite à cinquante-cinq ans, qui ont caractérisé 1982, et plus encore 1983, avant d'être limités pratiquement aux seules conventions FNE en 1984. 23,441 milliards de francs ont été consacrés à cette action en 1982,

soit 23,4 % des dépenses totales, contre 17,884 en 1981 et 10,966 en 1980.

Cette politique s'est poursuivie en 1983. Elle aurait permis d'éviter 228 000 chômeurs, ce qui est indiqué dans le *Bilan de l'emploi 1983* qui en attribue d'abord le mérite au « succès des préretraites », également reconnues par M. Olivier Marchand dans *Economie et Statistique*. Cela aura permis d'endiguer la conséquence de deux phénomènes importants, soulignés de part et d'autre.

Il est établi que le nombre des emplois a diminué de 190 000 en 1983 - la plus mauvaise année de ce point de vue depuis vingt-cinq ans -, note M. Marchand - en raison de la baisse d'effectifs enregistrée dans l'industrie (206 000 emplois), qui n'a pas été compensée par l'habituelle progression des activités tertiaires (60 000 emplois en plus, seulement) ni corrigée par le volume d'embauches du secteur public, comme en 1982.

La croissance « spontanée » enrayée

Parallèlement, et c'est le deuxième phénomène, les ressources de main-d'œuvre ont continué d'augmenter de 250 000 personnes environ, selon le *Bilan de l'emploi*, et de 215 000 selon l'INSEE. L'évolution démographique entraînant une progression de la population active déjà forte les années précédentes (280 000 en 1982, 290 000 en 1981). L'augmentation devrait se ralentir pour n'être plus que de 170 000 en 1985 et moins encore dans les années suivantes.

Selon le *Bilan de l'emploi*, la croissance « spontanée » du chômage aurait dû être en définitive de 317 000 demandeurs d'emploi supplémentaires, si diverses mesures d'incitation n'avaient été prises en faveur des jeunes, qui ont représenté 24 % du total, et dont il faut noter qu'elles ont peu évolué entre 1980 et 1982.

Toutes ces actions en faveur de l'emploi n'ont pourtant pas eu le même impact. Ainsi, les éléments de « politique active de l'emploi » qui regroupent la création d'emplois publics, les aides aux chômeurs créateurs d'entreprises ou la réduction du temps de travail, ne sont crédités que de 44 500 chômeurs de moins. La politique de formation professionnelle et d'insertion des jeunes, réactivée à partir de mai 1983 à l'oc-

cas d'une table ronde à Matignon - mais sans grand succès jusqu'à présent puisqu'il a fallu le geste de M. Mauroy, le 13 juin 1984, pour redonner quelque espoir sur ce point - fait également figure. Certes, on évalue à 80 000 - les stagiaires - son intervention sur la réduction des ressources de main-d'œuvre mais on lui attribue seulement 39 000 chômeurs de moins. Encore ceux-ci sont-ils des, pour 37 000 d'entre eux, au maintien dans le système de formation initiale et donc dans l'éducation nationale, tandis que 2 000 auraient été obtenus par les stages de seize à dix-huit ans et que les stages de dix-huit à vingt et un ans organisés par M. Marcel Rigout, ex-ministre de la formation professionnelle, ne semblent pas avoir eu de succès, pas plus que ceux que les contrats emploi-formation de M. Raithe, le ministre de l'emploi du précédent gouvernement.

Dans toute la panoplie des dispositions de lutte contre le chômage, la plus efficace revient donc sans conteste à la politique d'incitation au retrait d'activité qui englobe toutes les catégories de préretraite. Au total, elle aura permis de diminuer de 200 000 personnes les ressources de main-d'œuvre pour tous ceux qui ne sont plus reconnus comme actifs et évité 143 500 chômeurs, les meilleurs résultats étant obtenus par les contrats de solidarité préretraite à cinquante-cinq ans, qui ont évité 95 500 chômeurs de moins, ont provoqué un véritable raz de marée dont l'effet ne pourra être renouvelé en 1984.

Ces chiffres se trouvent corroborés par l'analyse de M. Marchand qui évalue à 700 000 le nombre des préretraités à la fin de 1983 et souligne que les mesures prises - ont enrayé l'accroissement des ressources de main-d'œuvre.

Toutefois, cette politique, si elle a stabilisé le chômage pendant les mois premiers trimestres de 1983, n'a pas empêché qu'il recommence à augmenter, à un rythme accru, au quatrième trimestre. Elle n'a pu en définitive cacher l'état de délabrement du marché du travail qui a éclaté au grand jour depuis le début de l'année 1984. Bien des facteurs, soulignés tant par l'INSEE que par le bilan de l'emploi le laissent prévoir, l'un évoquant un « simple répit dans la divergence entre demande et offre », et l'autre parlant d'« indices de fragilité ».

Dans *Economie et Statistique*, M. Marchand note par exemple que les effectifs salariés décroissent for-

tement dans les grosses entreprises, qu'elles soient industrielles ou qu'elles appartiennent au secteur tertiaire et qu'on assiste à un retournement de tendance à l'avantage des petites unités. Dans le même temps, tandis que les mesures en faveur de la réduction du temps de travail n'ont pas de succès, le chômage partiel augmente rapidement avec un nombre de jours indemnisés en progression constante. Les contrats d'intérim diminuent, et cela depuis 1980 en raison de la baisse d'activité économique, tout autant que des ordonnances limitant le recours au travail temporaire prises en 1982, qui auraient favorisé une concentration des entreprises de travail temporaire, et par conséquent, d'assécher la profession.

Surtout, on assiste à une aggravation de la précarité de l'emploi, sous la forme d'une plus grande « flexibilité » du marché dont les jeunes sont les premières victimes. On considère que sur les 6 millions de personnes qui en 1983 ont changé d'emploi, une rotation extrême ment forte tout de même - 400 000 ont pris des postes à temps partiel, et 2,6 millions ont conclu des contrats de travail à durée déterminée. 68 % de ces salariés ont moins de vingt-cinq ans.

A cette absence de stabilité dans l'emploi pour les jeunes, s'ajoute enfin un autre élément qui a marqué l'année 1983, qualifiée d'année de « transition » pour l'indemnisation du chômage. Le décret du 24 novembre 1982, qui a réduit les durées et les taux d'allocation, a connu son plein effet sur toute l'année 1983. Il a certes rapporté dix milliards d'économies qui ont évité le naufrage des finances de l'UNEDIC, avant le dispositif mis en place le 1^{er} avril 1984, mais il a aussi entraîné l'excision du système de 230 000 chômeurs inscrits à l'ANPE. Une enquête partielle, menée sur des personnes « qui ont été radiées plus précocement que prévu », n'a guère donné de résultat. On ne sait toujours pas ce qu'elles sont au juste devenues. Tout au plus peut-on certifier que 20 % d'entre elles, soit 40 000 à 50 000 au mieux, sont sorties des listes de l'ANPE à cette occasion, en considérant sans doute que, en l'absence d'indemnités, elles n'avaient plus de raison de se considérer comme chômeurs. Quant aux autres, elles se seraient réinscrites.

ALAIN LEBLAIRE.

Le fer mauritanien de la deuxième génération

(Suite de la page 13.)

Ainsi, deux ans après sa création, la SNIM se lance dans une deuxième étape du développement minier, mais fait aussi un pari où ne manquent pas les aléas. Sans doute bénéficie-t-elle d'atouts et d'équipements déjà en grande partie amortis : la voie ferrée de 650 kilomètres entre Zouérate et Nouadhibou, sur laquelle circulent deux fois par jour des trains de 18 000 tonnes tirés par trois ou quatre locomotives (américaines ou françaises) à 45 km/h ; le train le plus lourd du monde et aussi le plus long avec ses deux cents wagons, dont un pour les passagers. On n'aura besoin de prolonger la voie que de 25 kilomètres pour atteindre les Guelbs. Atouts aussi que cette infrastructure urbaine de Zouérate (même si la ville, avec ses chèvres qui se nourrissent des résidus jonchant le sol, ressemble plus à un camp qu'à une cité, la dernière pourtant du pays), les laboratoires et l'usine-pilote. Un personnel qualifié, une maîtrise technologique qui s'affirme, une situation financière de la SNIM convenable jusqu'à ces dernières années (si l'on excepte des tensions sur la trésorerie) et une gestion qui ne craint pas de recourir à l'anticipation lorsque la conjoncture l'impose.

Atouts et aléas. Car l'état de santé du marché du minerai de fer, à l'image de la sidérurgie, ne laisse pas d'inquiéter les producteurs. Les prix - 17 dollars environ par tonne versés à la SNIM - ont chuté de 10 % en 1983 et devraient connaître une baisse encore plus forte. Les accords commerciaux réduisant leurs capacités de production et, même si

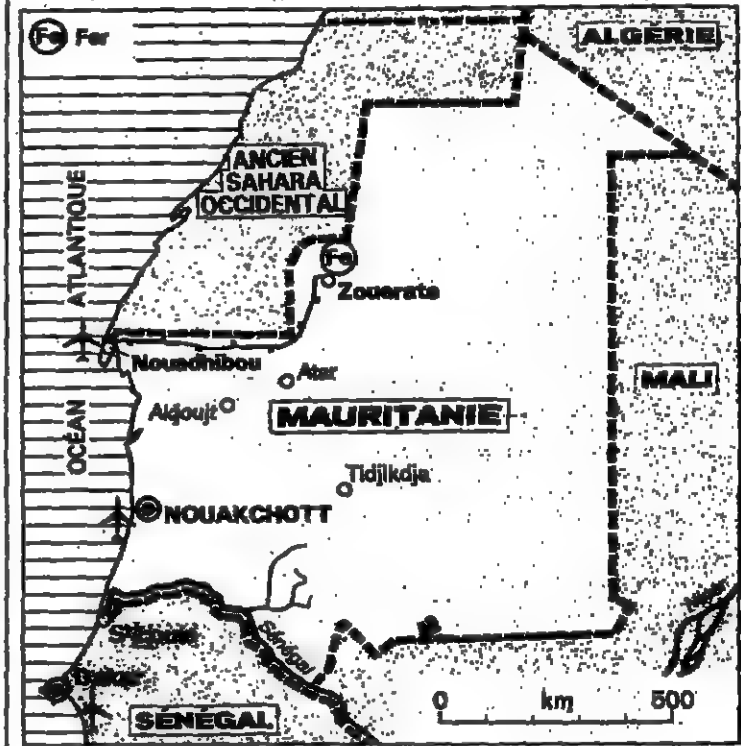
M. Baba affirme : « Le produit des Guelbs se vendra sans difficultés ; la plupart de nos clients en ont déjà réservé des cargaisons ».

S'il est vrai que les Japonais, après examen minutieux des échantillons, ont passé commande de trois cargaisons de 90 000 tonnes, les importateurs européens - Français et Belges notamment - restent circonspects. « En aucun cas, les minerais des Guelbs ne pourront être considérés comme un produit de substitution à ceux de la Kédia. Ce sont des qualités de minerai très différentes. Il faut que nous fassions des essais avant de prendre des engagements fermes », dit un ingénieur d'un grand groupe sidérurgique français.

Prudence d'autant plus nécessaire que la Mauritanie n'est pas seule sur le marché. Les ambitions du Brésil, pour ne parler que de ce pays, sont considérables. Dans un an sera mise en exploitation au cœur de l'Amazonie la mine de Carajás, la plus grande du monde, qui aura exigé un investissement (y compris la voie ferrée pour l'évacuation du minerai jusqu'au littoral) de 3,5 milliards de dollars.

Solidarité arabo-africaine

La facture de la mine des Guelbs est dix fois moindre - 330 millions de dollars (2) - mais en tout état de cause les seules finances mauritanaises n'assurent pas le paiement de la SNIM. C'est pourquoi l'opération, qui est en même temps un acte de foi économique et une « performance » technologique, constitue aussi l'illustration



ALAIN LEBLAIRE.

elles ont signé des contrats à long terme avec la Mauritanie, elles renégocient chaque année les prix dont la référence mondiale est donnée par les négociations entre acheteurs allemands et vendeurs brésiliens.

La SNIM a exporté que 7,4 millions de tonnes en 1983, au lieu de 7,65 l'année précédente, mais espère atteindre 9 à 10 millions de tonnes cette année, ce qui resterait toutefois bien en deçà de la capacité de production des mines, estimée à 15 millions de tonnes actuellement.

« Pour que nos comptes soient bénéficiaires, il faut au moins atteindre 8 à 8,5 millions de tonnes », précise M. Baba. C'est à cette condition que la SNIM pourra continuer à jouer le rôle de locomotive économique du pays : 6 000 salariés, le deuxième employeur du pays après la fonction publique, 40 % de la masse salariale nationale, le plus important poste d'exportation, avec les produits de la pêche, 7,7 milliards d'ouguiyas (1) d'investissements en 1982 et 5,3 en 1983.

Handicap aussi : les caractéristiques géologiques du minerai de la seconde génération. Il est magnétique et siliceux, ce qui implique, outre les opérations de concassage, des traitements par broyage, criblage et séparation par aimants pour aboutir à des concentrés qui seront exportés. De plus, à cause du climat désertique et donc du manque d'eau, il a fallu inventer des techniques de traitement à sec et par ventilation. Pour l'instant, l'usine n'est qu'un échafaudage de poutrelles, de bandes transportées, de brouyeurs gigantesques montés dans un océan de poussière qui ferait pousser des baies crues aux écologistes les plus modérés. Mais on assure que, dans quelques mois, lorsque seront commercialisées les premières tonnes de minerai des Guelbs, tout fonctionnera parfaitement.

La prudence est donc de mise, et les dirigeants mauritanais le savent mieux que quiconque, même si

d'une coopération financière arabo-africaine, entre les Etats pétroliers du Golfe et ceux d'Afrique du Nord ou sahélienne, démunis et désemparés.

Si la Banque mondiale a prêt 60 millions de dollars, la Banque européenne d'investissement 25 millions de dollars, la Caisse centrale de coopération économique 30 millions de dollars, l'Arabie Saoudite, le Koweït et Abou-Dhabi ont fait des efforts très significatifs. Les firmes de nombreux pays font flatter leur bannière sur les Guelbs, et parmi elles les entreprises et banques françaises (Fives-Cail-Babcock, Solmer, Dodin, SPIB-Batignolles, Paribas, SOFRESID, Buzzielloni notamment) se taillent la part du lion. Mais Krupp a réalisé les bandes transportées, les Italiens une partie de la centrale électrique, les Canadiens les concasseurs, les Coréens du Sud les bâtiments.

Les fastes de l'inauguration des Guelbs sont à peine atténués que la SNIM nourrit déjà d'autres projets. On prospecte ici et là pour mettre au évidence des gisements d'uranium. Mais surtout on fonde un grand espoir sur des réserves de phosphates (120 à 150 millions de tonnes) mises en évidence dans le sud du pays par un consortium regroupant la SNIM, la BRGM française et un bureau d'études roumain. Des firmes de divers pays viennent d'être sollicitées par la SNIM pour faire des propositions d'exploitation et de construction d'une usine de 2 millions de tonnes de capacité annuelle. Mais comme pour le fer, il faudra en appeler, pour que l'idée devienne réalité, aux bailleurs de fonds car l'économie de la Mauritanie dépend largement des apports de capitaux extérieurs.

FRANÇOIS GROSCHICHARD.

(1) 1 FF = 7,65 ouguiyas.
(2) En base de 120 millions de dollars couvrant par rapport aux estimations initiales de la Banque mondiale en 1979.

Les statistiques de l'OCDE

DEPUIS 1980, et plus particulièrement après la publication, en septembre 1983, de son premier document intitulé *Perspectives de l'emploi*, l'OCDE attire l'attention sur la gravité du chômage des jeunes de moins de vingt-cinq ans. Dans ses dernières observations économiques, rendues publiques le 21 juin, l'OCDE présente un tableau (voir ci-dessous) qui indique l'ampleur du phénomène, inquiétant à tous égards. Que, dans les sept principaux pays de l'OCDE, le chômage des moins de vingt-quatre ans ait atteint 16,7 % des actifs de cette classe d'âge, soit 9,2 millions de personnes, montre bien que la crise économique frappe en priorité ceux qui entrent dans la vie active, puisque, par comparaison, les demandeurs d'emploi pour les mêmes pays représentent 8,2 % de la population active.

Cependant, au-delà de cette constatation, les chiffres doivent être examinés avec prudence. Les statistiques, en effet, ne recouvrent pas les mêmes réalités selon les pays. Ainsi, tandis que le Canada ne fait pas figurer ses conscrits parmi la population active, la France y intègre les soldats du contingent. Parallèlement, l'Allemagne, du fait de son

système dual qui assure la formation en alternance de tous les jeunes ou presque à l'issue de la scolarité, tient en réserve ses apprentis.

En outre, les dates de référence de ces taux de chômage parmi les jeunes varient selon les habitudes nationales. La France retient le mois de mars de chaque année, l'Allemagne le mois de septembre et la Grande-Bretagne le mois de juillet, alors même que les époques de sortie de scolarité ont une influence sur le niveau de chômage constaté, lui-même étant soumis à des variations saisonnières.

Reste que la France dans ce tableau comparatif fait pâle figure avec 21 % des moins de vingt-quatre ans au chômage en 1983, surtout si l'on observe que les moins de vingt-cinq ans ont représenté 44,5 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi répertoriés à la même époque.

A contrario, ces chiffres révèlent aussi que l'essentiel de l'effort des pouvoirs publics pour une politique de l'emploi a porté, depuis plus de deux ans, sur les salariés âgés avec les préretraites et les cessations anticipées d'activité.

A. L.

Sauf aux Etats-Unis, le chômage des jeunes augmente

(en % de la population active âgée de vingt-quatre ans ou plus)

	1982	1983	1984 (estimation)	1985 (prévision)
Etats-Unis	17	16,4	13	12,5
Japon	4,4	4,5	4,7	4,7
Allemagne	9,6	10,8	10,2	9,5
France	20,2	21	24,7	28,5
Grande-Bretagne	23,1	23,2	23,7	23,5
Italie	29,7	32	33,7	35,2
Canada	18,7	19,9	19	18,2
Les « Sept »	16,6	16,7	15,5	15,5

(Source : OCDE.)

L'effet limité des stages de formation

LE gouvernement réussit-il à mettre en stage de formation 725 000 jeunes, objectif initialement fixé par M. Mauroy pour la campagne 1984-1985 ? Rien n'est moins sûr. Après s'être assigné un objectif de 850 000 jeunes en formation pour la campagne 1983-1984 (le Monde du 30 novembre 1983), le prédecesseur de M. Fabius ne tablait plus, le 13 juin, sur 510 000 stages à la fin 1984 en y incluant, déjà, les 100 000 premières places de stage promises par le CNPF.

Compte tenu de la complexité et de l'enchevêtrement des actions de formation mises en place, il devient pratiquement impossible de s'y retrouver dans les éléments statistiques officiels qui devraient permettre de dresser un bilan. Alors que les derniers chiffres communiqués par le ministère de l'emploi (le Monde du 17 mai) faisaient état de la conclusion de 63 682 contrats emploi-formation depuis le 1^{er} juillet 1983, ce résultat devait être rapproché de l'objectif de 200 000 pour l'ensemble de la campagne 1983-1984 contre 170 170 signés en 1982-1983 ou des 76 252 réalisés en 1982.

Or, tout récemment, dans une interview au Monde (le 5 mai), M. Marcel Rigout, alors ministre de la formation professionnelle, avait comparé ces mêmes contrats emploi-formation pour 240 000, au total, depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, et

annonçait que, globalement, 612 000 jeunes avaient bénéficié du dispositif gouvernemental au 1^{er} février 1984 (sans inclure les 350 000 jeunes apprentis). Selon un autre décompte qui vient d'être rendu public par le ministère de la formation professionnelle, réactualisé au 31 avril

1984, ces 612 000 jeunes seraient devenus 631 455 et se répartiraient de la façon suivante : 60 000 jeunes qui ont bénéficié du plan « Avenir jeunes » de 1981, 144 141 qui ont suivi un stage réservé aux 16-18 ans, 80 000 un stage pour les 18-21 ans, 48 714 qui ont été réorientés vers le système scolaire ou qui ont été embauchés, 22 000 qui ont participé aux stages « jeunes volontaires » que prévoit le statut d'Etat à la jeunesse, 3 500 qui ont suivi des stages de l'AFPA sur des crédits de la formation continue, et, enfin, 240 000 contrats emploi-formation.

Il n'est pas possible de démentir la réalité qui apparaît totalement dans un dédale de renseignements et de données chiffrées, dont le flou est encore aggravé par le fait que, bien souvent, des jeunes en formation sont amenés à suivre plusieurs stages en raison de leur niveau académiquement faible. Ainsi les 80 441 jeunes de 16 à 18 ans, orientés en stage depuis septembre 1983 se répartissent-ils en 5 805 bénéficiaires de stages d'orientation approfondie et en 41 721 bénéficiaires de stages d'insertion, conçus pour retourner partiellement au regard scolaire, contre 32 537 bénéficiaires des stages qualifiants qui peuvent espérer recevoir un début de formation professionnelle proprement dite.

A défaut d'y voir clair, donc, on retiendra que, selon le bilan de l'emploi 1983, rendu public le 28 juin par le ministère de l'emploi, l'effet de la politique de formation des jeunes sur l'évolution de l'emploi est évalué à 39 000 chômeurs de moins. Une incidence bien faible...

A. L.

Laurent Fabius a gagné, mardi 22 juillet, devant le 7^e tour de France, dans la dernière étape, Pantin (Paris - Champs-Élysées) par la vallée de Chevreuse, en remportant sa deuxième victoire.

La deuxième victoire consécutive de Laurent Fabius dans le Tour de France, après avoir remporté le 1^{er} tour de France, dans la dernière étape, Pantin (Paris - Champs-Élysées) par la vallée de Chevreuse, en remportant sa deuxième victoire.

Il avait déjà gagné une fois à Lourdes, en 1983, dans la 10^e étape, après avoir remporté le 1^{er} tour de France, dans la dernière étape, Pantin (Paris - Champs-Élysées) par la vallée de Chevreuse, en remportant sa deuxième victoire.

En 1983, le principal adversaire de Fabius était le champion du monde de cyclisme, le Belge Lucien Van den Broucke, qui a été battu par Fabius dans la 10^e étape.

En 1983, le principal adversaire de Fabius était le champion du monde de cyclisme, le Belge Lucien Van den Broucke, qui a été battu par Fabius dans la 10^e étape.

En 1983, le principal adversaire de Fabius était le champion du monde de cyclisme, le Belge Lucien Van den Broucke, qui a été battu par Fabius dans la 10^e étape.

En 1983, le principal adversaire de Fabius était le champion du monde de cyclisme, le Belge Lucien Van den Broucke, qui a été battu par Fabius dans la 10^e étape.

En 1983, le principal adversaire de Fabius était le champion du monde de cyclisme, le Belge Lucien Van den Broucke, qui a été battu par Fabius dans la 10^e étape.

En 1983, le principal adversaire de Fabius était le champion du monde de cyclisme, le Belge Lucien Van den Broucke, qui a été battu par Fabius dans la 10^e étape.

En 1983, le principal adversaire de Fabius était le champion du monde de cyclisme, le Belge Lucien Van den Broucke, qui a été battu par Fabius dans la 10^e étape.

ritanien
général

Le Monde

sports

... LE MONDE - Mardi 24 juillet 1984 - Page 15

L'ARRIVÉE DU TOUR DE FRANCE CYCLISTE

Laurent Fignon : un routier de précision

Laurent Fignon a gagné, dimanche 22 juillet, devant Bernard Hinault et Greg Lemond, le 71^e Tour de France, dont la dernière étape, Paris-Champs-Élysées par les côtes de la vallée de Chevreuse, est revenue au champion de Belgique Vanderlaenen.

La deuxième victoire consécutive de Laurent Fignon dans le Tour de France confirme l'épanouissement d'un routier hors du commun dont l'évolution constitue pour tous les observateurs un sujet d'étonnement. En l'espace de trois saisons, le jeune coureur parisien est devenu une vedette et surtout un champion accompli affirmant sa supériorité dans tous les secteurs de la compétition.

Il avait fallu sept ans à Louis Bobet, auquel on l'a parfois comparé, pour parvenir à un tel résultat. Ni Jacques Anquetin, ni Eddy Merckx n'ont en une progression aussi rapide. Fignon n'offrait pas, à l'origine, les caractéristiques d'un surdoué du vélo - ses performances chez les amateurs furent relativement modestes - mais aujourd'hui il semble parti pour dominer le sport cycliste pendant une longue période, car il n'a pas encore vingt-quatre ans et possède une parfaite maîtrise de son art.

Cyrille Guimard, qui le dirige depuis ses débuts, attribue sa réussite à une préparation méthodique et à une ambition raisonnable, le nouveau chef de file du cyclisme français ayant évalué ses possibilités et défini ses objectifs avec précision. On avait mesuré le degré de sa forme à l'occasion du Tour d'Italie qu'il aurait déjà dû gagner. Cependant, c'est dans le Tour de France qu'il vient de révéler la véritable dimension de son talent. En 1983, l'abandon de Pascal Simon, victime d'une chute alors qu'il portait le maillot jaune, avait laissé planer un doute sur la signification de son premier succès. Cette fois, sa victoire est sans équivoque. Il a distancé le deuxième, Bernard Hinault, de plus de dix minutes.

Une ère nouvelle

En cédant le pouvoir à son cadet de six ans, le Breton a découvert la popularité, la quelle atténuera l'amertume d'un départ décevant fort honorable. Moins efficace que par le passé, notamment en montagne, l'ancien champion du monde a fait preuve d'un courage apprécié par le public, et il a lutté jusqu'au bout. Samedi, dans l'étape contre la montre Villé-Morpon-Villefranche-sur-Saône (51 kilomètres), à l'issue de laquelle Fignon a battu Kelly de cinq centimètres de seconde (l'équivalent de 60 centimètres), il n'a perdu que trente-six secondes en dépit d'une crevasse et il a aussi repoussé l'assaut de l'Américain Greg Lemond, qui le menaçait directement au classement général.

Après trois semaines d'une course meurtrière, Hinault peut dresser un bilan positif de sa rentrée dans une épreuve qu'il avait gagnée à quatre reprises. Cela précisé, le Tour 1983 est entré dans une ère nouvelle. Il faudra désormais compter avec les coureurs colombiens - dont Luis Herrera, vainqueur à l'Alpe d'Huez - qui seront redoutables lorsqu'ils auront acquis le métier suffisant, et les jeunes Français, parmi lesquels Vincent Barreau, Pascal Jules, Frédéric Viehot et Yvon Madiot.

Enfin, pour la première fois, un coureur des États-Unis, Greg Lemond, accède au podium. C'est une Américaine, Mary Nanne Martin, qui remporte le premier tour féminin, tandis que sa compatriote, Connie Carpenter, domine le Tour du Colorado. Le cyclisme est un sport dont la mutation s'accroît à un rythme accéléré, et son avenir se jouera probablement sur le nouveau continent.

JACQUES AUGENDRE

[Né le 12 août 1960 à Tournay-sur-Seine (Seine-et-Marne), Laurent Fignon s'affirme sans attendre en gagnant le Critérium international 1982 pour ses débuts chez les professionnels, la même année. Il échoua dans le Grand Prix d'automne, à la suite d'un accident mécanique, alors qu'il était seul en tête à proximité de l'arrivée. Vainqueur des deux Tours de France auxquels il a participé, en 1983 et 1984, le leader du groupe Renault est devenu cette année champion de France, après avoir pris la deuxième place du Tour d'Italie, derrière Francesco Moser.]

PROPOS D'UN SUIVEUR

Le camp est levé !

Voilà, c'est fini. Hymne américain pour Mary-Nanne Martin, vainqueur d'un premier Tour féminin et qui déjà songe à revenir l'an prochain, Marseille pour Laurent Fignon, vainqueur du Tour masculin. Paroles de triomphe, enfanades de poussière, les Champs-Élysées ont offert la dernière fête aux trente-cinq filles et aux cent vingt-quatre rescapés de leurs milliers de kilomètres. M. Laurent Fabius, nouveau premier ministre, a complété l'autre Laurent, félicité les uns et les autres. Les spécialistes retiendront que cette dernière étape a été gagnée chez les filles par Connie Meyer, championne de Hollande, et chez les hommes par le sprinter belge Eric Vandermarden, devant Pascal Jules, Franck Hoste et Bernard Hinault sans que cela change rien à un ordre général acquis depuis plusieurs jours. A la foule beaugeste de samedi, dans un décor de vignobles, avait succédé, de l'Arc de Triomphe, celle des banlieues parisiennes et d'une vallée de Chevreuse où l'on en connaît un bout sur le vélo.

La fièvre est tombée. On a replié les banderoles, empaqueté dans ses fourgons tout ce qui constituait l'énorme intendance de cette armée de trois semaines, depuis les centaines de vélos de rechange, leurs milliers de roues et de boyaux, jusqu'à ce qu'il restait des vingt-cinq mille bidons, sans parler des

pancartes de fléchage et des tonnes de barrières métalliques. L'est de MM. Jacques Goddet et Félix Lévitan a levé en bon ordre le désordre de son dernier bivouac en sachant déjà qu'en 1985 le départ sera donné quelque part en Bretagne.

C'est désormais le temps de la décompression. Et il reste au suiveur, comme au militaire retour de campagne, à réapprendre la vie ordinaire, à se défaire des habitudes pressées. Ivre d'hérissement de Tour, il ne sait plus très bien où il en est. Ce grand cirque, il l'a trouvé tout à la fois horriblement et exaltant, harassant et passionnant, strict dans la discipline et fraternel dans le compagnonnage. Il a la tête farcie de toutes les rengaines d'une «pub» dont il n'a jamais eu, même au bout de trois semaines, exactement les mérites de quoi ou de quoi elle célébrait. En récompense de ce supplice quotidien, il a pu mesurer la passion des hommes pour lesquels un Tour de France est un but dans la vie, quelle que soit la place à laquelle ils le finiront. Il a vu à l'heure des sprints que le peloton bout comme un chaudron, sans avoir pu percer les secrets jalousement gardés de tout ce qui en réalité peut s'y mitter. Il a coté la peine des uns et l'élégance des autres dans l'effort montagnard qui défie les premiers comme les derniers. Ces torseurs sont autant de bons points.

A l'ombre des géants

Sans pub, il est vrai qu'il n'y a plus de Tour de France, mais sans coureurs non plus. Depuis longtemps, l'entreprise vit de cette complémentarité. Les nostalgiques, comme les puristes, n'y changeront rien. La CGT elle-même l'a compris. Naguère, pour dire non aux licenciements, ses adhérents barraient les routes. Aujourd'hui, le *Vie Ouvrière* est dans la caravane publicitaire, très officiellement, comme s'y trouve le comité d'entreprise de SACLOR, avec sa sono qui diffuse la bonne parole.

Le public, lui, aussi mystérieux que le peloton et qui mériterait une étude sociale, s'en accommode, même s'il est clair qu'en tout point du parcours ce sera toujours le moment où paraît la

course qui le mettra en transe. Le reste, les heures d'attente ou d'impatience, relève seulement de la partie de campagne ou de la journée exceptionnelle de cyclotourisme, car les pratiquants se montrent de plus en plus nombreux dans cette foule bigarrée, heureuse de pouvoir se dire qu'ils se sont hissés à un sommet de col où passait le Tour. Dans quel autre sport peut-on ainsi avoir des petits valents personnels dans la proximité des géants et sur leur terrain même ?

La suivre a moins de chance. Pour lui, s'il aime ça, il serait vraiment temps maintenant, après avoir entrevu - et encore si peu - pédaler les autres, de refaire enfin du vélo !

JEAN-MARC THÉOLYRE.



XXIII^e JEUX OLYMPIQUES DE LOS ANGELES

C'est reparti comme... en 32

En 1932, la principale préoccupation du jeune Tour, enfant noir d'une ville de 1,2 million d'habitants, était sans doute de trouver un moyen de se faufiler dans le Memorial Coliseum pour regarder les dixième Jeux olympiques.

En lisant les reportages sur les préparatifs américains pour les Jeux d'Avvers en 1920, le président d'une association qui voulait faire revivre les vieilles festivités espagnoles ou californiennes, William May Garland, n'avait en de ces, en effet, que le CIO ait attribué les Jeux à la cité championne de l'Ouest. Pendant que les studios de cinéma sortaient de terre à Hollywood, et que des palmiers étaient plantés le long des avenues de Beverly Hills, le remuant William Garland avait fait émettre un emprunt de 1 million de dollars, obtenu une subvention municipale de 1,5 million de dollars et dressé suffisamment de capitaux privés pour faire porter la capacité du Memorial Coliseum, construit en 1923, de 75 000 à 103 000 places, aménager un stade équestre de 10 000 places au Riviera Country Club, édifier des stands de tir à l'Elysian Park, draper un stade olympique de 35 000 places à Pasadena, aménager un bassin d'aviron à Long Beach et construire un auditorium de 10 000 places.

L'Amérique était, elle, plongée dans la crise depuis le « vendredi noir » de Wall Street, d'octobre 1929, et 15 millions de chômeurs erraient à travers les États de l'Union, à la recherche d'une hypothétique ambulance. John Steinbeck lui-même sans travail, vivait en quotidien ce qu'il allait raconter un peu plus tard dans *Les Raisins de la colère*. Franklin D. Roosevelt faisait campagne pour le *New Deal*, qui allait lui permettre de succéder à Edgar Hoover à la Maison Blanche, en novembre 1932. En Allemagne, Adolf Hitler venait d'être battu aux élections présidentielles par le vieux

maréchal Hindenburg, mais le chef du Parti nazi allait bientôt être nommé chancelier. La France, qui avait dû liquider ses dettes de guerre après la conférence de Genève, feignait encore d'ignorer la crise. Le président Paul Doumer venait de tomber sous les balles d'un dément, mais les Français se passionnaient pour les exploits sportifs : les aviateurs Mermoz, Coste et Bellonte, Maryse Bastié franchissaient les océans et les cordillères ; les « mousquetaires » gagnaient pour la sixième et dernière fois le challengeur de la Coupe Davis, etc.

Dix médailles d'or

C'était dans cette ambiance que quatre-vingts athlètes français conduits par Charles Denis et une vingtaine de dirigeants s'étaient embarqués le 4 juillet à bord du paquebot *Le Havre* pour une traversée de sept jours. Il fallait encore cinq jours et cinq nuits dans le *Pacific Express* pour rallier Los Angeles par la voie ferrée. Au terme de seize jours de voyage, ils pouvaient s'installer dans le premier véritable village olympique fait de 550 pavillons de deux pièces de style colonial espagnol, équipés - luxe inouï pour l'époque - de salles de bains.

L'ordre et la sécurité y étaient assurés dans le plus pur style *Far West*, par trois cents policiers déguisés en cow-boys. Le 30 juillet 1932, « *parade blanc, veste bleue, canotier à ruban tricolore* », la délégation française, qui portait pour la première fois une tenue officielle, défilait « *les pieds maltraités par d'étroites chaussures blanches à bouts bruns* ». (1) pour une cérémonie d'inauguration à grand spectacle : 150 chanteurs et 300 musiciens faisaient éclater le *Star Spangled Banner* quand apparaissait à la tribune d'honneur

Charles Curtis, vice-président des États-Unis. Par crainte d'incidents, les organisateurs prirent le soin d'installer la délégation britannique entre les Français et les Allemands.

C'était à peu près le seul coin de cette cérémonie fastueuse où 1 503 athlètes de 40 nations étaient représentés. En dépit des frais élevés de déplacement, la modicité des dépenses d'hébergement (2 dollars par athlète et par jour) avait permis à presque toutes les nations représentées quatre ans plus tôt à Amsterdam (quarante-six) de faire le voyage. La Bulgarie, l'Égypte et la Turquie avaient renoncé, mais la Chine et la Colombie apparaissaient pour la première fois. Le soir même de cette cérémonie, les sportifs français allaient se distinguer en recevant la première médaille d'or attribuée à un Français : elle revenait à l'athlète poids plume Raymond Suvigny. Les leuvers de Ronto nationaux allaient encore s'illustrer avec les victoires de René Duverger (léger) et Louis Hostin (mi-lourd). Un avoué, premier prix de violon, allait ensuite gagner le titre des légers en lutte libre. En cyclisme, Louis Chailot et Maurice Perrin emportaient le tandem. En sports équestres, les cavaliers du cadre noir de Saumur, *Soréte* et *Marion* sur *Limou*, s'imposaient individuellement et collectivement en dressage. L'escrimeur Cartiau, avec Boudoux, Lemoine, Gardère et Bagnol d'une part, Plet, Richard, Schmetz, Jourdan et Tainturier d'autre part, devenait une fois de plus champion au fleuret et à l'épée par équipe. En yachting, Jacques Lebrun était premier en *Racer-monotype*. Au total, dix médailles d'or pour les Français.

Déclatement politiques

C'était un journaliste pas tout à fait connu les autres qui rapportait ces événements aux lecteurs français dans les colonnes de *L'Intransigeant* : Jules Ladoumègue (2). Détenant de six records du monde en demi-fond, il avait été disqualifié pour professionnalisme, tout comme un autre géant de la course à pied, le Finlandais Pavo Nurmi. Les remous provoqués par ces deux affaires allaient contraindre le président du CIO, le comte belge Baillet-Latour, à renoncer à son projet d'ouvrir les Jeux à tous les sportifs, quel que soit leur statut. C'était une occasion manquée pour longtemps.

Des tribunes du Coliseum, «Julot» devait assister la mort dans l'âme à la victoire sur 1 500 mètres de l'Italien Beccali, qu'il avait toujours surpassé. Ces Jeux étaient pourtant d'un niveau très relevé en athlétisme : neuf records mondiaux masculins et onze féminins allaient tomber. Les plus éponouffants devaient être ceux de l'Américain William Carr, qui bouclait le 400 mètres en 46 secondes 2/10, soit 2/10 de moins que le précédent record, et de sa compatriote Mildred «Babe» Didrickson, qui gagnait 3 médailles d'or en établissant de nouveaux records sur 80 mètres haie, au javelot et au saut en hauteur.

Dans le même temps, l'athlétisme prenait, à Los Angeles, son visage contemporain. Chaque nation ne pouvait plus aligner que trois concurrents par discipline au lieu de quatre jusqu'aux Jeux précédents. La firme Western Electric proposait

un système de chronométrage au 1/100 de seconde couplé avec une «photo finish». Les trois premiers recevaient leur médaille sur un podium. 1932 marquait également le début des grands sprints noirs, avec les duels d'Eddie Tolson et Ralph Metcalfe sur 100 mètres et 200 mètres, qui préfiguraient l'avènement de Jesse Owens, quadruple champion olympique et recordman du monde quatre ans plus tard à Berlin. On mettait également le doigt pour la première fois sur les interférences entre les questions génétiques et les résultats sportifs. La Polonaise Stanisława Walasiewicz, qui allait devenir citoyenne américaine après la guerre sous le nom de Stella Walsh et concourir en 1951 à l'âge de quarante ans, remportait la médaille d'or du 100 mètres. A sa mort, en décembre 1980, une autopsie devait révéler qu'elle était une «mosaïque» (le Monde du 14 février 1981), c'est-à-dire qu'elle souffrait d'une anomalie chromosomique et qu'elle n'était ni de sexe féminin ni de sexe masculin.

Les Jeux prenaient bien, à Los Angeles, leur configuration moderne. La politique n'y avait pas encore la place écrasante qu'elle allait prendre à Berlin en 1936. Mais, si elle était discrète, elle n'était pas moins perceptible dans la résonance que devait avoir, sur l'impérialisme nippon naissant, le succès des navigateurs de l'Empire du Soleil Levant.

Dix ans avant que n'éclate la guerre du Pacifique, on n'en tirait pas pourtant de leçons particulières à Los Angeles, où les organisateurs des Jeux avaient attiré leur but : la ville avait bénéficié d'une excellente publicité.

ALAIN GIRAUDO.

(1) Jean Tarpis *l'Olympique*, de Montique Bertoux. Éditions Flammarion.
(2) Consulter à ce propos la *Fabuleuse Histoire des Jeux olympiques*, de Robert Parienté et Guy Lagorce. Éditions ODL.

JOHN McENROE : LA RAGE DE LA PERFECTION

Couronné champion du monde au sommet de sa gloire, John McEnroe entra de son vivant dans la légende permanente du tennis. Cet homme, qui est l'un des plus étonnants tennismen de tous les temps, est aussi (et surtout) un héros attachant, incompressible et adulte en même temps. JOHN McENROE : LA RAGE DE LA PERFECTION, une remarquable biographie de Richard Evans, écrite en collaboration exclusive avec McEnroe et remise à jour au fil des exploits du champion, est le premier et le seul ouvrage qui révèle toute la vérité, celle des courtes et celle de la vie, sur McEnroe.

Heureux et fier de sa réussite, McEnroe subit pourtant mal les contraintes qui accompagnent le succès. A l'image de certains superstars, c'est paradoxalement un homme digne qui change de personnage et de comportement chaque fois qu'il monte sur un terrain : le court. Pour analyser ce phénomène et lui donner une explication rationnelle et affective à la fois, il fallait un grand spécialiste. Richard Evans, ami personnel et confident de John McEnroe, explore à merveille ce personnage complexe que la presse a tant de mal à comprendre et si peu à admirer.

Avec cet ouvrage, JOHN McENROE : LA RAGE DE LA PERFECTION, ce champion au tempérament de feu devient familier et captivant. La dimension humaine qu'il acquiert est celle de la sympathie et de la sincérité. Entre le spectaculaire ascension de McEnroe vers les sommets, ses mémorables combats avec Borg, Connors, Lendl, Wilander et Noah, entre autres, son pathétique attachement à la Coupe Davis, ses remarquables victoires à Wimbledon, à Flushing Meadows et dans le Masters, sa consécration officielle de champion du monde, Richard Evans analyse simultanément le champion et l'homme, d'hier jusqu'à maintenant.

70 F TTC

SOLAR SPORTS 2014

AUTOMOBILISME

MacLaren encore !

L'Autrichien Niki Lauda, sur MacLaren, a gagné, dimanche 22 juillet, sur le circuit de Brands Hatch, le Grand Prix de Grande-Bretagne devant le Britannique Derek Warwick, sur Renault, et le Brésilien Ayton Senna, sur Toleman. Son coéquipier Alain Prost, qui avait effectué jusqu'au 27^e tour un véritable cavalier seul, a dû abandonner au 38^e tour, victime d'une défaillance du sélecteur de la boîte de vitesses.

Entre-temps, la course avait été arrêtée à la suite de l'accident dont a été victime le Britannique Jonathan Palmer.

Niki Lauda et le Brésilien Nelson Piquet, champion du monde en titre, étaient alors les seuls à pouvoir prétendre à la première place. L'Autrichien sut habilement maintenir la faible avance de 1 à 2 secondes qu'il avait prise sur le Brésilien. Ce dernier fut contraint, à quatre tours de la fin de l'épreuve, de ralentir victime d'un moteur turbo-compressé défaillant. Et tandis que les monoplace d'Elio De Angelis (Lotus), de Patrick Tambay (Renault) et d'Andrea

De Cesaris (Ligier) enduraient le même mal, Riccardo Patrese (Alfa-Romeo) tombait en panne d'essence.

La première séance d'essais du Grand Prix de Grande-Bretagne avait été marquée par l'accident du pilote vénézuélien Johnny Cecotto (sur Toleman). La monoplace est sortie de la piste dans une courbe rapide et s'est écrasée contre les grilles de protection. Johnny Cecotto, âgé de 28 ans, a été hospitalisé avec de graves blessures aux deux chevilles.

Cet accident, qui survient deux semaines après celui dont a été victime à Dallas (Texas) le Britannique David Brundle, rappelle ceux de Jean-Pierre Jarouille (1980 à Montréal) et de Didier Pironi (1982 à Hockenheim, en RFA). Il pose de nouveau le problème de la fragilité de la structure avant des monoplace de formule 1. Quand la Fédération internationale du sport automobile (FISA) imposera-t-elle aux constructeurs des mesures qui protégeront mieux les jambes des pilotes ?

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,85
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	184,50

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	56,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,80
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressif selon surface ou nombre de parutions.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Chercheur fermentation micro-organismes

elf bio recherches

Centre de recherche Toulouse Labège - Elf Bio Recherches, filiale Elf Aquitaine et Sanofi, spécialiste en biotechnologies, installe à Toulouse Labège son nouveau centre de recherches, renforce ses équipes et recrute un chercheur en fermentation micro-organismes. Dans le cadre du département pilote développement, il sera chargé de projets impliquant le scale-up et l'optimisation de procédés de fermentation. La personne que nous recherchons doit avoir une formation en génie biochimique (UTC, ENSAT, ENSIC, ENSIA ou équivalent), impliquant de bonnes notions en microbiologie et une excellente connaissance de la technologie des fermenteurs et des systèmes de contrôle en ligne informatisés. Une à deux années d'expérience industrielle seraient un atout supplémentaire. Pour ce poste, écrire à M. FABRE en précisant la référence B/720104.

PA

71 bis, Allée Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.70.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

AFREMER

(Fusion CHED / ISTPM)
Recherche pour son service
« Applications de la Télé-détection »

UN INGENIEUR FORMATION GRANDES ECOLES OU EQUIVALENT

Il sera chargé au sein d'une équipe pluridisciplinaire :

- de la mise au point de systèmes d'information à base d'images spatiales et de données de terrain dans le domaine de la gestion du milieu marin (aide à la grande pêche, aménagement du littoral...),
- de l'élaboration de nouveaux produits dérivés des images.

Quelques années d'expérience, en traitement informatique de données et d'images numériques, indispensables.

Lieu de travail : BREST.

Envoyer C.V. au Service du Personnel
AFREMER
66, avenue d'Iéna - 75116 PARIS.

INGENIEURS DEBUTANTS

informaticiens ou non

- Vous êtes ingénieurs issus d'une grande école : Centrale, ESE, Sup Aéro, INSA.
- Vous désirez orienter votre carrière vers l'informatique.
- Vous souhaitez travailler dans les domaines de la Télématique, de l'Informatique technique ou de gestion.

Date d'entrée 17 septembre 1984.

Nous répondrons rapidement à toutes les candidatures comprenant C.V., photo et prétentions, adressées à Hervé Capter

LOGISTA 30, quai De Dion Bouton
92806 Puteaux. Tél. : (1) 776.41.00.

DIRECTIONS DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Crédit agricole

50.000 H.

En Normandie, à la fois proche de PARIS, de ROUEN, la Calvados Régionale de Crédit Agricole Mutuel de l'Eure recherche, dans le cadre de son développement :

DIRECTEUR D'AGENCE

HF
pour EVREUX - CENTRE

- Formation supérieure (École de Commerce, Sciences Eco...)
- Formation technique bancaire (BP, Techniques d'Animation et Communication)
- Expérience bancaire de dépôts, 5 ans minimum, de préférence à un poste de responsabilité en Agence.
- Ayant le goût du contact, saura animer et gérer une équipe motivée.
- Réussir dans ce secteur urbain et concurrentiel, c'est offrir de sérieuses évolutions de carrière pour un RESPONSABLE, candidat à la mobilité au sein du Groupe CREDIT AGRICOLE.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à Monsieur le Chef du Département du Personnel, CRICAM de l'Eure - B.P. 422 - 77004 EVREUX Cedex.

une carrière dans le bon sens

DIRECTEUR D'USINE

INGENIEUR CENTRALE
ADM-ENSA
GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE

recherche

LE DIRECTEUR D'UNE DE SES USINES

(150 personnes)

Poste important évolutif. Directement attaché à la DIRECTION GENERALE Convie à l'INGENIEUR Grande Ecole, 35 ans minimum. Avoir déjà expérience opérationnelle en milieu industriel et avoir exercé des RESPONSABILITES.

La connaissance du secteur AGRO-ALIMENTAIRE serait appréciée.

Le choix sera dicté par la personnalité du candidat. Sa motivation, ses qualités d'animateur, de gestionnaire. Sa capacité à :

- Optimiser la production, motiver et animer le personnel ;
- Assurer la maintenance et le développement du matériel ;
- S'adapter à la mise en service de techniques nouvelles.

LIEU DE TRAVAIL : GRANDE BANLIEUE OUEST DE PARIS.

La rémunération sera fonction de la valeur du candidat. Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à M. R. GOUPEL B.P. 8, 78250 MEULAN.

emploi international

(et départements d'Outre Mer)

LE CONSEIL DES COMMUNAUTES EUROPEENNES Bruxelles

organise un concours en vue de la constitution d'une réserve de recrutement d'

ADMINISTRATEURS

(m/f)

(Fonctions de conception, d'étude, de contrôle ou de gestion)

- Études universitaires complètes sanctionnées par un diplôme (ou posséder une expérience professionnelle d'un niveau équivalent), de préférence dans un des domaines suivants : économique, juridique, politique, social ou technique de direction et de gestion ;
- une expérience professionnelle appropriée sera particulièrement appréciée ;
- être né après le 31 décembre 1952 ;
- être ressortissant d'un des États membres des Communautés européennes.

Traitement mensuel net F 912.500, majorité, le cas échéant, de l'Indemnité de dépaysement (16 % du traitement de base) des allocations de foyer, familiales, etc.

Lieu de travail : Bruxelles.

Pour le texte de l'avis de concours ainsi que le formulaire d'actes de candidature obligatoire, écrire au moyen d'un courrier postal avant le 22 août 1984 au : Service du Recrutement, Secrétariat Général du Conseil, rue de la Loi 170, B-1048 Bruxelles (Belgique).

Date limite de renvoi des actes de candidature : 18 septembre 1984.

INTERGRAPH

Filiale de INTERGRAPH CORPORATION, leader mondial en CAO en progression de 60 % annuellement recherche pour PARIS :

un Directeur régional des opérations administratives

pour développer ses activités sur L'EUROPE DU SUD

En relation directe avec le Directeur pour l'Europe du Sud vous serez responsable de tous les problèmes financiers, comptables, administratifs de la région y compris le personnel, la gestion des contrats et les problèmes juridiques.

Vous aurez également un rôle de consultation de la part de la Maison-Mère pour l'Europe.

Les candidats devront avoir une expérience d'au moins 10 ans dans des secteurs de haute technologie et principalement dans le domaine informatique.

Une pratique de l'anglais courante ainsi que des connaissances de comptabilité américaine sont nécessaires.

Toutes les candidatures adressées à : Jean-Guillaume GAILLARD Intergraph France
« Les Mercuriales » 40, rue Jean-Jaurès - 93170 BAGNOLET seront traitées avec la plus grande discrétion.

Région SUD-OUEST

Une entreprise régionale de 400 MF de C.A. recherche son

DIRECTEUR DES ACHATS

Ayant une bonne expérience de la fonction, il sera capable de diriger les services d'approvisionnement, de gérer économiquement les stocks, de penser les stratégies d'achat et de négociation.

Merci d'envoyer une lettre manuscrite accompagnée d'un C.V. précis s / réf. MA à ARGUMENTE
18, rue Berthollet 75005 PARIS.
Réponse rapide et discrétion assurées.

MADAGASCAR

Centre de Formation en Comptabilité

Etablissement Public à gestion privée créé en juillet 1982 sous la tutelle du Ministère chargé auprès de la Présidence de la République Malgache des Finances et de l'Economie recherche un

Enseignant en sciences de la gestion

Diplômé d'une grande école française HEC, ESSEC, Paris Dauphine, vous avez déjà de préférence une expérience de l'enseignement des sciences de la gestion dans un établissement français de haut niveau.

Nous vous proposons d'assurer une mission similaire dans notre Centre de Formation en Comptabilité à Antananarivo pour une durée minimale de 18 mois.

Notre établissement a été créé suite à un accord entre le Gouvernement Malgache et la Banque Mondiale et est géré par un cabinet conseil Québécois CEGIR.

Nous vous remercions de nous adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) en joignant un certificat de nationalité française et la photocopie des diplômes obtenus. Gérard Ducharme, CEGIR, 2 Complexes Desjardins, Bureau 2301, C.P. 160 Montréal H5B 1B3 Québec, Canada.

Les entretiens auront lieu à Paris à la fin août.

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone du lundi au vendredi de 9 heures à 18 heures au 555-91-82

UNION NATIONALE DE SYNDICATS PATRONAUX

recherche

UN SECRETAIRE GENERAL HF

Région Bourgogne-Franche-Comté (Basé à Dijon)

POSTE DE GESTION ADMINISTRATIVE ET DE CONTACTS EXTERIEURS

Qualités requises : expression écrite et orale de qualité, aisance dans les contacts, esprit d'organisation et d'initiative, mobilité.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à UNICEM - Service du Personnel - 2, rue Alfred Riel 75040 Paris Cedex 17 - NE PAS TELEPHONER.

Siège Social EN SUISSE

recherche pour ses filiales africaines

SON DÉLÉGUÉ

Résident en Europe, il effectuera de fréquents voyages en Afrique pour contrôler leur gestion et leur administration.

Ce poste de haut niveau requiert un homme 35-50 ans, parfaitement bilingue français-anglais.

Ad. c.v. + lettre man. + ph. s / réf. 8.206 le Monde Pub. service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

SECTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI
DEMANDES D'EMPLOI
IMMOBILIER
AUTOMOBILES
AGENDA
PROP. COMM. CAPITAUX

emploi

IBM

POUR SON CENTRE

Pour le développement

DES

X.E.C.P. MINES, ou ayant une courte expérience

Ces postes nécessitent la connaissance de la langue anglaise et une longue expérience en France, notamment aux États-Unis

INDUSTRIES

INDUSTRIE

trust

Human Resources

emploi

INGENIEUR PROFESSIONNEL

CONDUCTEUR PRINCIPAL

Avantages sociaux

Adresser C.V. à :

مكتبة النجاشي

	Le Monde	Le Monde T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	55,00	55,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	25,55
IMMOBILIER	55,00	55,42
AUTOMOBILES	55,00	55,42
AGENDA	55,00	55,42
PROP. COMM. CAPITAL	184,00	184,50

ANNONCES CLASSEES

	Le Monde	Le Monde T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	47,00	55,74
OFFRES D'EMPLOI	14,00	16,60
DEMANDES D'EMPLOI	36,00	42,70
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Diagonale selon surface ou nombre de personnes.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IBM IBM IBM IBM IBM

POUR SON CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES SITUÉ À LA GAUDE PRÈS DE NICE

RECHERCHE

Pour le développement de produits de télécommunication (Contrôleurs de communication, Convertisseurs de signaux, réseaux)

DES JEUNES INGÉNIEURS TELECOM

• (X, E.C.P., MINES, ENST, ESE), débutants ou ayant une courte expérience.

• Ces postes nécessitent une bonne connaissance de la langue anglaise. Ils impliquent des stages ou missions de longue durée en France ou à l'étranger, notamment aux Etats-Unis.

Les personnalités de valeur pourront accéder à des responsabilités techniques et humaines à haut niveau au sein de la Compagnie IBM.

Envoyez candidature détaillée et C.V. à : Louis SAHUC - Service du Personnel - IBM FRANCE - 06810 LA GAUDE.

IBM IBM IBM IBM IBM



COFINOGA
Groupe des NOUVELLES GALERIES
1ère chaîne de grands magasins en France.

l'un des plus importants établissements de cartes de crédit en France.

Nous cherchons notre

RESPONSABLE DU SERVICE CONTENTIEUX

poste situé à Bordeaux

Directement rattaché à la Direction, vous gerez le service contentieux (30 personnes, 15.000 dossiers, 500 officiers ministériels), que vous ferez évoluer en développant des méthodes modernes performantes.

De formation supérieure commerciale et/ou juridique, vous aurez obligatoirement une expérience acquise dans un service contentieux de crédit (si possible crédit à la consommation).

Fortement motivé pour exercer ces fonctions et pour évoluer à la COFINOGA, vous aurez prouvé vos capacités à animer une équipe, à être créatif, à communiquer.

Nous vous remercions d'écrire rapidement sous référence 383/1 à A.L. CONSEIL, 102 Bd Malesherbes 75017 - PARIS que nous avons chargé de cette mission de recrutement et qui vous garantit discrétion et réponse.

A.L. conseil

Recherche pour
BASTIA

Cadre commercial
niveau D.E.S. ou E.C.S. Libre
rapidement pour occuper une
responsabilité importante en tant que
responsable d'un service de vente.
Expérience minimum 10 ans.
Rémunération départ 10.000 F
environ - révisable après an-
née. Titres restaurant, Prima.
Ecr. s/n 9.238 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSEES.
5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Soleté de transformation
des réseaux
(région Centre-Est)
recherche

INGÉNIEUR

Expérimenté dans le montage
des réseaux, à chaud, à froid, à
mi-circuit, et dans la concep-
tion des logiciels des parties
moyennes et grandes séries, le
candidat maîtrise l'automatisme
des systèmes et est forté-
ment motivé pour acquiescer au
développement de la connaissance
D.A.O.-C.A.O. Rémunération
selon compétences.
Ecr. s/n 9.209 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSEES.
5, rue des Italiens, 75008 Paris.

L'Institution Saint-Pierre de
Fournies, 59610,
téléphone : (27) 80-34-34

pour la rentrée scolaire un pro-
fesseur en méthodes, techniques
informatiques, (classes de
1^{re} H et terminale H. Diplôme
supérieur M.A.O.E. Ingé-
nieur, maîtrise d'informati-
que.

Organisme de formation
région BOURGOGNE
recrute SEPTEMBRE 1984

Une personne chargée prospe-
ction, négociation, suivi
actions de formation en en-
treprises : expression, com-
munication, relations humaines.
Connaissances des entreprises
indispensables.
Ecr. s/n 9.211 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSEES.
5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Importante Société Industrielle filiale groupe Thomson

recherche
pour son établissement de Toulouse

UN (E) CONTROLEUR BUDGETAIRE

Il (elle) aura pour fonctions :
- De développer la comptabilité analytique ;
- D'élaborer et suivre les budgets ;
- De mettre en œuvre de nouvelles procédures ;
- La prise en charge ultérieure de la trésorerie (clients,
fournisseurs, banques) et animer une équipe de 5 ou
6 personnes.

Nous souhaitons rencontrer des candidats (es) di-
plômés (es) d'une Ecole supérieure de commerce ou équi-
valent (option finances et comptable) possédant une pre-
mière expérience en milieu industriel ou en cabinet.
Ayant des qualités de rigueur.

Prière d'adresser C.V., photo et prétentions sous
réf. T 066.637 M
REGIE-PRESSE
7, rue de Montaussey, 75007 PARIS.

Nous prions instamment nos
annonceurs d'avoir l'obligeance de
répondre à toutes les lettres qu'ils
reçoivent et de restituer aux
intéressés les documents qui leur
ont été confiés.

INDUSTRIES CHIMIQUES GRANDE EXPORTATION

Notre client est une importante entreprise à vocation internationale implantée industriellement en Belgique et en France, s'orientant vers la grande exportation. Elle fait partie des leaders mondiaux dans son secteur d'activité et commercialise ses produits dans de très nombreux pays européens.

Dans le cadre de l'extension de ses marchés, elle recherche un

INDUSTRIAL SALES-AREA MANAGER

France et grande exportation

Fonctions : au sein du département marketing, vous agirez en étroite collaboration avec la direction commerciale, prenez la responsabilité des ventes en France (réseau existant) et développez également celles-ci au niveau des pays ou régions tels que l'Extrême-Orient, l'Afrique, les pays de l'Est, etc.

Le développement se fera soit par des contacts de vente directe soit par la constitution de réseaux de revendeurs régionaux.

Cette fonction comprend des actions spécifiques au plan négociation et suivi d'offres, identification et traitement de solutions à caractère technique, avec l'assistance des laboratoires d'application et de recherche de l'entreprise.

Profil : ☐ Age de 30 à 40 ans environ ; ☐ qualités de vendeur complètes par la maîtrise des techniques modernes de gestion commerciale ; ☐ pratique courante du français et de l'anglais ;

☐ expérience : plusieurs années dans la vente de produits chimiques aux industries, idéalement vers la grande exportation ou

« clients de l'export » ; ☐ de préférence diplômé d'école supérieure ou universitaire ; orientation : chimie industrielle ; ☐ faire preuve de capacités et de réussite en matière de vente et d'organisation d'actions commerciales similaires ; ☐ être disposé à voyager 30 % de son temps ;

☐ être domicilié ou prêt à résider dans la région du nord.

Pour plus d'informations, téléphonez-nous en semaine de 10 à 18h au

19.32.649.81.35.

Sinon, écrivez-nous en mentionnant la fonction.

Trust-Hispan Resources,

rue du Bassin 51-25,

B-1050 Bruxelles, Belgique.



MAIRIE DE PORTERS
(Vienne)
80.000 habitants
recrute

CONTROLEUR DE GESTION

M. ou F.

Il (elle) sera chargé (e) auprès
du secrétaire général des mis-
sions suivantes :

- Mise en place et suivi d'un
système d'information de
gestion et de ses tableaux
de bord ;

- Etude et conseil en matière
de gestion des services et de
fonctionnement de l'organi-
sation, Audits internes.

PROFIL :

- Age 30 ans minimum, di-
plômé d'une grande école
d'administration, de gestion
ou équivalent (école d'ingé-
nieur ou formation spéci-
fiche). Expérience profes-
sionnelle dans le domaine du
contrôle de gestion souhaitée
et notions d'informatique.

QUALITES :

- Sens de la communication,
aptitude à la négociation,
esprit critique et d'innova-
tion.

- Situation statutaire :
Contractuel avec possibilité
de titularisation ultérieure ou
recrutement par voie de mu-
tation ou de détachement.
Rémunération de début :
13.000 F net mensuel envi-
ron.

Adressez candidature et C.V.
détaché à :
M. le Maire
de la ville de Portiers,
Hôtel de ville,
88021 Portiers Cedex.
Téléphone : (16-48) 88-23-07
Portiers 1526 ou 1581
avant le 10 septembre 1984.



emplois internationaux emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer) (et départements d'Outre Mer)

IMPORTANTE ENTREPRISE DE BATIMENT

« Général Contractor » sur des programmes de très haut niveau en Arabie Saoudite offre, à des

INGENIEURS BATIMENT ou à des PROFESSIONNELS CHEVRONNES,

de participer à ses réalisations prestigieuses clés en main en qualité de :

DIRECTEUR DE TRAVAUX

Représentant du groupe, il dirigera sur site un chantier de 30 à 40.000 m² environ, de haut niveau technique (complexe hospi-
taller, centre administratif) livrable totalement équipé, en délai
tendu avec une finition de très haut standing.

Responsable de la qualité, des délais et des prix de revient,
il animera jusqu'à 1.500 personnes.

CONDUCTEUR DE TRAVAUX PRINCIPAL - G.O.

Responsable de l'avancement et des résultats jusqu'à la récep-
tion provisoire d'un chantier de 30 à 40.000 m² environ, de haut
niveau technique (complexe hospitalier, centre administratif) il
exercera dans un délai tendu et avec des finitions de haut
standing il comprend les travaux propres à l'entreprise en
GENIE CIVIL BATIMENTS et TRAVAUX EXTÉRIEURS.

INGENIEURS DEBUTANTS

Ils seront intégrés dans une équipe de Direction de travaux où ils
se formeront aux méthodes de l'Entreprise. Ils assumeront
ensuite, en fonction de leurs goûts et aptitudes, des postes à
responsabilité sur nos chantiers.

Avantages importants liés à l'expatriation et l'intégralité de la Couverture Sociale Française assurée.
Adressez C.V. détaillé avec photo en précisant sur l'enveloppe la référence D.D./INBAT 784 M, à Média-System,
104 rue Rameau 75002 Paris, qui transmettra.

ARABIE SAOUDITE

OFFRES D'EMPLOIS

KNOLL INTERNATIONAL

l'un des leaders du mobilier contemporain
de haut de gamme

recherche

pour renforcer son équipe française et assurer son expansion dans son
établissement de SAINT-OUEN-L'AUMONE (95), près de Paris

FACTORY ENGINEER

Le/la candidat (e), Ingénieur A.M. ou équivalent, justifiant d'une première
expérience, aura pour première mission la prise en charge d'un nouveau produit, du
stage prototype au stade de la production industrielle.

Cette première mission débouche ensuite sur la responsabilité de l'ensemble de
l'ingénierie de production :

- responsabilité du département des méthodes (postes de travail,
temps, équipements) ;
- participation au développement et à l'industrialisation des
nouveaux produits ;
- amélioration de la productivité en collaboration avec le
responsable de production ;
- création et mise à jour des gammes opératoires et nomenclatures ;
- responsabilité du bon fonctionnement des matériels et installations
et de leur conformité avec la législation en vigueur en matière
d'hygiène et de sécurité.

Pour ce poste, une bonne pratique de l'anglais est nécessaire.

Envoyer C.V. + photo + prétentions à :
B. MOREAU-KNOLL INTERNATIONAL FRANCE
B.P. 746. 95004 CERGY.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Une importante société de marketing et de conseil
recherche
dans le cadre du développement
de son activité internationale en télématique

**Responsable
d'affaires**

(réf. CL. A17/P)

bilingue au minimum (anglais-français). Il possède une expérience technico-commerciale de 3 à 4 années dans le secteur informatique et/ou électronique. Il prospecte la clientèle étrangère et suit les affaires induites. Il assure en France et à l'étranger des présentations devant des auditoires spécialisés de haut niveau. Il apporte sa contribution à l'amélioration des produits existants et au développement de nouveaux produits. Le poste est basé à Paris.

**Attaché
de marketing**

(réf. CL. A18/P)

débutant ou ayant une première expérience professionnelle. Bilingue, anglais-français ou espagnol-français. Il a une formation technique - micro-électronique ou informatique de préférence - et le goût prononcé des contacts et de la communication. La connaissance et le suivi permanent du développement de la télématique en France - mise en œuvre produits - est indispensable. Il assiste les ingénieurs d'affaires dans leurs activités commerciales Internationales. En particulier, il organise et suit les visites des clients en France. Il est capable d'assurer des présentations devant des auditoires de spécialistes. Le poste est basé à Paris et ne prévoit pas de déplacements fréquents.

Les candidats intéressés par l'un de ces deux postes sont priés d'adresser sous la référence correspondante un dossier comprenant lettre manuscrite, CV, photo, en précisant leurs prétentions à

Emplois et Entreprises
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

qui transmettra et les assure de sa discrétion.

**Contrôleur
budgétaire et comptable**

UNE DES PREMIÈRES MUTUELLES FRANÇAISES recrute pour son Département Immobilier en développement un Contrôleur Budgétaire et Comptable.

Son profil :
De formation DECS avec des connaissances en informatique, le titulaire du poste devra justifier d'une expérience de 3 à 5 ans dans des fonctions de type contrôle de gestion au sein d'une entreprise de Bâtiment et TP.
Sa mission :
Il sera chargé du suivi des budgets et des tableaux de bord pour l'ensemble du Département Immobilier du Groupe, ainsi que de la supervision des travaux comptables.
Poste à Paris.
Écrire sous réf. ZL 507 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

**DIRECTRICE
DU DIRECTEUR
JURIDIQUE
220.000 F**

Pour groupe dynamique solide,
10 ans d'expérience droit des
G&P, droit social.

Écrire c.v. et dossier de candidature à
Paris, 84500, 80, Chausée
d'Antin, 75008 Paris.

CABINET D'EXPERTISE
ASSURANCES

recherche

**JEUNE
UNIVERSITAIRE**

Formation bâtiment soignée.
Excellente culture générale et
bonne ouverture d'esprit. Acti-
vité en région parisienne.

Adresser lettre manuscrite,
C.V., et présent. à : Cabinet
Daniel et J.-Claude FERRAND,
1, av. Foch, 92, Les Châli-
gnais, 92220 NEUILLY.

**Electronique - Micro-électronique
Adjoint directeur technique**

Faure Herman, filiale du groupe Inter technique spécialisée dans la débitmétrie, conçoit et réalise des équipements de haute technologie destinés à l'aéronautique. Cette technologie, elle l'a adaptée aux industries, surtout dans les domaines pétrolier, pétrochimique et nucléaire où elle réalise actuellement la moitié de son C.A.

C'est pour étudier et définir, en liaison avec le bureau d'études les nouveaux produits nécessaires à l'industrie qu'elle recherche un ingénieur qui sera l'adjoint du directeur technique. Véritable ensemble, il devra également concevoir l'architecture de systèmes de comptage très complexes. Il confortera l'équipe commerciale sur les propositions demandant une solution technique sophistiquée.

Ingénieur électronicien, si vous avez, depuis une dizaine d'années, acquis une expérience dans le bureau d'études d'une entreprise réalisant des produits similaires ou dans une société d'ingénierie, Faure Herman peut vous offrir une possibilité d'évolution intéressante et rapide. Adressez votre candidature, qui sera examinée en toute confidentialité, aux consultants du Cabinet CLEAS, sous référence 8450 LM.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS
MEMBRE DE SYNTec

CHEF DE SERVICE
Électronique, Automatismes

Vous êtes un meneur d'hommes ayant le sens de l'organisation.
Vous êtes motivé pour rentabiliser un centre de profits orienté vers l'exportation.
Vous aimez la technique et en avez une expérience de 5 ans minimum.
Nous vous proposons de prendre en main une équipe de 80 techniciens S.A.V.
Vous aurez à résoudre certains problèmes techniques posés par un matériel de haute gamme en constante évolution.
Votre activité basée en Région Parisienne vous amènera à faire de courts déplacements en Province et en Europe.
Merci de prendre contact avec notre Conseil par Tél. 227.88.84 du mercredi 25 au vendredi 27 ou d'envoyer C.V., photo et prétentions à H. LAROQUE 34, rue de Constantinople - 75008 PARIS

ingénieur de haut niveau

susceptible d'assister le Directeur de l'organisation et de l'informatique.

SON RÔLE :
— il participe à la définition du programme d'activité de la direction,
— il se voit confier des missions d'études et de contrôle,
— il suit l'activité de l'exploitation et du système,
— il est un élément actif du développement de l'informatique de l'Établissement.

Créé initialement dans une optique fonctionnelle, le poste peut évoluer vers une position hiérarchique.

SON PROFIL :
— Ingénieur grande école, possédant une formation de gestion pouvant témoigner d'une expérience informatique ou bureautique de 4 à 5 ans minimum, à la fois généraliste, technicien et homme de résultats.
— La personnalité du candidat sera l'élément déterminant de notre choix.

Envoyer lettre C.V. et prétentions s / réf. 8906 à
PIERRE LICHOU S.A. - BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02
qui transmettra.

**CHARGE D'ETUDES
INFORMATIQUES**

30 ans minimum.
Formation supérieure en agriculture ou en gestion-organisation avec spécialisation en informatique (macro).

Expérience :
— analyse, conception et réalisation de systèmes informatiques, plus ou moins complexes
— coopération P.V.D.,
— audit gestion-organisation,
— projets agricoles en milieu paysan.

Expérience spécifique informatique :
— programmation BASIC et FORTRAN,
— système d'exploitation : MS / DOS et CPM / 86,
— micro IBM (APPLE souhaité),
— bases de données de type relationnel.

Le poste impliquera un rôle d'analyse, de conception, de maîtrise d'œuvre, d'animation et de relations avec l'extérieur.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 9251 à
VALENS CONSEIL, BP 399 - 75064 PARIS Cedex 02.

RECHERCHONS

**JEUNES MANAGERS
DES MÉDIAS**

(H.E.C., E.S.S.E.C., ÉCOLES DE COMMERCE)

Désirant s'investir sur des postes d'ingénierie financière, de gestion, production et de commercialisation des produits des industries de la communication, production T.V. et pour le câble, jeux vidéo, vidéodisque, dessin animé.

Envoyer C.V. + photo + prétentions à : Agence OCTET,
11, boulevard de Sébastopol, 75001 Paris.

**JEUNE CADRE
ADMINISTRATIF
SERVICE DU PERSONNEL**

De formation de base juridique, il sera chargé, après intégration progressive, d'assister un responsable dans la coordination d'application de procédures variées d'administration de personnel (paye informatique, applications quotidiennes de législation à niveaux divers...).

Rigoureux mais apte à animer une petite équipe, il aura impérativement le sens du contact et du dialogue à tous niveaux. Première expérience dans le domaine concerné appréciée mais non indispensable.

Lieu de travail : VAL-DE-MARNE (94)

Écrire avec C.V. photo et prétentions sous référence 97552 à
CONTEXTE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS cedex 01, qui transmettra.

**SOPAD
Nestlé.**

recherche des

**Chefs
de projets
informatiques**

Au sein du Service Informatique à Courbevoie, ils conduiront des projets dans le domaine de la gestion administrative et comptable.

Matériel : IBM 3083 EK, MVS - IMS TSO.

Une formation Ingénieur Grandes Ecoles, HEC ou ESSEC, et plusieurs années d'expérience en informatique grand système sont indispensables.

Une expérience de l'analyse fonctionnelle et des responsabilités au sein d'une équipe de développement est également nécessaire.

Envoyer avec C.V. à SOPAD, Direction du Personnel, 17 Quai Paul Doumer, 92411 Courbevoie Cedex.

OFFRES D'EMPLOIS

Ingénieur

Paris

Important groupe de l'industrie d'investissement industriel à caractère industriel et commercial.

Jeunes cadres

Important groupe de l'industrie d'investissement industriel à caractère industriel et commercial.

INGÉNIEUR

TECHNICO-COMMERCE

Important groupe de l'industrie d'investissement industriel à caractère industriel et commercial.

Société en expansion

(200 personnes)

RESPONSABLE D'ADMINISTRATION

Important groupe de l'industrie d'investissement industriel à caractère industriel et commercial.

ANALYSES

PROGRAMMEURS

BP III 38

مكازم الصحيل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ingénieurs analystes

Paris informatique.

Le centre de programmation de la Marine, dépendant du Ministère de la Défense, a une double mission d'expert en Systèmes informatiques spécifiques temps réel à dominante scientifique et technique destinés à la Marine et à l'industrie. Il recherche 2 ingénieurs pour les affecter à des programmes en cours et devenir par la suite chef de projet et diriger une équipe de 10 à 20 personnes.

Les candidats, diplômés d'une école d'ingénieurs ou au minimum licenciés en mathématiques, ont de préférence une première expérience dans le domaine des gros systèmes temps réel. Dans le cas contraire, leur formation sera facilitée par la Marine.

Le poste requiert une capacité d'assimilation des systèmes nouveaux pour eux, des qualités d'expression orale pour exposer un sujet et le sens des relations humaines. Il intéresse des candidats à fort potentiel appréciant les responsabilités, une activité autonome, passionnante, et le travail en équipe.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite sous la référence L118/M à H. Bouet, Sema-Selection: Centre Mera 16/18, rue Barthe 92126 MONTRouGE.

sema selection Paris Lille Lyon

Important groupe de Sociétés d'investissement immobilier à caractère industriel et commercial, recrute

jeunes cadres

Au sein de l'équipe admettant, ils assureront le suivi d'une partie du patrimoine (en location simple et crédit-bail) par les plans administratifs, financiers, juridiques et fiscaux (assurances, modifications de contrat, négociations de cession, de renouvellement de bail ou de rachat de crédit-bail, assemblées de locataires ou de copropriétaires, choix des syndics ou des gérants, rapports avec les mandataires, etc.). Les candidats seront diplômés d'études supérieures (Maîtrise en Droit, ESC ou équivalent) et posséderont une première expérience professionnelle de 2 ou 3 ans.

Adresser lettre manuscrite, Curriculum-Vitae, photo et prétentions à Madame ROBIN, 37, rue de Surène, 75008 Paris.

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

La filiale d'un important groupe industriel

recherche pour le département « Composants électroniques » de l'une de ses unités de production (200 personnes)

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Pour succéder au responsable du service commercial et marketing.

Il devra avoir le sens des contacts humains et il devra apprécier le travail en équipe.

Ce poste nécessite de fréquents déplacements en France et dans les pays de la C.E.E. Il devra donc être très disponible.

Ce poste sera confié à un diplômé E.N.S.A.M., I.C.A.M., E.C.A.M. ayant déjà occupé un poste similaire.

L'anglais est indispensable, l'allemand est souhaité.

Lieu de travail : la proche banlieue de Paris.

Si vous estimez avoir le profil correspondant à ce poste veuillez transmettre votre dossier de candidature (C.V. et photo) sous n° T 066.921 M, REGIE-PRESSE 7, rue de Montessuy, PARIS-7.

Société en expansion (200 personnes)

recherche RESPONSABLE DE L'ADMINISTRATION INTERNE

RATTACHÉ AU DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET DU PERSONNEL

Il aura en charge :

- L'organisation fonctionnelle des services généraux (personnel) et le bon fonctionnement matériel des établissements de la société (travaux, réparation, entretien, courses, courrier, archives...);
- La gestion et le suivi des commandes centralisées (matériel, fournitures, abonnements...), les relations avec les fournisseurs et prestataires extérieurs;
- La préparation et le suivi des budgets et provisions relatifs aux investissements à réaliser ou aux dépenses courantes (loyer, E.D.F., P.T.T...) ainsi que le contrôle permanent des coûts de fonctionnement.

Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 35 ans environ, de formation supérieure et ayant acquis une expérience de la fonction au sein d'une P.M.E. ou d'une société de services.

Dans un environnement dynamique et motivant il devra faire preuve de qualités de rigueur et d'organisation associées à un sens réel de la communication.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous n° T 066.968 M, REGIE-PRESSE 7, rue de Montessuy, PARIS-7.

DDD 78, CHAMPS-ÉLYSÉES ANALYSTES PROGRAMMEURS expérimentés GAP III 38 Tél. : 359-17-85, p. 672.

INGÉNIEUR INFORMATIEN pour conception de logiciel URGENT - 784-74-52.

INGÉNIEUR MANAGER INFORMATIEN expérimenté en télécommunication URGENT - 784-74-52.

SERIA

Société d'Etudes et de Réalisations en Informatique et Télécommunications Appliquées recherche pour la Région parisienne

ingénieurs logiciels

(M.F. : 84-21 A)

Vous possédez 2 à 5 ans d'expérience dans le domaine du Temps Réel et vous désirez vous intégrer dans des équipes dynamiques pour développer des logiciels de base ou de télécommunication (connaissance micro-processeur Z80, INTEL, MOTOROLA... appréciée), afin de mettre en application vos connaissances dans le cadre de projets motivants liés aux architectures : VIDEOTEX, ARCHITEL, TELETEX, OSA...

Votre candidature (lettre manuscrite + C.V. et photo récente) sera adressée à

SERIA

11 rue Bailly - 92200 Neuilly sur Seine

à l'attention de Monique JERPHANION

Notre groupe de construction et de promotion continue son développement.

Il recherche un RESPONSABLE COMMERCIAL

(adjoint au chef de service des ventes, sérieux, dynamique, ayant le goût de la vente, en vue de prendre la responsabilité du secteur Ouest de la région parisienne afin de commercialiser plusieurs programmes d'appartements neufs.

Haute rémunération et avantages sociaux relatifs pour homme ou femme ayant réellement l'état d'un très bon vendeur et organisateur.

Tél. ou écrire à C.I.S. 8, av. Maitland, 75008 PARIS, 235-08-82.

BUREAU D'ETUDES

recherche

JEUNE INGÉNIEUR

pour l'agence commerciale SUORA-ETACA ou équivalent. Ligne au 1^{er} septembre. Ecrire sous le n° T 066.926 M

REGIE-PRESSE

7, rue de Montessuy, Paris-7.

1^{er} fabricant français d'équipements pour l'automobile - En 1983 : CA : 9 milliards F dont 44 % réalisés à l'étranger Effectif : 27.000 personnes.

Finances et Trésorerie internationales chez Valeo

A la tête d'une équipe de 6 personnes, vous serez chargé d'assurer le financement de la société mère, ainsi que de mettre en place les montages financiers internationaux nécessaires au développement du groupe.

Une formation de type HEC, ESSEC, ESCP... complétée par une expérience similaire de 10 ans au sein d'une multinationale ou d'une banque à vocation mondiale vous ont permis de maîtriser la parfaite connaissance des différents modes de financement du marché international.

Bilingue anglais, vos connaissances en espagnol ou en portugais vous seront nécessaires pour assurer la coordination et le suivi financier de Valeo en Amérique du Sud.

Nous offrons pour ce poste de haut niveau basé à Paris de réelles perspectives d'évolution au sein du groupe. Merci d'adresser votre candidature sous référence FT/M à Valeo Recrutement 1 et C-43, rue Bayen 75017 PARIS.

1^{er} fabricant français d'équipements pour l'automobile - En 1983 : CA : 9 milliards F dont 44 % réalisés à l'étranger Effectif : 27.000 personnes.

Valeo

L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

1^{er} GROUPE FRANÇAIS D'ASSURANCES

Vous qui avez obtenu un S.A.G. (Société d'Assurance Générale) prolongé par 1 ou 2 années d'expérience professionnelle, que vous soyez D.C.M. et qui êtes intéressés par l'INFORMATIQUE,

par les ORDINATEURS et les RÉSEAUX DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

les plus puissants : L'U.A.P. VOUS OFFRE LES MOYENS DE VOTRE FORMATION ET UN EMPLOI

Pour obtenir les modalités de votre inscription, env. C.V. à U.A.P. : Mme SEBASTIEN, 20 ter, rue de Bercy, 75011 COURBOVOIE Cedex.

Jeune fille allemande parlant français et allemand cherche place dans une famille (si possible avec enfant). Ecrire sous le n° 232.458 M REGIE-PRESSE 7, rue de Montessuy, Paris-7.

Ing. français cherche direction filiale italienne de préférence dans le domaine des biens de consommation, vente et management. Ecr. s/n 3.787 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

formation professionnelle

BTS en 2 ans

- Informatique.
- Comptabilité gestion.
- Action commerciale.
- Secrétariat de direction.

M. LOURET - 146, rue de Charonne 75011 PARIS - Tél. : 373.80.06

NTS Etablissement d'enseignement technique supérieur privé

secrétaires secrétaires secrétaires

Le C.E.C.A.M. (Centre Européen de Calcul Atomique et Moléculaire) recrute sur poste CNRS

UN SECRÉTAIRE

Anglais parlé et écrit couramment, traitement de texte, BAC eslet, 5^{ème} sc. au C.E.C.A.M. Bât. 506, 21405 ORSAY Cedex. Téléphone : 941-82-50. Poste 33-37 ou 33-27.

villégiature

LOCATIONS SAISONNIÈRES CANNES (06), 5 km de la mer STUDIO chr., 2^{ème} sc., sur jard., terr., sal. de bain, cuisine équipée pour deux personnes. Sept. 3 500 F oct. 2 500 F Tél. : 322-99-78 (9 h à 15 h)

PÉRIGORD NOIR pour août, très agréable maison campagne, verdure, calme, vue, 4/5 personnes, 6.000 F. Téléphone : 236-79-36 H. B.

La secrétaire de son directeur général

Tout en assurant les tâches d'un secrétariat de haut niveau (parfaite sténodactylo et rompu au traitement de texte) elle sera désireuse de s'intégrer dans une structure en expansion, et ses grandes capacités de communication lui permettront d'assurer l'interface de la Direction tant avec les entités du groupe que vis à vis de l'extérieur.

LE PROFIL SOUHAITE : diplômée BTS, 5 ans d'expérience minimum, anglais apprécié, grande disponibilité, esprit d'initiative.

Adresser lettre manuscrite + CV + prétentions sous référence 1696M à SOURCES 16 rue J.J. Rousseau - 75001 Paris, qui transmettra.

Société de Conseil en Publicité

ASSISTANTE s'occupe des chiffres et n'a pas peur de la frappe (disponibilité immédiate) Ecr. C.V. + photo à M. VESIN DOR COMECON 8, rue de Bercy 75011 PARIS

Association gestionnaire de Foyers d'Hébergement pour travailleurs immigrés recherche pour région parisienne.

GESTIONN. ANIMATEURS DE FOYERS

Logem. de fonction, sur foyer d'immigrés, confortables. Env. lettre manuscrite, C.V. et photo récente à M. J. L. 2, rue de la République, 75010 Paris qui transmettra.

DEMANDES D'EMPLOIS

J. f. 26 ans, licenciée psychologie et 1^{er} degré de psychologie, cherche emploi dans le domaine de la psychologie. Ecr. s/n 3.775 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Secrét. anglaise, 21 ans, connaît le franc, l'anglais, l'espagnol, ch. trav. de la part de la France. S'adr. à : 18 Thornton Drive, Bolton BL1 7RE, Angleterre.

J. h. 26 ans chargé de relations publiques exp. prof. formation Institut sup. nat. pub. ISEIP licence lettres ch. emploi poste similaire. Ecrire sous le n° 232-99-54, p. 488, M. Talbot.

CAIRE DE DIRECTION

Formation française compte, commerciale ESCP, 54 ans, profil esprit jeune dynamique, sens contact responsable, langue anglaise anglaise aussi, dom. man. variés product. press. rompu commerce, circulation. Pratique allant jusqu'à gérer RECHERCHE POSTE. Ecrire sous le n° 232-99-54, p. 488, M. Talbot.

Jeune femme diplômée de l'enseignement supérieur cherche emploi dans le domaine de la psychologie. Ecr. s/n 3.775 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

J. f. 37 ans, Gde expér. relat. publ. angl. et esp. court libre voy. ch. poste similaire. Ecr. s/n 3.775 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Prof. 38 ans, maîtrise d'allemand (Bachelier) dipl. traduct. techn. (angl., allem.). Univers. de Bayreuth 10 ans exp. dans univers. RFA ch. poste prof. d'allemand ou de français juré, et ch. de cours. Ecr. s/n 3.775 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

COMMERCE INTERNATIONAL H. 40 ans. Allem. en France depuis 10 ans. biling. franc/angl. formation commerciale, exp. ventes v. adm. dans industries, banque, transp. intern. cherche activité indépendante. Ecr. s/n 3.775 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Jeune femme diplômée de l'enseignement supérieur cherche emploi dans le domaine de la psychologie. Ecr. s/n 3.775 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Ing. français cherche direction filiale italienne de préférence dans le domaine des biens de consommation, vente et management. Ecr. s/n 3.787 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

ITALIE

Ing. français cherche direction filiale italienne de préférence dans le domaine des biens de consommation, vente et management. Ecr. s/n 3.787 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

appartements achats

Jean FRILLADE, 84, av. de la Montagne-Piquet, 18^{ème} arr. Paris 75017. Tél. : 555-00-75. Palais de la Ville, 18^{ème} arr. Paris 75017. Tél. : 555-00-75.

locations non meublées offres

Paris

LES PARTICULIERS ont des LOGEMENTS A LOUER. Nombreuses LOCATIONS garanties disponibles. OFFRES DES LOGEMENTS. Téléphone : 236-55-44.

504-56-29 24 heures CHAQUE JOUR l'Association française des propriétaires Paris-14-de-France, 3, r. de Montessuy, 10^{ème} arr. Paris 75017. Tél. : 555-00-75.

APRÈS 2 à 6 PIÈCES et VILLAS. Prix raisonnables.

locations non meublées demandes

Paris

Pour cadres supérieurs et personnel mutuel importante STE FRANÇAISE PÉTROLE rec. divers apparts 2 à 6 P. et VILLAS. PARIS BAULEU. 505-37-00 DIRECT.

PROPRIÉTAIRES LOUEZ

remplacement et sans frais C.L.P. 807-83-03.

Région parisienne

Estate cherche pour CADRES villas très bien. Loyer garanti. 888-89-86 - 283-57-02.

PARTICULIER CHERCHE F3 REGION SAINT-GERMAIN (78) EN LOCATION MAXI 3.500 F. C.C. COMPRISE POUR FIN SEPTEMBRE 1984. Tél. APRÈS 19 H. 058-21-23.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer l'adresse sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publicité » ou d'une agence.

L'immobilier

appartements ventes

5^{ème} arrdt

NEUF JARDIN PLANTES 1 et 2, RUE POLIVEAU, CONSTRUCTION GD LUXE. Livraison immédiate 3, 4, 5 P. et DUPLEX. Vis. 10 jours 14-19 h. sans rendez-vous et dimanche.

VUE EXCEPTIONNELLE SEINE ET N-DAME Studio pied-à-terre, 340.000. Visites mardi de 14 à 17 h. 1, RUE DES GRANDS-DEGRÉS.

6^{ème} arrdt 105 m² PROX. SEINE. plus magnifique. 703-32-31.

7^{ème} arrdt TOURVILLE 180 m². Société Carrière. 703-32-44.

9^{ème} arrdt MAUBEUGE, gd liv. 2 ch. + 2 bain, chif. centr. 78 m². 650.000. Pptaire. Téléphone : 225-46-82.

13^{ème} arrdt TOLBIAC 2 P. CONFORT. REFAIT NEUF. IMM. PARLE. 235.000 F - 528-99-04.

20^{ème} arrdt PELLESFORT Le Haut-Mont. stand, 4 P., 120 m². VUE IMPRÉNABLE. Tél. : 524-03-37.

GAMBETTA 2 P. 11 conts. 280.000 F. Pptaire : 225-46-02.

92 Hauts-de-Seine

Part. vend charmant studio neuf, immeuble ancien rénové. Situé devant RER Nanterre-Vill. 135.000 F. Tél. : 293-36-71.

Part. vd charmant stud. neuf, imm. ancien rénové. Situé der. REP Nanterre-Vill. 135.000 F. Tél. : 293-36-71.

Chaque jour dans cette rubrique Vous trouverez peut-être L'APPARTEMENT que vous recherchez

appartements achats

Jean FRILLADE, 84, av. de la Montagne-Piquet, 18^{ème} arr. Paris 75017. Tél. : 555-00-75. Palais de la Ville, 18^{ème} arr. Paris 75017. Tél. : 555-00-75.

locations non meublées offres

Paris

LES PARTICULIERS ont des LOGEMENTS A LOUER. Nombreuses LOCATIONS garanties disponibles. OFFRES DES LOGEMENTS. Téléphone : 236-55-44.

504-56-29 24 heures CHAQUE JOUR l'Association française des propriétaires Paris-14-de-France, 3, r. de Montessuy, 10^{ème} arr. Paris 75017. Tél. : 555-00-75.

APRÈS 2 à 6 PIÈCES et VILLAS. Prix raisonnables.

locations non meublées demandes

Paris

Pour cadres supérieurs et personnel mutuel importante STE FRANÇAISE PÉTROLE rec. divers apparts 2 à 6 P. et VILLAS. PARIS BAULEU. 505-37-00 DIRECT.

PROPRIÉTAIRES LOUEZ

remplacement et sans frais C.L.P. 807-83-03.

Région parisienne

Estate cherche pour CADRES villas très bien. Loyer garanti. 888-89-86 - 283-57-02.

PARTICULIER CHERCHE F3 REGION SAINT-GERMAIN (78) EN LOCATION MAXI 3.500 F. C.C. COMPRISE POUR FIN SEPTEMBRE 1984. Tél. APRÈS 19 H. 058-21-23.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer l'adresse sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit de « Monde Publicité » ou d'une agence.

locations meublées demandes

Paris

EMBASSY-SERVICE 8, av. Montparnasse, 75006 PARIS APPARTEMENTS STANDING UNIFORMEMENT. 362-78-99.

SERVICE AMBASSADE Pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Sncs ou Ambassade. 285-11-08.

URGENT SAUDOUN ch. GPD APPT MEUBLÉ, min. mun 4 gdes chbres à coucher + salon et 1^{er} mang. Auct. Téléphone : 720-08-38.

bureaux

Locations

ARTISAN 100 F R.C. 180 F Constitution SARL 2.000 F. S.D.M. 21, rue Fédemo (12^{ème}) 340-24-54, 8, Faubourg-Poissonnière, 9^{ème}-10^{ème}.

PARIS-ÉTOILE BUREAUX MEUBLÉS Secrétaire, tél. Tél. (1) 727-15-08.

CHAMPS-ÉLYSÉES Bureaux équipés avec services ou votre cadre social, Tél. rétel, secrétaire, salles de réunion avec vidéo, bar, etc. L'oe. courte ou longue durée. ACTE. 562-66-00.

Votre adresse commerciale au SIEGE SOCIAL

Local, bureaux, secrét. stes CONSTITUTION STES et CRÉAT. TTES ENTREPRISES ASPAC S.A. 283-60-50.

VOTRE SIEGE SOCIAL R.C. 180 F. S.A.R.L. 180 F. Constitution rapide de 846 G.S.M.P., 54, rue Crémier, 13^{ème} arr. 1807-92-00.

VOTRE SIEGE SOCIAL DOMICILIATIONS S.A.R.L. - R.C. - R.M. Constitution de Société Domiciliations et tous services Permanence téléphonique 355-17-50.

DOMICILIATION 10^{ème} CHAMPS-ÉLYSÉES 140 à 340 F PAR MOIS CIBES - 723-82-10.

RUE SUGER DANS HOTEL PARTICULIER 100 m² res-de-ch. + 60 m² ssol arret. 150.000 F. ch. comp. EMBASSY - 562-62-14.

villas

A VENDRE PROVENCE 1 H 30 LYON, 10 km sortie autoroute, maison style local, grand living, cheminée, 3 chambres sont une en mezzanine, cuisine équipée, bain, w.c., sépère, téléphone, grand pendentif. Terrain grand closé 2.500 m² closé. Tél. su (78) 66-10-93, préférence à partir de 18 heures.

propriétés

A vendre, libre de petite ville de Touraine 30 km de Bourgueil, belle maison neu

ÉTÉ

Histoire d'Amour par konyk

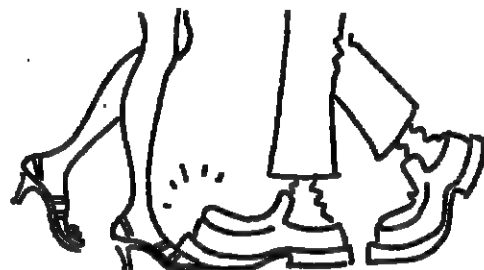
J'AVAIS UNE
BONNE TÊTE.



.. ET BON
AMANT.



JE DANSAIS MAL.



ELLE A FAIT
SES COMPTES...

J'ÉTAIS UN PEU
ARTISTE.



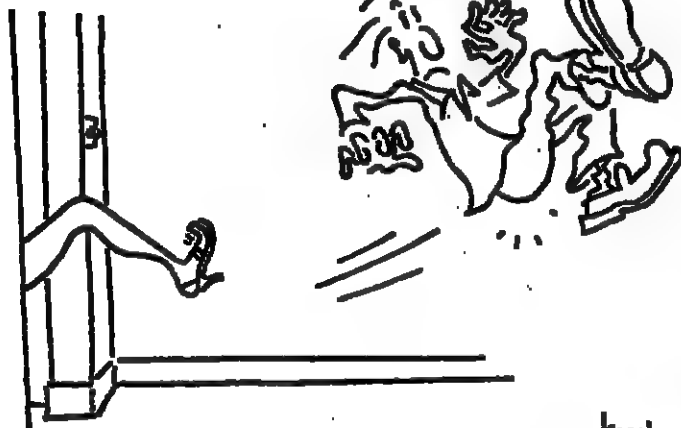
MAIS : JE PERDAIS
UN PEU MES CHEVEUX.



J'ÉTAIS SOUVENT
MÉLANCOLIQUE.



.. ELLE M'A
LICENCIÉ



J'ÉTAIS TENDRE..



JE N'AIMAIS PAS
SORTIR.



Résumé. — La vie de célibataire qui s'est en-
tallée avec ses bons côtés, si l'on peut dire,
n'empêchait pas notre héros de chercher les
raisons de l'échec du couple. Un couple si uni
autrefois.

MODE

CINQ JOURS EN HAUTE COUTURE

Le retour de la fête

Est-ce dû au succès fulgurant
d'Alida au stade de Berzy ? Les
présentations des collections
d'été des couturiers parisiens
qui commencent aujourd'hui
jouent les ensembles de gala à
grandes manches, très égayés de
l'Opéra.

Parmi eux, un homme venu du
froid : Jean Voigt de Copenha-
gue, la cinquantaine blonde, cou-
turier, costumier et peintre, qui
vient de s'installer faubourg
Saint-Honoré. Il maîtrise avec
bonheur le cuir et la fourrure en
ensembles-pantalons superposés
et plissés de belles robes du soir,
un rien Pointel, en gaze métallisée
ou bordées de velours noir.

Brandebourgs à la hussarde,
médailles en strass, galons
dorés, rien ne manque à la
pseudo-femme sous les dra-
peaux habillée par Torrence à la
française, en drap bicolore à bou-
tons dorés, sous des capes
rondes ou des ponchos au carré.
De jolies robes à danser de dan-
telle or et tulle noir scintillent
entre mollets et chevilles, à co-
rage ajusté et grande jupe. On
peut leur préférer les casques
larmés et les culottes de panne
vive, blouses séduisantes et
super-cardigans brodés.

Carven, de retour du Triangle
d'or, nous rapporte une sil-
houette à la fois structurée et
provocante, de tailleurs et de
robes à la bimane : la taille
rapide sous des effets drapés,
jupes portatiles moulant les
hanches, fendues haut sur le

jambe. Cette ligne prévaut même
pour la mariée, tandis que les
saris de mousseline pavot
rebrodés d'or ou de perles tou-
billonnent en mouvements
drapés.

André Courrèges mise sur les
contrastes de gris et de brun, de
rouge et de jaune vif et noir en
ensembles souples à taille ma-
quée et jupes couvrant le genou.
De grandes manches rouges
donnent une légèreté aérienne à
des manteaux noirs assez stricts
et aux robes structurées, tandis
que les décolletés variés dé-
notent la chute des reins.

Gérard Pipart, chez Nina Ricci,
brode sur plusieurs thèmes dans
un style long et fluide où les tai-
leurs de tweed à blazers
s'ouvrent sur des cardigans
épaissement paillés. De beaux
ensembles de cuir ornés de pes-
sementaires courent le long du
corps en velours bronze ou vio-
lette. Ces modèles épauleés se
couvrent de houppelandes et de
capes longues ou bien de pale-
tos, voire de comptesses four-
nues à la chaville, comme cette
toute noire ornée de zébrures.

Le chandail revient pour le soir
en casques paillés multico-
lores à taille légèrement réhaussée
sous de grandes jupes au
mollet. La mariée, très originale,
est en tailleur de soie façonnée
sous un manteau blanc brodé de
guipures d'or, coiffée d'une
touque de renard blanc.

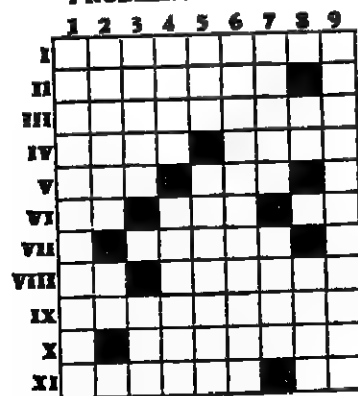
N. MONT-SERVAN.



NINA RICCI :
collection de soirée
à taille féminine
à poches plissées
sur jupe portefeuille
de tulle gris.
Dessin de Gérard Pipart.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3759



HORIZONTALEMENT

I. Travaux qui exigent au départ
une bonne concentration. —
II. Mauvaise « passe ». — III. Elle
est parfois dure, mais c'est la loi. —
IV. Tiré de l'embarras. Union qui
fait la force. — V. Donne lieu à une
entrevue qui se termine mal. Une
victime du devoir. — VI. Voie sur
berge. Collection de timbres. C'est
l'âge heureux. — VII. Donne de
belles descentes de lit en Irak. —
VIII. Prend de la bouteille ou ne
vieillit pas. Fis donc attention à la
marche. — IX. Prennent donc la
mouche. — X. Est consécutive à une

certaine sagesse ou à une certaine
dissipation. — XI. Résidence surveil-
lée. Double croche.

VERTICALEMENT

I. Femme d'un jour. — 2. D'un
naturel inoffensif. Lettres des
postes. — 3. Donne du fil à retordre.
Partent d'Orly et se retrouvent à
Roissy. — 4. Partie du globe. « Cos-
tument » beaucoup d'eau. — 5. Ne
fait pas partie des collections rares.
Accueilli avec le plus grand sérieux
ou par des éclats de rires. — 6.
Coupe donc le foie. — 7. On ré-
pète lorsqu'elle part de la caisse. Jar-
din « suspendu ». — 8. Possessif.
Voie de dérapement. — 9. S'ils sont
toujours prêts à l'action, ils sont
néanmoins ouverts au dialogue.

Solution du problème n° 3758

Horizontalement

I. Abat-jour. Avoine. — II. Mar-
monettiers. — III. Os. El. Jule. —
IV. Usuriers. Io. — V. Ris-
sole. Poche. — VI. En. Tuf. Os. —
VII. Tonicardiques. — VIII. Tin.
Uno. SS. — IX. Er. Ordinateur. —
X. Servi. Doseur. Mn. — XI. Soie-
rie. Rhéus. — XII. OP. Feu. —
Tém. — XIII. Antan. Damera. —
XIV. Puéril. Ta. Eude. — XV. Tire-
bouchons. Es.

Verticalement

1. Amourettes. Rapt. — 2. Bassi-
noires. Nui. — 3. Ar. Us. NN. Roo-
ter. — 4. Tiers. Ovipare. — 5. Joliet-
Curie. Nib. — 6. On. Elnard. RF. —
Lô. — 7. Un. Refroidie. — 8. Reis.
Noeud. — 9. Tu. Prises. Ath. —
10. Atlas. Aster. Mno. — 11. Via.
Coq. Euh! — 12. Os. Choe. Urthres. —
13. Ine. EOR. Sean. — 14. Ne.
Inés. Mun. Dô. — 15. Escot. Ton-
sures.

GUY BROUTY.

LOTO		TRUCHE DU JOUR	
21 JUILLET 1984		21 JUILLET 1984	
14 22 25 44 45 46 47		14 22 25 44 45 46 47	
PROCHAINES TIRAGES : 28 JUILLET 29 JUILLET 30 JUILLET		PROCHAINES TIRAGES : 28 JUILLET 29 JUILLET 30 JUILLET	
VALABLE JUSQU'AU 31 JUILLET 1984		VALABLE JUSQU'AU 31 JUILLET 1984	
ATTENTION : CHERCHER LE 21		ATTENTION : CHERCHER LE 21	
SUPER BONUS DE JUILLET		SUPER BONUS DE JUILLET	
NOMME DE		NOMME DE	
SUPPORT POUR BILLET		SUPPORT POUR BILLET	
CHANGEMENT POUR 1 F		CHANGEMENT POUR 1 F	
4 BONS 100 F	215 340,00 F	4 BONS 100 F	215 340,00 F
5 BONS 100 F	10 465,00 F	5 BONS 100 F	10 465,00 F
6 BONS 100 F	155,00 F	6 BONS 100 F	155,00 F
7 BONS 100 F	10,00 F	7 BONS 100 F	10,00 F
8 BONS 100 F	10,00 F	8 BONS 100 F	10,00 F
BILLET 1 F 100 F 100 F		BILLET 1 F 100 F 100 F	
10 F x 2 = 20 F		10 F x 2 = 20 F	

PARIS EN VISITES

MERCREDI 25 JUILLET

« Paris au siècle des Lumières : Diderot et Sade emprisonnés au château de Vincennes », 14 h 30, entrée du château, M^{me} Bachelier.
« L'architecture gothique à Notre-Dame », 15 heures, portail central, M^{me} Collin.
« De l'hôtel de Sully à la place des Vosges », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M^{me} Orvald.
« Saint-Séverin », 15 heures, façade de l'église, M^{me} Saint-Girons (Caisse nationale des monuments historiques).
« Les salons de l'Hôtel-de-Ville », 14 h 30, 29, rue de Rivoli (Arcen).
« L'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
« Curiosités et souterrains de la montagne Sainte-Geneviève », 15 heures, métro Cardinal-Lemoine (P.-Y. Jadin).
« Le mystère du cimetière Sainte-Marguerite », 15 heures, 36, rue Saint-Bernard.
« Le musée du Jeu de paume », 15 h 30 (Paris et son histoire).
« Hôtels du Marais », 14 h 30, métro Rambuteau (Résurrection du passé).
« Le Sénat, palais du Luxembourg », 14 h 30, rue de Vaugirard (M^{me} Roman).
« Le Sénat, palais du Luxembourg », 14 h 30, rue de Vaugirard (M^{me} Roman).



Le Monde
dossiers et documents

LE CINÉMA EN FRANCE

Le public : la star, c'est le rire — Dernière l'écran, une industrie — Truisme et artisans — Le rôle de l'Etat : stimuler plus que gérer — Ciné et télé complices et rivaux — Créateurs et étoiles — Voir et promouvoir : critiques et festivals — Les métiers du cinéma.

DESSINS DE PLANTU ET DE CARLOS BRITTO

JUILLET-AOÛT 1984

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 5,50 F

INFORMAT

MÉTÉOROLOGIE



Prévisions probables du temps en France
entre le lundi 23 juillet à 0 heures et le
mardi 24 juillet à 0 heures.

De bonnes pluies sur l'Aquitaine,
de faibles pluies sur le sud-ouest et
sur le sud-est. Sur le reste de la France,
des pluies intermittentes, parfois
abondantes. La température sera
entre 15 et 20 degrés.

Sur le littoral normand et de la
Normandie, des pluies et du vent.
Sur le littoral méditerranéen et du
sud-est, des pluies et du vent.
Sur le littoral atlantique, des pluies
et du vent.

Sur le littoral de la Manche, des pluies
et du vent. Sur le littoral de la
Normandie, des pluies et du vent.
Sur le littoral de la Bretagne, des pluies
et du vent.

Sur le littoral de la Vendée, des pluies
et du vent. Sur le littoral de la
Normandie, des pluies et du vent.
Sur le littoral de la Bretagne, des pluies
et du vent.

Sur le littoral de la Loire, des pluies
et du vent. Sur le littoral de la
Normandie, des pluies et du vent.
Sur le littoral de la Bretagne, des pluies
et du vent.

Sur le littoral de la Gironde, des pluies
et du vent. Sur le littoral de la
Normandie, des pluies et du vent.
Sur le littoral de la Bretagne, des pluies
et du vent.

Sur le littoral de la Dordogne, des pluies
et du vent. Sur le littoral de la
Normandie, des pluies et du vent.
Sur le littoral de la Bretagne, des pluies
et du vent.

Sur le littoral de la Lot-et-Garonne, des pluies
et du vent. Sur le littoral de la
Normandie, des pluies et du vent.
Sur le littoral de la Bretagne, des pluies
et du vent.

Sur le littoral de la Tarn-et-Garonne, des pluies
et du vent. Sur le littoral de la
Normandie, des pluies et du vent.
Sur le littoral de la Bretagne, des pluies
et du vent.

Sur le littoral de la Haute-Garonne, des pluies
et du vent. Sur le littoral de la
Normandie, des pluies et du vent.
Sur le littoral de la Bretagne, des pluies
et du vent.

Sur le littoral de la Gers, des pluies
et du vent. Sur le littoral de la
Normandie, des pluies et du vent.
Sur le littoral de la Bretagne, des pluies
et du vent.

Sur le littoral de la Lot, des pluies
et du vent. Sur le littoral de la
Normandie, des pluies et du vent.
Sur le littoral de la Bretagne, des pluies
et du vent.

Sur le littoral de la Tarn, des pluies
et du vent. Sur le littoral de la
Normandie, des pluies et du vent.
Sur le littoral de la Bretagne, des pluies
et du vent.

Sur le littoral de la Haute-Tarn, des pluies
et du vent. Sur le littoral de la
Normandie, des pluies et du vent.
Sur le littoral de la Bretagne, des pluies
et du vent.

Sur le littoral de la Lot-et-Tarn, des pluies
et du vent. Sur le littoral de la
Normandie, des pluies et du vent.
Sur le littoral de la Bretagne, des pluies
et du vent.

Sur le littoral de la Tarn-et-Pyrénées, des pluies
et du vent. Sur le littoral de la
Normandie, des pluies et du vent.
Sur le littoral de la Bretagne, des pluies
et du vent.

Sur le littoral de la Haute-Pyrénées, des pluies
et du vent. Sur le littoral de la
Normandie, des pluies et du vent.
Sur le littoral de la Bretagne, des pluies
et du vent.

Sur le littoral de la Gers-Pyrénées, des pluies
et du vent. Sur le littoral de la
Normandie, des pluies et du vent.
Sur le littoral de la Bretagne, des pluies
et du vent.

Sur le littoral de la Haute-Gers, des pluies
et du vent. Sur le littoral de la
Normandie, des pluies et du vent.
Sur le littoral de la Bretagne, des pluies
et du vent.

Sur le littoral de la Lot-Pyrénées, des pluies
et du vent. Sur le littoral de la
Normandie, des pluies et du vent.
Sur le littoral de la Bretagne, des pluies
et du vent.

Sur le littoral de la Tarn-Pyrénées, des pluies
et du vent. Sur le littoral de la
Normandie, des pluies et du vent.
Sur le littoral de la Bretagne, des pluies
et du vent.

Sur le littoral de la Haute-Tarn-Pyrénées, des pluies
et du vent. Sur le littoral de la
Normandie, des pluies et du vent.
Sur le littoral de la Bretagne, des pluies
et du vent.

Sur le littoral de la Lot-et-Haute-Pyrénées, des pluies
et du vent. Sur le littoral de la
Normandie, des pluies et du vent.
Sur le littoral de la Bretagne, des pluies
et du vent.

Sur le littoral de la Tarn-et-Haute-Pyrénées, des pluies
et du vent. Sur le littoral de la
Normandie, des pluies et du vent.
Sur le littoral de la Bretagne, des pluies
et du vent.

Sur le littoral de la Haute-Tarn-et-Haute-Pyrénées, des pluies
et du vent. Sur le littoral de la
Normandie, des pluies et du vent.
Sur le littoral de la Bretagne, des pluies
et du vent.

Sur le littoral de la Lot-et-Haute-Tarn, des pluies
et du vent. Sur le littoral de la
Normandie, des pluies et du vent.
Sur le littoral de la Bretagne, des pluies
et du vent.

Sur le littoral de la Tarn-et-Haute-Lot, des pluies
et du vent. Sur le littoral de la
Normandie, des pluies et du vent.
Sur le littoral de la Bretagne, des pluies
et du vent.

INFORMATIONS « SERVICES »

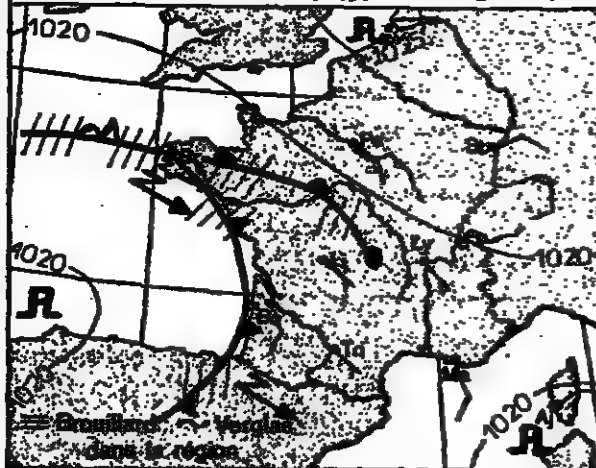
LE CARNET DU Monde

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 23-7-84 A 0 H GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 24-07-84 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 23 juillet à 0 heure et le mardi 24 juillet à 24 heures.

De basses valeurs sur l'Atlantique dirigent un flux de sud-ouest chaud et humide des Açores à l'ouest de la France. L'axe des hautes pressions des îles britanniques à l'Allemagne maintiendra de l'air sec sur nos régions du Nord et du Nord-Est.

Marée, de la Haute-Normandie et du Pas-de-Calais aux Vosges et au Jura, c'est du beau temps assolé et chaud. Au lever du jour, il fera 12 degrés à 13 degrés dans l'ouest, 15 degrés près de la Manche. En milieu d'après-midi, il fera 25 degrés à 30 degrés à l'ombre.

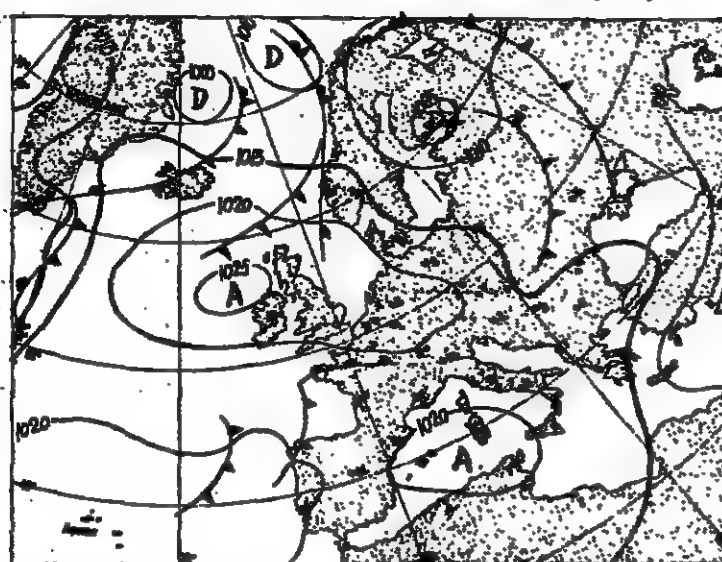
Sur les autres régions, le ciel sera souvent voilé. En début de journée, il fera même gris au sud de la Gironde et sur le littoral du golfe de Lion. Progressivement, il fera chaud et même lourd. Des orages isolés éclateront l'après-midi, plus particulièrement au voisinage du sud de la Bretagne, près des Pyrénées et du Massif-Central. Cette tendance orageuse se renforcera en fin de journée sur la façade atlantique.

Les températures évolueront entre 16 degrés et 20 degrés en début de journée. L'après-midi il fera 28 degrés à 32 degrés, plus de 35 degrés par places sur les régions méridionales.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer (côté à Paris, le 23 juillet à 8 heures, de 1021,2 millibars, soit 766 millibars de mercure).

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 23 juillet; le second le minimum de la nuit du 23 au 24 juillet): Ajaccio, 28 et 16 degrés; Biarritz, 26 et 19; Bordeaux, 32 et 16; Bourges,

PRÉVISIONS POUR LE 24 JUILLET A 0 HEURE (GMT)



30 et 17; Brest, 27 et 16; Caen, 28 et 15; Cherbourg, 25 et 15; Clermont-Ferrand, 32 et 15; Dijon, 28 et 15; Grenoble-St-M, 34 et 15; Grenoble-St-Germain, 32 et 17; Lille, 23 et 11; Lyon, 32 et 16; Marseille-Marignane, 28 et 19; Nancy, 26 et 13; Nantes, 30 et 16; Nice-Côte d'Azur, 26 et 20; Paris-Montparnasse, 28 et 16; Paris-Orly, 27 et 15; Pau, 32 et 18; Perpignan, 27 et 15; Rennes, 30 et 19; Strasbourg, 26 et 19; Toulon, 30 et 16; Toulouse, 35 et 18.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 31 et 22; Amsterdam, 18 et 10; Athènes, 32 et 21; Berlin, 18 et 13;

Rome, 19 et 6; Bruxelles, 20 et 11; Le Caire, 33 et 21; Les Canaries, 29 et 26; Copenhague, 19 et 11; Dakar, 29 et 25; Djakarta, 34 et 21; Genève, 33 et 15; Istanbul, 27 et 19; Jérusalem, 27 et 16; Lisbonne, 33 et 18; Londres, 26 et 14; Luxembourg, 24 et 11; Madrid, 36 et 18; Moscou, 24 et 13; Nairobi, 19 et 13; New-York, 24 et 21; Palma-de-Majorque, 36 et 18; Rio-de-Janeiro, 20 et 17; Rome, 26 et 17; Stockholm, 18 et 13; Téhéran, 41 et 26; Tunis, 37 et 19.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 21 juillet:

DES DÉCRETS

- Soumettant la société Entreprises-Vidéo-A2 au contrôle économique et financier de l'Etat.
- Portant publication de l'accord de coopération culturelle entre le gouvernement de la République

française et le gouvernement de la République démocratique allemande, signé à Berlin le 16 juin 1980, et de l'accord relatif au statut et aux modalités de fonctionnement des centres culturels institués par l'accord de coopération culturelle conclu entre eux, signé à Berlin le 16 juin 1980.

- Modifiant le décret du 12 mars 1973 et relatif à l'application du décret du 18 avril 1959 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions.

EN BREF

DOCUMENTATION

MÉTÈRES D'HOMMES POUR FEMMES. — Le Centre d'informations sur les innovations sociales (CIS) publie un document réalisé à la suite du séminaire organisé en mars dernier à Chambéry sur le thème « création d'emploi pour les femmes et la formation masculine ». Ce dossier réunit les analyses déployées lors du colloque et la fiche d'identité de chacune des expériences qui étaient représentées.

★ CIS, 142, rue de Bac, 75007 Paris. Tél. (1) 549-09-10. Document vendu par correspondance au prix de 100 F.

RELATIONS PRESSE, RELATIONS PUBLIQUES. — Le Guide des relations presse 1984 rassemble les noms et les coordonnées de près de 4 000 responsables des relations extérieures (relations presse, relations publiques)... dans les entreprises publiques et privées, les organismes et les associations, les organismes et les associations les plus divers. Classement par ordre alphabétique puis en 42 secteurs d'activité, index des personnes citées.

★ EDINOVE, 135, avenue de Wagram 75017 Paris. Tél. (1) 237.79.73 ou (1) 766.56.58, 392 p. 180 F plus 20 F de frais d'envoi.

INFORMATIQUE

LES CENT STAGES DE FRANCE. — Science et Vie micro présente dans son n° 7 une sélection de cent stages d'informatique, choisis selon l'âge, le niveau, les sports et les loisirs préférés.

★ Science et Vie micro, 5, rue de la Beaume 75008 Paris. Tél. : 563.01.02. 15 F.

● Portant organisation administrative et financière de la commission des marchés à terme de marchandises.

UN ARRÊTÉ

● Relatif à l'automatisation de fichiers des procurations.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 22 juillet:

DES DÉCRETS

- Portant création de la réserve naturelle du Mas-Larrie dans les Pyrénées-Orientales.
- Modifiant l'article R° 202-2 du Livre de procédures fiscales relatif à la procédure devant le tribunal de grande instance.
- Relatif à la prime en charge des dépenses d'aide ménagère à domicile et portant modification du décret du 5 juin 1984.
- Portant publication de l'accord du 31 mars 1981 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne portant contribution de la République fédérale d'Allemagne pour la fondation Entente franco-allemande.

Naissances

— Claude BONNET et Madeleine MIALON-BONNET ont la joie d'annoncer la naissance de

Jacques-Alexandre, le 11 juillet 1984.

32, rue Dumas, 75014 Paris.

— Jean-Philippe COTIS et Marguerite, née LÉON, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille,

Marianne, le 25 juin 1984.

27 bis, rue Mialle, 75015 Paris.

— Eric FISCHER et Françoise TOUBOL-FISCHER ont le bonheur d'annoncer la naissance de

Rebecca, le 10 juillet 1984.

3, rue Sextius-Michel, 75015 Paris.

— M. et M^{me} Jean ROCHARD ont la joie d'annoncer la naissance de

Abigail, le 19 juillet 1984.

52, rue Etienne-Marcel, 75002 Paris.

— Georgia et Philippe VINCENT ont la joie d'annoncer la naissance de

Aurélien, le 24, rue Modigliani, 75015 Paris.

Décès

— M^{me} Robert Basy, M^{me} Hélène Rousseau et ses enfants,

M^{me} Elisabeth de Cérval, le docteur et M^{me} François Basy et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur Robert BUSY, le 20 juillet 1984.

Les obsèques religieuses auront lieu le mardi 24 juillet, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy.

11, boulevard Delcort, 75016 Paris.

— Avignon.

M^{me} Abel Dardailhon, M^{me} Bernard Marchat et leurs enfants,

Le docteur et M^{me} Jean-Marie Gauthier et leurs enfants,

Les familles Dardailhon, Deves, Comis, Marchat et Derlon, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Abel DARDAILHON, ancien interne des hôpitaux de Lyon (promotion 1930).

Les obsèques religieuses ont été célébrées en l'église Saint-Agricol, à Avignon, le mercredi 18 juillet 1984.

— Avignon.

M^{me} et M^{me} Jean-Marie Andros (25); Chantal Barlier (52 ex.); Evelyne Beal, née Peracolo (23); Dominique Beguin, née Rollet (52 ex.); Nicolas Bergasse (24); Martine Beutouts (22); Caroline Blanchard (19); Jean Boulanger (15); Dominique Canard, née Chirpas-Cerbat (31); Sophie Cardec, née Dubé (3); Jean-Noël Chavlin (43 ex.); Jean-Marie Champosin (34); Armelle Chanzy (37 ex.); Jean-Luc Chanzy (9); Adèle Clamens (51); Sylvie Claret (39 ex.); Isabelle Cressat (27); Serge Deschamps (32); J.-Baptiste Dumas-M. Edw (30); Christine Dumoulin (47 ex.); Jean-Marie Dupret (1 ex.); Karine Eysmann (41 ex.); Pascal Faure (10); Michelle Ferioli (26); Brigitte Ferrère (51); Claude Geoffroy, née Perit (19 ex.); Jacques Guadet (28); Stéphane Guélee (4); Eric Krejci (8); Jean-Pierre Kroschger (35); Eric Le Jan (16 ex.); Philippe Le Prince (46); Sylvie Marcellet (48); Anne Maumont (16); Christiane Meyer (49 ex.); Olivier Mouty (47); Pierre Pomet (7); Didier Poursain (36); Maryvonne Riodeux, née Gerdolle (45); Jean-François Rodas (43 ex.); Richard rose (41 ex.); Jean-Marc Sautereau (33); Daniel Sauvard (14); Christine Saux (37 ex.); Véronique Sechet (39 ex.); Pierre Souffit (18); Patrick Struz (12); Dominique Thepot (11); Véronique Thor (1 ex.); Patrice Tournier (19 ex.); Didier Verweck (29); Anne Vigreux (8); Jean Walker (13).

— Avignon.

M^{me} et M^{me} Jean-Marie Andros (25); Chantal Barlier (52 ex.); Evelyne Beal, née Peracolo (23); Dominique Beguin, née Rollet (52 ex.); Nicolas Bergasse (24); Martine Beutouts (22); Caroline Blanchard (19); Jean Boulanger (15); Dominique Canard, née Chirpas-Cerbat (31); Sophie Cardec, née Dubé (3); Jean-Noël Chavlin (43 ex.); Jean-Marie Champosin (34); Armelle Chanzy (37 ex.); Jean-Luc Chanzy (9); Adèle Clamens (51); Sylvie Claret (39 ex.); Isabelle Cressat (27); Serge Deschamps (32); J.-Baptiste Dumas-M. Edw (30); Christine Dumoulin (47 ex.); Jean-Marie Dupret (1 ex.); Karine Eysmann (41 ex.); Pascal Faure (10); Michelle Ferioli (26); Brigitte Ferrère (51); Claude Geoffroy, née Perit (19 ex.); Jacques Guadet (28); Stéphane Guélee (4); Eric Krejci (8); Jean-Pierre Kroschger (35); Eric Le Jan (16 ex.); Philippe Le Prince (46); Sylvie Marcellet (48); Anne Maumont (16); Christiane Meyer (49 ex.); Olivier Mouty (47); Pierre Pomet (7); Didier Poursain (36); Maryvonne Riodeux, née Gerdolle (45); Jean-François Rodas (43 ex.); Richard rose (41 ex.); Jean-Marc Sautereau (33); Daniel Sauvard (14); Christine Saux (37 ex.); Véronique Sechet (39 ex.); Pierre Souffit (18); Patrick Struz (12); Dominique Thepot (11); Véronique Thor (1 ex.); Patrice Tournier (19 ex.); Didier Verweck (29); Anne Vigreux (8); Jean Walker (13).

— Avignon.

M^{me} et M^{me} Jean-Marie Andros (25); Chantal Barlier (52 ex.); Evelyne Beal, née Peracolo (23); Dominique Beguin, née Rollet (52 ex.); Nicolas Bergasse (24); Martine Beutouts (22); Caroline Blanchard (19); Jean Boulanger (15); Dominique Canard, née Chirpas-Cerbat (31); Sophie Cardec, née Dubé (3); Jean-Noël Chavlin (43 ex.); Jean-Marie Champosin (34); Armelle Chanzy (37 ex.); Jean-Luc Chanzy (9); Adèle Clamens (51); Sylvie Claret (39 ex.); Isabelle Cressat (27); Serge Deschamps (32); J.-Baptiste Dumas-M. Edw (30); Christine Dumoulin (47 ex.); Jean-Marie Dupret (1 ex.); Karine Eysmann (41 ex.); Pascal Faure (10); Michelle Ferioli (26); Brigitte Ferrère (51); Claude Geoffroy, née Perit (19 ex.); Jacques Guadet (28); Stéphane Guélee (4); Eric Krejci (8); Jean-Pierre Kroschger (35); Eric Le Jan (16 ex.); Philippe Le Prince (46); Sylvie Marcellet (48); Anne Maumont (16); Christiane Meyer (49 ex.); Olivier Mouty (47); Pierre Pomet (7); Didier Poursain (36); Maryvonne Riodeux, née Gerdolle (45); Jean-François Rodas (43 ex.); Richard rose (41 ex.); Jean-Marc Sautereau (33); Daniel Sauvard (14); Christine Saux (37 ex.); Véronique Sechet (39 ex.); Pierre Souffit (18); Patrick Struz (12); Dominique Thepot (11); Véronique Thor (1 ex.); Patrice Tournier (19 ex.); Didier Verweck (29); Anne Vigreux (8); Jean Walker (13).

— Avignon.

M^{me} et M^{me} Jean-Marie Andros (25); Chantal Barlier (52 ex.); Evelyne Beal, née Peracolo (23); Dominique Beguin, née Rollet (52 ex.); Nicolas Bergasse (24); Martine Beutouts (22); Caroline Blanchard (19); Jean Boulanger (15); Dominique Canard, née Chirpas-Cerbat (31); Sophie Cardec, née Dubé (3); Jean-Noël Chavlin (43 ex.); Jean-Marie Champosin (34); Armelle Chanzy (37 ex.); Jean-Luc Chanzy (9); Adèle Clamens (51); Sylvie Claret (39 ex.); Isabelle Cressat (27); Serge Deschamps (32); J.-Baptiste Dumas-M. Edw (30); Christine Dumoulin (47 ex.); Jean-Marie Dupret (1 ex.); Karine Eysmann (41 ex.); Pascal Faure (10); Michelle Ferioli (26); Brigitte Ferrère (51); Claude Geoffroy, née Perit (19 ex.); Jacques Guadet (28); Stéphane Guélee (4); Eric Krejci (8); Jean-Pierre Kroschger (35); Eric Le Jan (16 ex.); Philippe Le Prince (46); Sylvie Marcellet (48); Anne Maumont (16); Christiane Meyer (49 ex.); Olivier Mouty (47); Pierre Pomet (7); Didier Poursain (36); Maryvonne Riodeux, née Gerdolle (45); Jean-François Rodas (43 ex.); Richard rose (41 ex.); Jean-Marc Sautereau (33); Daniel Sauvard (14); Christine Saux (37 ex.); Véronique Sechet (39 ex.); Pierre Souffit (18); Patrick Struz (12); Dominique Thepot (11); Véronique Thor (1 ex.); Patrice Tournier (19 ex.); Didier Verweck (29); Anne Vigreux (8); Jean Walker (13).

— Avignon.

M^{me} et M^{me} Jean-Marie Andros (25); Chantal Barlier (52 ex.); Evelyne Beal, née Peracolo (23); Dominique Beguin, née Rollet (52 ex.); Nicolas Bergasse (24); Martine Beutouts (22); Caroline Blanchard (19); Jean Boulanger (15); Dominique Canard, née Chirpas-Cerbat (31); Sophie Cardec, née Dubé (3); Jean-Noël Chavlin (43 ex.); Jean-Marie Champosin (34); Armelle Chanzy (37 ex.); Jean-Luc Chanzy (9); Adèle Clamens (51); Sylvie Claret (39 ex.); Isabelle Cressat (27); Serge Deschamps (32); J.-Baptiste Dumas-M. Edw (30); Christine Dumoulin (47 ex.); Jean-Marie Dupret (1 ex.); Karine Eysmann (41 ex.); Pascal Faure (10); Michelle Ferioli (26); Brigitte Ferrère (51); Claude Geoffroy, née Perit (19 ex.); Jacques Guadet (28); Stéphane Guélee (4); Eric Krejci (8); Jean-Pierre Kroschger (35); Eric Le Jan (16 ex.); Philippe Le Prince (46); Sylvie Marcellet (48); Anne Maumont (16); Christiane Meyer (49 ex.); Olivier Mouty (47); Pierre Pomet (7); Didier Poursain (36); Maryvonne Riodeux, née Gerdolle (45); Jean-François Rodas (43 ex.); Richard rose (41 ex.); Jean-Marc Sautereau (33); Daniel Sauvard (14); Christine Saux (37 ex.); Véronique Sechet (39 ex.); Pierre Souffit (18); Patrick Struz (12); Dominique Thepot (11); Véronique Thor (1 ex.); Patrice Tournier (19 ex.); Didier Verweck (29); Anne Vigreux (8); Jean Walker (13).

— Avignon.

M^{me} et M^{me} Jean-Marie Andros (25); Chantal Barlier (52 ex.); Evelyne Beal, née Peracolo (23); Dominique Beguin, née Rollet (52 ex.); Nicolas Bergasse (24); Martine Beutouts (22); Caroline Blanchard (19); Jean Boulanger (15); Dominique Canard, née Chirpas-Cerbat (31); Sophie Cardec, née Dubé (3); Jean-Noël Chavlin (43 ex.); Jean-Marie Champosin (34); Armelle Chanzy (37 ex.); Jean-Luc Chanzy (9); Adèle Clamens (51); Sylvie Claret (39 ex.); Isabelle Cressat (27); Serge Deschamps (32); J.-Baptiste Dumas-M. Edw (30); Christine Dumoulin (47 ex.); Jean-Marie Dupret (1 ex.); Karine Eysmann (41 ex.); Pascal Faure (10); Michelle Ferioli (26); Brigitte Ferrère (51); Claude Geoffroy, née Perit (19 ex.); Jacques Guadet (28); Stéphane Guélee (4); Eric Krejci (8); Jean-Pierre Kroschger (35); Eric Le Jan (16 ex.); Philippe Le Prince (46); Sylvie Marcellet (48); Anne Maumont (16); Christiane Meyer (49 ex.); Olivier Mouty (47); Pierre Pomet (7); Didier Poursain (36); Maryvonne Riodeux, née Gerdolle (45); Jean-François Rodas (43 ex.); Richard rose (41 ex.); Jean-Marc Sautereau (33); Daniel Sauvard (14); Christine Saux (37 ex.); Véronique Sechet (39 ex.); Pierre Souffit (18); Patrick Struz (12); Dominique Thepot (11); Véronique Thor (1 ex.); Patrice Tournier (19 ex.); Didier Verweck (29); Anne Vigreux (8); Jean Walker (13).

— Avignon.

M^{me} et M^{me} Jean-Marie Andros (25); Chantal Barlier (52 ex.); Evelyne Beal, née Peracolo (23); Dominique Beguin, née Rollet (52 ex.); Nicolas Bergasse (24); Martine Beutouts (22); Caroline Blanchard (19); Jean Boulanger (15); Dominique Canard, née Chirpas-Cerbat (31); Sophie Cardec, née Dubé (3); Jean-Noël Chavlin (43 ex.); Jean-Marie Champosin (34); Armelle Chanzy (37 ex.); Jean-Luc Chanzy (9); Adèle Clamens (51); Sylvie Claret (39 ex.); Isabelle Cressat (27); Serge Deschamps (32); J.-Baptiste Dumas-M. Edw (30); Christine Dumoulin (47 ex.); Jean-Marie Dupret (1 ex.); Karine Eysmann (41 ex.); Pascal Faure (10); Michelle Ferioli (26); Brigitte Ferrère (51); Claude Geoffroy, née Perit (19 ex.); Jacques Guadet (28); Stéphane Guélee (4); Eric Krejci (8); Jean-Pierre Kroschger (35); Eric Le Jan (16 ex.); Philippe Le Prince (46); Sylvie Marcellet (48); Anne Maumont (16); Christiane Meyer (49 ex.); Olivier Mouty (47); Pierre Pomet (7); Didier Poursain (36); Maryvonne Riodeux, née Gerdolle (45); Jean-François Rodas (43 ex.); Richard rose (41 ex.); Jean-Marc Sautereau (33); Daniel Sauvard (14); Christine Saux (37 ex.); Véronique Sechet (39 ex.); Pierre Souffit (18); Patrick Struz (12); Dominique Thepot (11); Véronique Thor (1 ex.); Patrice Tournier (19 ex.); Didier Verweck (29); Anne Vigreux (8); Jean Walker (13).

— Avignon.

Naissances

— M^{me} Fernand Hoderer, M. et M^{me} Jacques Hoderer et leurs enfants,

M^{me} Charles Hoderer, M^{me} Gaston Béguin, M. et M^{me} Jean-Claude Béguin, ont la douleur de faire part du décès de

contrôleur général des tribunes Fernand HEDERER, grand-croix de la Légion d'honneur,

survécu à Paris le 13 juillet 1984.

Les honneurs militaires lui ont été rendus le 20 juillet, à l'hôpital du Val-de-Grâce, suivis de l'inhumation au cimetière de Chariez (Haute-Saône).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Lucien Mazellier, M. et M^{me} Claude Cambon, leurs enfants et petits-enfants,

M^{me} Claude Mazellier, ses enfants et petits-enfants, Sœur Marie de l'Enfant-Jésus Desrobes, ont la douleur de faire part du décès de

M. Lucien MAZELLIER, médaillé militaire, croix de guerre 1914-1918,

survécu le 15 juillet 1984, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques ont été célébrées en l'église de Volleuvre (Puy-de-Dôme), le 17 juillet.

Cet avis tient lieu de faire-part.

247, rue de Vaugirard, 75015 Paris. 85, boulevard Pasteur, 75015 Paris. 84, rue Moufflard, 75005 Paris.

— M^{me} Robert Basy, M^{me} Hélène Rousseau et ses enfants,

M^{me} Elisabeth de Cérval, le docteur et M^{me} François Basy et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur Robert BUSY, le 20 juillet 1984.

Les obsèques religieuses auront lieu le mardi 24 juillet, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy.

11, boulevard Delcort, 75016 Paris.

— Avignon.

M^{me} et M^{me} Jean-Marie Andros (25); Chantal Barlier (52 ex.); Evelyne Beal, née Peracolo (23); Dominique Beguin, née Rollet (52 ex.); Nicolas Bergasse (24); Martine Beutouts (22); Caroline Blanchard (19); Jean Boulanger (15); Dominique Canard, née Chirpas-Cerbat (31); Sophie Cardec, née Dubé (3); Jean-Noël Chavlin (43 ex.); Jean-Marie Champosin (34); Armelle Chanzy (37 ex.); Jean-Luc Chanzy (9); Adèle Clamens (51); Sylvie Claret (39 ex.); Isabelle Cressat (27); Serge Deschamps (32); J.-Baptiste Dumas-M. Edw (30); Christine Dumoulin (47 ex.); Jean-Marie Dupret (1 ex.); Karine Eysmann (41 ex.); Pascal Faure (10); Michelle Ferioli (26); Brigitte Ferrère (51); Claude Geoffroy, née Perit (19 ex.); Jacques Guadet (28); Stéphane Guélee (4); Eric Krejci (8); Jean-Pierre Kroschger (35); Eric Le Jan (16 ex.); Philippe Le Prince (46); Sylvie Marcellet (48); Anne Maumont (16); Christiane Meyer (49 ex.); Olivier Mouty (47); Pierre Pomet (7); Didier Poursain (36); Maryvonne Riodeux, née Gerdolle (45); Jean-François Rodas (43 ex.); Richard rose (41 ex.); Jean-Marc Sautereau (33); Daniel Sauvard (14); Christine Saux (37 ex.); Véronique Sechet (39 ex.); Pierre Souffit (18); Patrick Struz (12); Dominique Thepot (11); Véronique Thor (1 ex.); Patrice Tournier (19 ex.); Didier Verweck (29); Anne Vigreux (8); Jean Walker (13).

— Avignon.

M^{me} et M^{me} Jean-Marie Andros (25); Chantal Barlier (52 ex.); Evelyne Beal, née Peracolo (23); Dominique Beguin, née Rollet (52 ex.); Nicolas Bergasse (24); Martine Beutouts (22); Caroline Blanchard (19); Jean Boulanger (15); Dominique Canard, née Chirpas-Cerbat (31); Sophie Cardec, née Dubé (3); Jean-Noël Chavlin (43 ex.); Jean-Marie Champosin (34); Armelle Chanzy (37 ex.); Jean-Luc Chanzy (9); Adèle Clamens (51); Sylvie Claret (39 ex.); Isabelle Cressat (27); Serge Deschamps (32); J.-Baptiste Dumas-M. Edw (30); Christine Dumoulin (47 ex.); Jean-Marie Dupret (1 ex.); Karine Eysmann (41 ex.); Pascal Faure (10); Michelle Ferioli (26); Brigitte Ferrère (51); Claude Geoffroy, née Perit (19 ex.); Jacques Guadet (28); Stéphane Guélee (4); Eric Krejci (8); Jean-Pierre Kroschger (35); Eric Le Jan (16 ex.); Philippe Le Prince (46); Sylvie Marcellet (48); Anne Maumont (16); Christiane Meyer (49 ex.); Olivier Mouty (47); Pierre Pomet (7); Didier Poursain (36); Maryvonne Riodeux, née Gerdolle (45); Jean-François Rodas (43 ex.); Richard rose (41 ex.); Jean-Marc Sautereau (33); Daniel Sauvard (14); Christine Saux (37 ex.); Véronique Sechet (39 ex.); Pierre Souffit (18); Patrick Struz (12); Dominique Thepot (11); Véronique Thor (1 ex.); Patrice Tournier (19 ex.); Didier Verweck (29); Anne Vigreux (8); Jean Walker (13).

— Avignon.

M^{me} et M^{me} Jean-Marie Andros (25); Chantal Barlier (52 ex.); Evelyne Beal, née Peracolo (23); Dominique Beguin, née Rollet (52 ex.); Nicolas Bergasse (24); Martine Beutouts (22); Caroline Blanchard (19); Jean Boulanger (15); Dominique Canard, née Chirpas-Cerbat (31); Sophie Cardec, née Dubé (3); Jean-Noël Chavlin (43 ex.); Jean-Marie Champosin (34); Armelle Chanzy (37 ex.); Jean-Luc Chanzy (9); Adèle Clamens (51); Sylvie Claret (39 ex.); Isabelle Cressat (27); Serge Deschamps (32); J.-Baptiste Dumas-M. Edw (30); Christine Dumoulin (47 ex.); Jean-Marie Dupret (1 ex.); Karine Eysmann (41 ex.); Pascal Faure (10); Michelle Ferioli (26); Brigitte Ferrère (51); Claude Geoffroy, née Perit (19 ex.); Jacques Guadet (28); Stéphane Guélee (4); Eric Krejci (8); Jean-Pierre Kroschger (35); Eric Le Jan (16 ex.); Philippe Le Prince (46); Sylvie Marcellet (48); Anne Maumont (16); Christiane Meyer (49 ex.); Olivier Mouty (47); Pierre Pomet (7); Didier Poursain (36); Maryvonne Riodeux, née Gerdolle (45); Jean-François Rodas (43 ex.); Richard rose (41 ex.); Jean-Marc Sautereau (33); Daniel Sauvard (14); Christine Saux (37 ex.); Véronique Sechet (39 ex.); Pierre Souffit (18); Patrick Struz (12); Dominique Thepot (11); Véronique Thor (1 ex.); Patrice Tournier (19 ex.); Didier Verweck (29); Anne Vigreux (8); Jean Walker (13).

— Avignon.

M^{me} et M^{me} Jean-Marie Andros (25); Chantal Barlier (52 ex.); Evelyne Beal, née Peracolo (23); Dominique Beguin, née Rollet (52 ex.); Nicolas Bergasse (24); Martine Beutouts (22); Caroline Blanchard (19); Jean Boulanger (15); Dominique Canard, née Chirpas-Cerbat (3

INVESTISSEMENTS

Les Danois construisent un centre de conférence près de Nice...

De notre correspondant

Copenhague. — Pour la première fois depuis leur création, deux caisses de retraite danoises, la Caisse de retraite danoise, la Caisse de retraite complémentaire des salariés et la Caisse de retraite des universitaires, vont procéder à des investissements à l'étranger. Ces deux organismes, qui disposent de très importantes liquidités, financent, avec la Compagnie d'assurances danoise Codan, un important projet de construction sur la Côte d'Azur, aux environs de Nice.

Il s'agit d'un centre de conférences qui sera loué à la société Scancon, qui en assurera la gestion (Scancon appartient pour la moitié à la chaîne hôtelière Intercontinental et pour le reste à plusieurs actionnaires danois). Les travaux commenceront en février 1985 et devraient être achevés en septembre 1986.

Quand il a été connu à Copenhague, ce projet n'a pas suscité l'enthousiasme. Certains se sont même étonnés, voire indignés, que les caisses de retraite s'en aillent piocher l'argent de leurs cotisants hors

frontières, au lieu d'en faire profiter les industries du cru. Cette réaction apparaît d'autant plus compréhensible que, quelques mois auparavant, la Chambre unique avait voté une loi exemptant de toutes charges fiscales les revenus des caisses de retraite et d'assurance, qui seraient transformés en investissements productifs, les investissements en obligations étant désormais taxés. Toutefois, la réalisation de ce projet sera presque entièrement confiée à des Danois (architectes, entrepreneurs, décorateurs, ébénistes, etc.), les Français appelés à coopérer ayant en principe une très maigre part, ce qui a fait cesser les critiques.

De sources danoises, on affirme que ce sont les responsables de la région Provence-Côte d'Azur qui se sont adressés à la société Scancon pour lui demander d'édifier un centre du genre de ceux qu'elle a déjà installés ailleurs, notamment aux États-Unis, à Princeton.

CAMILLE OLSEN.

Bon accueil de la Côte d'Azur

De notre correspondant régional

Cannes. — S'il a soulevé des critiques au Danemark, le projet du groupe Scancon est au contraire accueilli très favorablement sur la Côte d'Azur. Lors de la signature de l'acte de cession des terrains, le mois dernier, le sénateur, M. Francis Palmiro (Union centriste), président du syndicat d'aménagement du parc international d'activités de Vaucluse Sophia Antipolis, s'en est félicité sans réserve. « Cette réalisation, a-t-il déclaré, va attirer des milliers de chefs d'entreprise du monde entier. Certains, séduits par nos possibilités, décideront peut-être d'implanter ici une entreprise ou un laboratoire ».

Le Centre international de conférences danois devrait en effet servir la promotion du parc et plus généralement celle de la

Côte d'Azur, sérieusement concurrencée par les autres régions de la région Provence-Côte d'Azur. C'est pourquoi, d'ailleurs, le projet a été fortement appuyé par le DATAR, M. Bernard Attali, son ancien délégué, s'occupant même personnellement du dossier.

Construit sur la commune de Biot, à l'extrémité est du parc de Vaucluse, le centre occupera une superficie de 25 hectares. Il comprendra vingt-cinq salles de réunions, dont une de cinq cents places, un hôtel de deux cents chambres, deux restaurants, une piscine, des tennis, des boulingrins de lawn et d'été, etc. Les investissements devraient atteindre 210 millions de francs.

GUY PORTE.

ÉTRANGER

La Grande-Bretagne sur le chemin de l'assainissement

De notre envoyé spécial

Londres. — Il est tentant d'ensevelir la Grande-Bretagne sous les pierres de ses usines closes et la masse de ses trois millions de chômeurs. De fait, le risque existe que la désindustrialisation de l'économie ne s'accroisse et que le désertification de certaines régions ne s'aggrave. Le pays paie cher, en tout cas, le prix de son assainissement, au point de laisser croire à son déclin définitif. Le processus de destruction n'est d'ailleurs pas achevé puisque les économistes de la Lloyd Bank prévoient un taux de chômage de 14,5 % (12,8 % en 1984) en 1988, l'année même qui doit normalement voir la fin du mandat de M^{rs} Thatcher.

Destruction créatrice ? Il fallait, souligne-t-on à Londres, casser la vieille Angleterre et ses multiples rigidités, sociales et syndicales notamment, afin de dégager les voies du renouveau. Le pari a été pris par l'actuel premier ministre et sa réussite dépend du maintien au pouvoir de M^{rs} Thatcher, soulignent des banquiers de la City, qui ne s'alarment pas outre mesure de ses faux pas récents.

Il s'agit, précise-t-on, d'une action à long terme, entreprise dès l'arrivée aux affaires de M^{rs} Thatcher, en mars 1979, et que son succès électoral de juin 1983 a permis de poursuivre, avec peut-être une excessive confiance. Un bilan plus ou moins exhaustif se pourra, certes, en être dressé vers la fin du siècle, mais déjà des résultats s'inscrivent sur le cadran des statistiques.

La Grande-Bretagne connaît à l'heure actuelle une des croissances les plus fortes et une des inflations les plus faibles d'Europe. L'objectif essentiel était en effet d'extirper l'inflation, afin de parvenir à une croissance durable, au lieu de subir des alternances de reprise et de ralentissement liées à la politique du « stop and go ».

Un orage passager

En 1983, le gouvernement conservateur a tenu sa stratégie financière, respectant ainsi une obligation de cohérence indispensable en économie. Le besoin total d'emprunts du secteur public s'est situé à 3,2 %, légèrement inférieur au taux de

3,4 % de 1981-1982 (5,4 % en 1979-1980). Toutefois, M^{rs} Thatcher n'a pas vraiment réussi à maîtriser sa politique d'ajustement sans les revenus pétroliers de la mer du Nord qui, avec 9 milliards de livres en 1983-1984, représentent plus de 6 % des recettes de l'État. Cette observation faite, des points ont été marqués : la croissance a été de 3 %, et le coût de la vie n'a augmenté que de 5 %.

L'année 1984 s'inscrit sur cette trajectoire d'expansion soutenue et d'inflation ralentie quand la grève des mineurs, le conflit des dockers et la hausse des taux d'intérêt, consécutive à la baisse de la livre, ont assombri le paysage. Mais le danger paraît porter plus sur le prix — le taux d'intérêt des fraks hypothécaires faisant partie de l'indice — que sur la reprise, même si les charges financières des entreprises vont s'alourdir (0,3 milliard de base par point de hausse du taux de base). En l'état actuel du climat socio-politique, il s'agit, semble-t-il, d'un incident de parcours. Pour sa part, le chancelier de l'Échiquier a parlé d'un « orage passager ».

Cependant, la Grande-Bretagne est elle aussi en proie à la contrainte extérieure, comme l'a montré pour la première fois depuis la révolution industrielle l'apparition, en 1983, d'un lourd déficit des échanges de produits manufacturés (5 milliards de livres). Face à une demande en extension — ce n'est qu'en 1984 que les investissements et l'exportation prendront le relais de la consommation dans le processus de reprise — les insuffisances de l'appareil de production britannique se sont traduites par une faiblesse des exportations et une hausse du taux de pénétration des biens étrangers. En outre, afin de réamorcer un tissu industriel troué, la Grande-Bretagne a dû importer pour investir et produire.

Compte tenu de la disparition de parts entières de l'industrie, le redressement sera lent et difficile, même si une progression sensible des ventes à l'étranger de produits manufacturés est apparue en 1984. Car le bouleversement des structures et le changement des mentalités ne peuvent produire des effets qu'à terme.

Globalement, la production manufacturière britannique n'est pas supérieure à son niveau d'il y a quinze ans. Mais cette moyenne cache de profondes disparités : les branches traditionnelles comme la sidérurgie ou la construction navale, qui firent de la Grande-Bretagne la manufacture du monde, sont en voie de dépeuplement, alors que les performances ne sont pas négligeables ailleurs : construction électrique et électronique, industries alimentaires, chimie, haute technologie.

L'industrie se redéploie ; elle a « pris du nez », dit-on à la City, où l'on fait valoir que la situation financière des firmes est globalement bonne. En 1983, aucune des cinquante premières sociétés britanniques n'a perdu d'argent et, pour les cinq cents premières entreprises, l'augmentation des bénéfices a été en moyenne de 15 %. Les profits bruts de l'industrie et du commerce ont augmenté de 25 % au premier semestre de 1984 par rapport à la même période de l'an dernier. Cette restauration de la capacité financière des sociétés, alors que le taux de rentabilité n'avait cessé de se dégrader depuis vingt ans, revenant de 12 % à 4 %, doit conduire à une hausse des investissements (+ 12 % en 1984 selon les instituts de prévisions) et à une amélioration de la productivité sans réduction d'effectifs.

1994

La Grande-Bretagne effectue donc une sorte de mue économique, passant, selon des observateurs étrangers, de la première révolution industrielle, fondée sur le charbon et le fer, à la troisième, axée sur l'électronique. Ils appellent leur conviction notamment sur le dynamisme des petites et moyennes entreprises, dans les secteurs de pointe. Certains vont même jusqu'à penser que la Grande-Bretagne entre déjà dans l'ère postindustrielle, les services assurant plus de la moitié des ressources du pays et près des deux tiers de l'emploi.

Dès lors, la grève des mineurs apparaît aux milieux d'affaires comme un combat d'arrière-garde du dernier secteur traditionnel qui

n'a pas encore été rationalisé. La vieille classe ouvrière, si attachée à son travail et à ses traditions, mènerait à leurs yeux une dernière bataille ; l'importance de Penjon explique sans doute l'acharnement des deux camps, les syndicats et le gouvernement. Il est d'ailleurs possible que l'affaire se termine quand les puits qui ne sont pas jugés rentables seront devenus inutilisables par défaut d'entretien.

Dans sa marche vers le renouveau, la Grande-Bretagne dispose en tout cas de l'atout pétrolier, le début du déclin de la production de la mer du Nord ayant été repoussé, à la suite d'une sensible révision en hausse des réserves, d'environ dix ans. 1994... Il sera alors temps de faire le bilan du Thatcherisme qui, s'il n'a pas été aussi libéral que prévu, a joué comme un électrochoc sur l'économie et l'état d'esprit britanniques.

En attendant, la Grande-Bretagne pourra profiter de ses actifs à l'étranger qui se sont multipliés depuis la levée du contrôle des changes en 1979 et dont le stock net est évalué à 55 milliards de livres (20 % du produit intérieur brut) en 1983. Pays pétrolier aujourd'hui, pays rentier demain, le Royaume-Uni a su aussi, par sa part à la Communauté européenne, moderniser à l'extrême son agriculture et peut réussir le redressement de son industrie. A Londres, où a été traité l'an dernier plus du quart des crédits internationaux et dont les taxis noirs et les autobus rouges symbolisent la valeur du passé, la déconstruction des finances ne s'apparente pas à celle des officiers du Titanic.

MICHEL BOYER.

FAITS ET CHIFFRES

Étranger

ESPAGNE

● Nouveau record de chômage. — Le chômage a reculé de 0,5 point en juin, s'établissant à 18,1 % de la population active, soit 2 390 632 chômeurs inscrits. Cette légère diminution est due à une augmentation des embauches dans le secteur touristique et dans la construction, précise-t-on au ministère du travail. Après une importante hausse en janvier dernier, le chômage s'est stabilisé en février et a commencé à diminuer à partir du mois de mars. — (AFP).

● Forte baisse du déficit commercial. — Le déficit de la balance commerciale s'est élevé à 28,8 milliards de pesetas en juin, établissant un nouveau record de couverture de 92 %. Les exportations ont progressé de 36,6 % par rapport à juin 1983, atteignant 335,5 milliards, tandis que les importations s'élevaient à 364,3 milliards. Pour le premier semestre, les exportations ont totalisé 1 906 milliards de pesetas, en hausse de 43,9 % par rapport à la même période de l'an passé, et les importations 2 268 milliards, en augmentation de 9,2 %. Le déficit a été de 362 milliards de pesetas, le taux de couverture passant de 63,8 % à 84,1 %. — (AFP).

Société

● Allocations familiales : relèvement de la base mensuelle. — Le Journal officiel du 20 juillet a publié le nouveau montant de la base mensuelle de calcul des allocations familiales qui, à compter du 1^{er} juillet 1984, s'élève à 1 549,53 F, contre 1 513,76 F au 1^{er} janvier dernier et contre 1 479 F au 1^{er} juillet 1983. Le pourcentage accordé sur cette base varie en fonction du nombre d'enfants et de leur âge. En dessous de dix ans : 32 % supplémentaires pour deux enfants, 72 % pour trois, 112,5 % pour quatre, 152 % pour cinq, 192 % pour six enfants et 40 % pour chaque enfant en plus. De dix à quinze ans : majoration de 9 %. Pour les enfants de plus de quinze ans : majoration de 16 %. (Ces pourcentages concernent les seules allocations familiales, et non le complément familial, les allocations de parent isolé, d'orphelin, d'éducation spéciale, etc.).

L'ENDETTEMENT EXTÉRIEUR DES BANQUES ITALIENNES EST PLAFONNÉ

La Banque d'Italie a plafonné à 15 milliards de dollars, niveau déjà atteint en juin dernier, l'endettement extérieur des banques commerciales italiennes. C'est le gonflement rapide de cet endettement, passé en six mois de 12,9 milliards de dollars à 15 milliards de dollars, qui a inquiété les autorités monétaires, soucieuses de limiter l'accroissement correspondant des liquidités intérieures et d'éviter des difficultés ultérieures pour le bon fonctionnement du contrôle des changes.

Ce gonflement des banques est dû au fait que le taux d'intérêt pratiqué sur les capitaux empruntés à l'étranger est sensiblement inférieur aux taux intérieurs italiens, et que le cours de la lire est resté stable, au sein du système monétaire européen tout au moins.

AFFAIRES

LE CONTRÔLE DES EXPORTATIONS TECHNOLOGIQUES VERS L'EST

Une machine-outil destinée à l'URSS est bloquée par le gouvernement belge

De notre correspondant

Bruxelles. — Depuis le milieu de la semaine dernière, un cargo soviétique attend, à Anvers, de pouvoir embarquer une aléousse-fraiseuse ultra-performante. Cette machine est l'enjeu d'un conflit entre son fabricant, le gouvernement belge, et les organismes alliés contrôlant les exportations de certains matériels vers les pays de l'Est.

C'est la société Pegard, installée à Andenne, dans la région de Namur, qui construit cette machine d'un modèle très perfectionné, avec commande numérique. Sans être négociable, sa valeur ne représente pourtant que 102 millions de francs belges (15 millions de francs français). Mais il s'agit là du premier

élément d'un contrat qui, dans les deux ans à venir, devrait s'élever à plus de 2 milliards de francs belges.

Le gouvernement de Bruxelles a, bien entendu, soumis ce dossier au COCOM, le comité allié de coordination qui contrôle les livraisons à l'Est de tous les matériels susceptibles de renforcer la puissance militaire de l'URSS et de ses satellites (le Monde des 18 et 20 juillet). Or le COCOM a donné un avis défavorable au contrat signé par la firme Pegard. Les experts américains estiment que cette aléousse-fraiseuse servirait à la fabrication de missiles.

De son côté, le ministre belge des relations extérieures, M. Tindemans, a affirmé publiquement détenir la preuve que le client de Pegard serait une usine travaillant de façon directe pour l'armée rouge. Il a donc estimé que la Belgique ne pouvait pas livrer cette machine à l'URSS. La société Pegard, toutefois, a lancé un ultimatum au gouvernement. Si elle n'obtient pas la licence d'exportation dans les jours à venir, son conseil d'administration demandera une mise en liquidation volontaire qui fera disparaître trois cents emplois dans une région déjà très affectée par le chômage. Au surplus, Pegard étant la filiale d'une société allemande, cette dernière pourrait bien rapatrier le matériel très moderne de l'usine d'Andenne.

JEAN WETZ.

● Echec des négociations entre Taiwan et Toyota. — Les négociations entre Toyota et le gouvernement de Taiwan sur la signature d'un joint venture en vue de produire trois cents mille véhicules par an pour un investissement de 265 millions de dollars — semblent s'être mal passées. Toyota, qui a signé un accord-cadre en 1982, avait refusé de s'engager sur un niveau d'exportation de cent cinquante mille voitures par an (50 % de la production) à partir de 1994. Rappelons que le marché actuel de véhicules particuliers à Taiwan est de l'ordre de cent cinquante mille automobiles par an (le Monde du 3 juillet).

Technip va réduire ses effectifs de près de 28 %

Technip va supprimer 760 des 2 753 emplois qu'elle compte (27,6 %). Après l'application d'un plan social (210 personnes partant en FNE, seront reclassées ou bénéficieront d'aide à la création d'entreprise), 550 personnes devront être licenciées.

C'est ce qui apparaît dans les documents envoyés par la direction aux syndicats pour préparer un comité d'entreprise sur la reconstruction de Technip prévu le 25 juillet. Paris est le centre le plus touché (540 personnes) devant Saint-Nazaire (114 personnes) et Lyon

(106 personnes). Mais en pourcentage des effectifs les licenciements concerneront 22 % des salariés de Lyon et de Saint-Nazaire et 19 % de ceux de Paris.

M. Olivier Guichard, président du conseil régional des pays de la Loire s'inquiète d'ailleurs dans une lettre à M. Fabius du « désengagement des pouvoirs publics dans la Basse-Loire ».

L'un des premiers groupes européens d'ingénierie souffre, on le sait (le Monde du 25 mai), de difficultés financières. Il a perdu 40 millions de francs en 1982 et 182 millions de francs en 1983 pour un chiffre d'affaires de 4,2 milliards de francs et doit augmenter son capital de 250 millions de francs (dont 170 avant le 1^{er} novembre).

Mais cette suppression d'effectifs manifeste aussi les déboires de Technip sur certains marchés étrangers. La firme semble avoir perdu ses chances pour la construction du complexe gazier de Tengiz au Kazakhstan et devra attendre plusieurs mois l'attribution de la fourniture des équipements de champs pétroliers d'où seront tirés ces gaz associés. Quant à l'autre contrat qui devait occuper le personnel de Technip — une raffinerie en Thaïlande — les autorités de Bangkok ont finalement décidé de procéder à un nouvel appel d'offres international. Ce qui, dans le meilleur des cas, pour la société française, en diffère la construction de plus d'un an.

Cette réduction d'effectifs est indépendante de celle en cours chez Cressat-Loire-Entreprise — récemment repris par Technip — qui porte sur 360 des 1 100 salariés (dont 270 licenciements). Le centre de Saint-Chamond devrait être fermé dans les jours qui viennent.

LES PRIX DES AUTOMOBILES SONT NETTEMENT PLUS ÉLEVÉS EN GRANDE-BRETAGNE QUE DANS LES AUTRES PAYS D'EUROPE

Les automobiles sont 30 % plus chères (hors taxes) en Grande-Bretagne qu'en Belgique. C'est ce qui ressort de la dernière étude du Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC). Pour ne prendre que quelques exemples, la Renault 5 GTL, pour un prix hors taxes 100 en Belgique, vaut 108 en Allemagne fédérale, 110 en France, 117 en Italie et 132 en Grande-Bretagne. La Peugeot 305 GT passe de 100 en Belgique à 107 en RFA, 114 en France, 124 en Italie et 131 au Royaume-Uni. Et l'évolution est à peu près semblable pour la BMW 320i, la Citroën GSA Pallas, la Ford Escort XR3i, l'Opel Kadett ou la Fiat Panda 45. En moyenne pour un prix 100 (hors taxes) en Belgique, les automobiles valent 110 en Allemagne fédérale, 114 en France, 121 en Italie et 130 au Royaume-Uni.

Voilà qui va renforcer la Commission européenne dans sa volonté d'agir comme l'y autorise l'article 85 du traité de Rome. En octobre dernier, la Commission avait annoncé son intention d'autoriser des distributeurs non officiels à entrer sur les marchés si les écarts de prix hors taxes dépassaient 12 % pendant plus de six mois.

Ces distorsions s'expliquent par la différence des taxes (qui oblige les constructeurs à modifier les prix hors taxes dans les pays à vive imposition) et par le fait que les constructeurs nationaux décident des prix sur leur propre marché (« price leader »).

(Publicité)

— MALI —

ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA VILLE DE BAMAKO

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Dans le cadre des travaux d'urgence pour l'alimentation en eau de Bamako, la société Energie du Mali (SEM) lance un avis d'appel d'offres pour les lots suivants :

- LOT 2 : Pose de canalisations et accessoires en fonte ductile.
 - Canalisation DN 700 : 1 200 ML.
 - Canalisation DN 800 : 750 ML.
 - Canalisation DN 400 : 5 500 ML.
- LOT 3 : Génie civil.
 - Réalisation d'une bache de 300 mètres-cubes et de la station de reprise attenante.
 - Amélioration de l'accessibilité et aménagements intérieurs d'une station de reprise.
- LOT 4 : Équipements.
 - Aménagements électromécaniques, électriques et hydrauliques de l'unité de production et de deux autres stations de reprise.

L'appel d'offres est ouvert à toutes les personnes physiques ou morales ressortissantes des pays membres de la Banque Mondiale, de la Suisse et du Taiwan.

Les dossiers d'appel d'offres peuvent être obtenus à partir du 21 juillet 1984 sur demande adressée à une des deux adresses ci-dessous.

Les dossiers d'appel d'offres seront envoyés, en port dû, par la voie la plus rapide possible, contre chèque bancaire de 2 500 francs français par l'une des deux adresses ci-dessous.

Les plis contenant les offres devront parvenir à la première adresse ci-dessous, au plus tard le 30 octobre 1984, à 8 heures GMT, soit par la poste en recommandé avec accusé de réception, soit déposés contre récépissé.

L'ouverture des offres aura lieu le 30 octobre 1984, à 10 heures GMT.

Monsieur le Directeur Général
Energie du Mali
Square Lumumba
BP 69 - BAMAKO
REPUBLIQUE DU MALI
Tél. : 22-30-20/22-30-40/22-30-41
Téléc. : 687 ENERHAMI BAMAKO

SAFEGE
76, rue des Suisses
B.P. 727
92007 Nanterre Cedex
FRANCE
Tél. : (1) 724-72-55
Téléc. : 612611 F SAGEOOL

(Publicité)

APPEL D'OFFRES

SUDAN RAILWAYS CORPORATION
MECHANICAL DEPARTMENT
PO BOX 1812 KHARTOUM

Adjudication n° 5593.

Fourniture de wagons-citernes à bogie pour transport de combustible, capacité 35-35 tonnes.

Date de clôture : lundi 20 août 1984 à midi.

S'adresser au Bureau économique de l'ambassade du Soudan (126, av. de Wagram, 75017 Paris, tél. : 763.14.76).

ÉTRANGER

NÉGOCIATION-TEST AUX ÉTATS-UNIS

Partie de bras de fer chez General Motors

De notre envoyé spécial

Detroit. — A première vue, l'homme n'a rien de charismatique. Mais il s'impose naturellement par sa détermination tranquille. A cinquante-neuf ans, le regard malicieux derrière de fines lunettes, M. Roger Smith, président depuis le 1^{er} janvier 1981, aux destinées de General Motors, le premier constructeur automobile mondial. De sérieux, M. Smith en aura bien besoin, car, à partir du 23 juillet, il engage avec M. Owen Bieber, le président du syndicat de l'automobile UAW, une redoutable négociation salariale. Partie d'autant plus difficile que, d'habitude, pour Ford, qui a aussi un nouveau contrat à discuter, il s'agit d'une négociation-plaisir. C'est avec GM que l'UAW engagera l'épreuve de force, c'est-à-dire la grève, s'il devait y avoir blocage.

Dans les propos qu'il nous tient, calmement, M. Smith affiche sa fermeté. Mais il commence par flatter le « partenaire » syndical, par le cajoler : « Ce sont des interlocuteurs extrêmement intelligents qui connaissent très bien les problèmes de compétitivité avec les Japonais... Le 25 mai précédent, devant l'assemblée générale annuelle des actionnaires, il avait loué déjà leur « attitude positive ». Il n'empêche, le « partenaire » syndical, par le cajoler : « Ce sont des interlocuteurs extrêmement intelligents qui connaissent très bien les problèmes de compétitivité avec les Japonais... Le 25 mai précédent, devant l'assemblée générale annuelle des actionnaires, il avait loué déjà leur « attitude positive ».

Dur sur les coûts salariaux, M. Smith semble prêt à jouer sur deux autres tableaux. Tout d'abord le partage des bénéfices : l'intéressement incite à améliorer les résultats et donc la compétitivité. Ensuite, la recherche d'un « nouvel esprit de coopération » avec le syndicat qui doit conduire à « de nouvelles relations dans les entreprises ». Ce « nouvel esprit de coopération », il commence déjà à se manifester dans quelques usines de GM. Pour le projet Saturn, entouré d'un halo de mystère, qui doit permettre à la

firme automobile de fabriquer de petites voitures à des coûts concurrentiels, les syndicats sont associés à des groupes de travail.

L'objectif de qualité

Mais il y a surtout, outre la « gestion participative » qui, bien avancée à Sarreguemines, en France, dans un établissement de la filiale Delco Remy, commence à faire école aux États-Unis, la bataille pour la qualité. A Orion, une usine très avancée, des affiches rappellent dans les ateliers aux six mille salariés que « l'objectif de qualité n'est jamais trop élevé ». Dans son bureau, M. Chuck Lyman, directeur du personnel, a accroché au mur une « philosophie » élaborée avec le syndicat : « Être un leader en étant compétitif dans la fabrication des automobiles avec un haut niveau de qualité qui assure la satisfaction du consommateur », « promouvoir une relation non conflictuelle entre l'UAW et la direction ». Tout un programme... dans un pays où, comme le confie un ouvrier devant l'intéressé, « le patron est quelquefois un salaud de bêtard et quelquefois quelqu'un avec qui on s'entend. On ne peut pas maintenir indéfiniment la guerre civile ».

Guerre civile ou paix sociale... le fait est que GM aborde ces négociations salariales sous un jour très différent qu'en 1982 lors de la conclusion du précédent contrat. L'industrie automobile américaine était encore en crise, et GM n'avait réalisé pour 1981 qu'un bénéfice de 333 millions de dollars. En 1983, son bénéfice était, en revanche, de 3,7 milliards de dollars et, pour le seul premier trimestre de 1984 — « le meilleur trimestre de notre histoire » — jubile M. Smith, de 1,6 milliard. GM semble sortie des années noires de la crise provoquée par le second choc pétrolier à la fin de 1978. Du fait des restrictions de carburants, les constructeurs américains se sont alors trouvés confrontés à une demande de petites voitures qu'elles n'ont pu satisfaire.

Conséquence : les effectifs ont été réduits d'une manière plutôt drastique. Aux États-Unis mêmes, le nom-

bre de salariés de GM est passé de 618 000 en 1979 à 522 000 en 1981, et 441 000 en 1982. 1983 a marqué un redressement spectaculaire, une perspective solide de sortie du tunnel. GM a pris le taureau par les cornes et a combattu les Japonais... en coopérant avec eux. Ce fut d'abord l'accord avec Toyota pour la production en commun de deux cent mille véhicules moyenne cylindrée en Californie, puis celui avec Fujitsu-Fanuc, l'un des premiers fabricants mondiaux de robots, pour la fabrication aux États-Unis — sur le site qui n'est pas plus connu que le montant de l'investissement — de systèmes robotisés. Parallèlement, et contrairement à l'UAW, GM s'est toujours montré hostile aux mesures protectionnistes qui ont été prises — et qui ne doivent pas être reconduites au-delà de mai 1985 — M. Smith estimant que « le même accès à tous les marchés devrait exister entre les deux pays ».

Des objectifs « gargantuesques »

Le résultat d'une telle stratégie est que GM se muscle et se modernise. Avec pour l'ensemble du monde 691 000 salariés et 7 769 000 véhicules vendus en 1983, la firme, soixante-seize ans après sa création, produit 57 % des voitures particulières aux États-Unis. Pour M. Smith, dans la compétition engagée tant aux États-Unis que dans le monde, seuls les plus forts pourront survivre. Sans doute en-ce la raison pour laquelle il se dote d'objectifs que Newsweek qualifie de « gargantuesques ». De 25 à 30 milliards d'investissements sont d'ores et déjà prévus pour les cinq ans à venir dont 6 milliards pour 1984.

Si GM se dote de telles ambitions, c'est bien sûr pour renouveler ses coûts de production. Dans cette optique, les robots sont de merveilleux outils. Dans l'industrie automobile américaine, on compte encore moins de robots que dans l'industrie automobile japonaise, qui a un léger

avantage; mais GM entend passer de deux mille trois cents robots en 1983 à cinq mille en 1985, dix mille en 1988 et quatorze mille en 1990. Un calcul intéressant puisque d'après ses études si le coût du travail a augmenté de 1970 à 1983, de 200 %, celui des robots n'a crû que de 40 %. A Orion, le personnel a été vite dans le bain puisque la robotisation a commencé avec la production de l'usine, mais des programmes de formation sont prévus pour le personnel. A l'usine de Delco Remy à Muncie, dans l'Indiana, construite en 1977 sur les débris d'un vieux bâtiment, tout est automatisé du début à la fin de la chaîne pour la fabrication de batteries sans entretien frigorifique. Mais les salariés sont assez âgés et les robots provoquent encore des réflexes de peur : « Ils n'archivent pas de voitures », lance M. Ed McCleery, un ouvrier de quarante-huit ans, inquiet pour l'avenir de l'emploi.

Les dirigeants de General Motors se montrent discrets sur les conséquences pour l'emploi de la robotisation. Ainsi M. Jim Ault, le « general manager » de Delco Remy, affiche son optimisme mais reste vague : « Il s'agit d'adapter nos équipements pour fabriquer de nouveaux produits. Delco Remy va vers un accroissement de ses parts de marché dans le monde et d'une manière ou d'une autre cela se traduira dans les années à venir par une augmentation du nombre de personnes employées ». Voilà pour l'opinion d'une filiale. Mais le magazine Fortune prête à GM l'intention de réduire ses effectifs de 60 000 à 12 000 personnes (une fourchette large) d'ici à deux ans et demi pour comprimer ses coûts...

En attendant peut-être d'aussi sombres perspectives, le retour de la prospérité a permis à GM de « rapeteler » en 1983, 90 000 salariés qui avaient été licenciés auparavant, ce qui a ramené ses effectifs à hauteur de 531 000 aux États-Unis. Dans l'Indiana — et une partie du Kentucky — où l'emploi dans l'automobile a chuté de 145 000 à 35 000, cette « reprise » a été ressentie. Non

seulement chez Delco Remy à Muncie on a rappelé des licenciés, mais cette année, alors que la fabrication de batteries est une activité saisonnière, pour la première fois on n'a pas licencié au printemps...

Les exigences de l'UAW

Dans ce contexte, GM ayant retrouvé le chemin de l'expansion et des profits, l'UAW entend obtenir beaucoup sur le terrain salarial. Une victoire ou du moins un bon compromis lui sont d'autant plus nécessaires que le syndicalisme américain s'affaiblit... malgré le « closed-shop » (1) (répudié dans certains États). Le précédent contrat signé pour deux ans et demi le 22 mars 1982 avait abouti à un troc : la direction avait notamment renoncé à fermer neuf usines, et le personnel avait accepté — à une majorité de 52 % pour l'ensemble des usines, — entre autres choses, un gel des augmentations salariales et le report de trois hausses trimestrielles calculées sur le coût de la vie. GM devait ainsi économiser sur sa masse salariale 2,5 milliards de dollars. « A l'époque », explique M. Don Pence, le président de l'UAW à Muncie, le contrat avait été adopté parce que chacun était conscient de la gravité de la situation. Mais aujourd'hui qu'il y a des profits, le syndicat souhaite récupérer une partie des concessions salariales. » Comme chez Chrysler.

Leur répartition pour 1983 a choqué l'UAW. M. Smith a ainsi perçu en plus de son salaire 865 490 dollars, moitié en liquide, moitié en actions. Le PDG réplique que les cadres de la direction ont besoin d'être stimulés — et récompensés — et que 322 millions de dollars ont été partagés entre 531 000 salariés : « Aucune compagnie dans aucun pays du monde, à aucun moment de son histoire, n'a distribué une somme aussi importante de bénéfices à ses employés. » Peut-être mais le « mal » est fait et il pèsera sur les négociations.

Pour la direction de GM, si les salariés sont attachés à la sécurité de leur emploi, ils ne doivent pas en rajouter dans leurs revendications sa-

lariales. M. Fred Haubold, directeur des relations du travail au département international, estime qu'une « récupération » des concessions salariales ne se justifie aucunement car, malgré le « gel », le salaire horaire est passé de 21,50 dollars en mars 1982 à 22,40 dollars aujourd'hui. Par le simple jeu du coût de la vie, explique M. Smith, les salaires ont augmenté de 90 cents par heure et les coûts salariaux totaux de près de 3 dollars par heure. Et le PDG ajoute : « La simple reconduction du contrat de 1982 augmenterait nos coûts salariaux approximativement de 4,50 dollars par heure au terme des trois prochaines années. » Impensable ! Les Japonais sont là !

GM met ainsi un marché en main à l'UAW : plus vous pousserez sur les augmentations salariales, dit-elle en substance, plus la sécurité de l'emploi sera menacée par l'aggravation des coûts, ce qui n'est plus supportable pour être compétitif. Entendons-nous plutôt sur l'intéressement et le « nouvel esprit de coopération ». La campagne électorale américaine et le soutien accordé par la grande centrale américaine AFL-CIO à M. Walter Mondale ne vont pas favoriser le jeu et inciter à la souplesse. Les rares salariés interrogés sur le sujet sont pourtant prudents, l'un d'eux à Orion souhaitant même que « l'on ne demande pas plus d'argent ». Un responsable syndical avoue même qu'il espère que « la négociation ne conduira pas à la grève ». Mais si l'UAW saute le pas, les syndicats, selon toute vraisemblance, suivront. La marge de manœuvre est d'autant plus étroite que M. Smith est foncièrement hostile à l'entrée de M. Owen Bieber au conseil d'administration de GM, un système qui avait pourtant permis naguère à Chrysler — avec à l'époque M. Fraser, président de l'UAW — d'obtenir des concessions salariales importantes. Une partie de bras de fer commence. Elle promet d'être rude.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Clause qui implique l'obligation d'être syndiqué pour avoir un emploi.

CAMARO FACOM : L'OUTIL DE LA VICTOIRE.

J.-P. JARIER 1^{er} A CROIX-EN-TERNOIS AU CHAMPIONNAT DE FRANCE DES VOITURES DE PRODUCTION.

N°1 européen de l'outilage à main, FACOM démontre son dynamisme et sa passion pour les sports mécaniques par son engagement en compétition automobile : Paris-Dakar avec la FACOM 4 x 4 des frères Morreau, participation active aux formules de promotion de la Régie Renault dans le monde et Championnat de France des voitures de production.

Dans cette discipline, Jean-Pierre Jarier, l'un des meilleurs pilotes mondiaux, a été choisi pour défendre les couleurs de FACOM.

Sa victoire sur le circuit de Croix-en-Ternois symbolise aujourd'hui le professionnalisme de la marque en compétition. Ce même professionnalisme qui permet à FACOM de s'imposer avec succès sur tous les marchés internationaux.

FACOM



ÉNERGIE

SELON L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE

La détente du marché pétrolier se poursuivra au cours de la décennie

« La détente des marchés de l'énergie et du pétrole devrait se prolonger au cours de la présente décennie, à condition que des politiques efficaces soient poursuivies pour accroître l'efficacité des usages de l'énergie et pour développer le recours à l'énergie nucléaire et au charbon », estime l'Agence internationale de l'énergie dans son dernier rapport annuel sur les « programmes et politiques énergétiques » des pays membres (1). « Au cours des années 90 toutefois, note l'Agence, les marchés pourraient, du fait de la croissance économique, connaître un regain de tension, accompagné de pressions possibles à la hausse des prix de l'énergie et du pétrole. »

Optimistes mais prudents, les experts de l'Agence soulignent l'importance des politiques de maîtrise de l'énergie et de substitution au pétrole. C'est, pour l'essentiel, la diminution de l'intensité énergétique de la croissance économique observée dans la plupart des pays qui a permis à l'Agence de réviser à la baisse ses prévisions de demande à l'horizon 1990 et 2000. L'an passé, ses projections tablèrent sur une demande prévisible d'énergie de 3,82 milliards de tonnes équivalent-pétrole en 1990 et de 4,22 milliards de TEP en 1990, avec une demande de pétrole de 1,61 milliards de TEP et 1,59 milliards de TEP respectivement. Aujourd'hui l'Agence prévoit une demande d'énergie de 3,61 milliards de TEP en 1990,

3,90 milliards de TEP en 1990 et 4,48 milliards de TEP en l'an 2000. La demande de pétrole devrait, elle, rester stable jusqu'en 1990, passer de 1,512 milliards de TEP en 1985 à 1,516 de TEP en 1990, puis décliner à 1,46 milliards de TEP en 2000.

Grâce à cette stabilisation de la demande globale, les besoins d'importation nette de pétrole des pays développés devraient, en dépit d'une progression modérée, rester d'ici la fin du siècle inférieurs aux niveaux observés en 1981 : 854 millions de TEP en 1990 et 880 de TEP en 2000, contre 728 millions de TEP en 1983 et 901,2 de TEP en 1981. Du fait de la baisse prévue de la production de pétrole des pays développés, membres de l'AIEA (Etats-Unis, Grande-Bretagne et Norvège pour l'essentiel), qui tomberait de 15,8 millions de barils par jour en 1983 à 13 millions de barils par jour en 1990 et 29 millions de barils par jour en 2000, les besoins de brut produits par l'OPEP devraient augmenter de 18,4 millions de barils/jours en 1983, à 24 millions en 1990 et 29 millions de barils par jour en 2000, quantités compatibles avec capacités de production existantes mais laissant augurer un marché tendu, soumis aux pressions à la hausse des prix.

Cette vision, relativement optimiste du futur énergétique des pays consommateurs, est toutefois fondée, met en garde l'AIEA, sur l'hypothèse d'un développement de la pro-

duction et de l'usage des sources d'énergies alternatives, notamment le charbon et le nucléaire, dont la part dans la consommation totale devrait passer respectivement de 25 % actuellement pour le charbon à 29 % en l'an 2000 et de 4,2 % pour le nucléaire à 11,15 % en l'an 2000. Or, précise l'AIEA, ces développements seront difficiles à atteindre, les programmes des pays membres n'ayant cessé jusqu'ici d'être révisés à la baisse. Ainsi la croissance de l'énergie nucléaire n'a-t-elle atteint qu'7 % en 1983, alors que les programmes annoncés laissaient prévoir une croissance de 17,1 % par an de 1982 à 1985.

De même pour les politiques de maîtrise de l'énergie. La diminution de l'intensité énergétique (quantité d'énergie nécessaire pour assurer un point de croissance économique) des économies développées, qui a diminué de 1,9 % par an de 1973 à 1983 devrait encore se réduire de 1,1 % par an d'ici à l'an 2000 si on en croit les projections des pays membres de l'Agence. Mais, assure l'AIEA, ces diminutions espérées « ne doivent pas être considérées comme acquises ». « Bien que beaucoup des changements structurels réalisés soient probablement irréversibles, car basés sur les investissements qui ne seront pas remis en cause, on ne peut assurer que les liens historiques existants entre la croissance économique et la demande énergétique, soient désormais cassés et pour toujours ». Si, par exemple, l'intensité énergétique du pétrolier des économies restait à son niveau de 1982, la demande totale d'énergie prévue en l'an 2000 serait supérieure de 25,5 % aux prévisions actuelles et les besoins de pétrole prévisibles augmenteraient de 66,6 % !

(1) L'AIEA regroupe les pays développés membres de l'OCD, mis à part la France.

« Le dépôt trimestriel de la Banque de France au FECOM. — Comme chaque trimestre, la Banque de France a renouvelé le dépôt qu'elle fait auprès du FECOM (Fonds européen de coopération monétaire), du cinquième de ses réserves et en devises. En contrepartie, elle reçoit des ECU sur la base des taux de conversion suivants : 1 kg d'or pour 14803,906 ECU, l'ECU étant retenu pour la valeur de 6,86641 F, soit approximativement 101703 F. — 1 dollar pour 1,258029 ECU.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ base - base	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-LL	8,8820 8,8840	- 25 - 5	- 60 - 25	- 380 - 250
S. can.	6,6265 6,6295	- 49 - 39	- 145 - 104	- 568 - 469
Yen (100)	3,5978 3,6001	+ 155 + 168	+ 317 + 339	+ 945 + 1083
DM	3,6880 3,6763	+ 161 + 174	+ 339 + 317	+ 829 + 884
Fl. bel.	2,1718 2,1718	+ 124 + 131	+ 231 + 246	+ 665 + 711
F.R. (100)	13,4245 13,4307	- 44 + 45	- 51 + 64	- 153 + 194
F.S.	3,6185 3,6288	+ 211 + 226	+ 399 + 421	+ 1215 + 1281
L. (100)	4,9963 5,0059	- 188 - 183	- 345 - 325	- 1213 - 1106
L. (100)	11,6186 11,6274	- 95 - 33	- 125 - 33	- 81 - 131

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-LL	11 3/16	11 5/16	11 9/16	11 11/16	11 3/4	11 7/8	12 5/8	12 3/4
DM	5 1/8	5 1/4	5 7/16	5 9/16	5 5/8	5 3/4	6 3/16	6 5/16
Fl. bel.	5 3/4	6	6 3/16	6 5/16	6 5/16	6 7/16	6 3/4	6 7/8
F.R. (100)	11 1/2	12 1/2	11 1/4	11 3/4	11 5/8	11 7/8	11 1/2	12
F.S.	13 3/8	14 1/8	14 1/16	14 1/16	14 3/8	14 3/4	14 15/16	15 1/16
L. (100)	12 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
F. franc.	11 1/4	11 3/4	11 3/8	11 9/16	11 3/4	11 3/4	12 3/4	13 1/16

Ces courants pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AGRICULTURE

UN OFFICE AGRICOLE POUR LES DOM

Le conseil de direction de l'Office de développement de l'économie agricole des départements d'outre-mer (ODEADOM) a été installé le 11 juillet. Il a compétence sur l'ensemble des problèmes agricoles des départements d'outre-mer et de Mayotte, et il est présidé par M. Michel Colom, ingénieur général du génie rural des eaux et forêts. M. Henry Ramière de Fortanier en a été nommé directeur. Le conseil de direction compte 19 membres, dont 14 professionnels (11 d'entre eux représentant l'outre-mer), et 5 membres de l'administration.

Cet office est le dernier à être mis en place conformément à la loi du 6 octobre 1982 sur les offices agricoles. Selon un communiqué de l'ODEADOM, « la recherche du redressement de la balance commerciale de ces départements pour une meilleure couverture des besoins alimentaires et le développement des exportations » sera la priorité qui guidera les actions de l'office.

Lisez
LE MONDE
diplomatique

Un conservatoire des techniques fromagères va être créé en Basse-Normandie

De notre correspondant

Alençon. — « La France est riche en production fromagère et la Normandie tient une bonne place dans ces productions. Malheureusement, les savoirs techniques ont tendance à disparaître. C'est en partant de ces constatations que M. Jean Proc, un universitaire attaché à l'INRA, habitant Roissy, dans la petite commune du pays d'Auge, a décidé de rassembler en créant un conservatoire des techniques fromagères traditionnelles. Son but : créer un outil à vocation culturelle, éducative, mais aussi technique et économique, afin de présenter au public le fromage sous tous ses aspects : historique, technique, scientifique et économique.

M. Proc, qui connaît la question pour avoir été lui-même fromager pendant sept ans, pense que le conservatoire permettra de maintenir les traditions. Les milieux professionnels sont très favorables à cette initiative.

Autre espoir qui pourrait apporter de nouvelles idées : la maîtrise de la suprématie fromagère normande. Les pouvoirs publics ne sont pas indifférents. C'est ainsi que la direction régionale des affaires culturelles en Basse-

Normandie a donné son accord pour qu'une partie du conservatoire puisse être accueillie dans les bâtiments de l'abbaye de Saint-Pierre-sur-Dives, en cours de restauration. L'autre partie du conservatoire serait installée dans une ancienne fromagerie à Livarot. A noter encore que aux échelons locaux, départementaux et régionaux, les collectivités apportent leur appui financier, conscientes qu'elles sont de l'excellente forme de promotion des fromages normands que cela constitue. La Suisse et les Pays-Bas avaient déjà des conservatoires de production fromagère.

Il y a quelques semaines, à Barenton (Manche), c'était l'inauguration de la Maison de la pomme et de la poire, le musée et centre technique. Si l'on ajoute quelques autres réalisations récentes comme la route du carrement, la route des pompiers et la route du porc, on verra que la Basse-Normandie est bien décidée à faire connaître des productions qui participent à sa renommée.

MARCEL VANHESSEL

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UAP - SICAV DE L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

	ACTIF LIQUIDE	ACTIF	ACTIF	ACTIF	ACTIF	ACTIF
	CHIFFRE	CHIFFRE	CHIFFRE	CHIFFRE	CHIFFRE	CHIFFRE
1983	1.746.781	1.746.781	1.746.781	1.746.781	1.746.781	1.746.781
1984	1.746.781	1.746.781	1.746.781	1.746.781	1.746.781	1.746.781

M. HENRI ARDITTI EST NOMMÉ DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA BANQUE PRIVÉE DE GESTION FINANCIÈRE

Le Conseil d'Administration de la Banque privée de Gestion Financière, réuni le vendredi 26 juin 1984 sous la présidence de M. Gilles Boas de La Perrière, a nommé M. Henri Arditto directeur général de la BPGF.

Né à Marseille, M. Henri Arditto, 46 ans, est diplômé de l'Ecole Supérieure de Commerce, licencié en Droit et diplômé d'Etudes Supérieures de Sciences Économiques.

Après avoir exercé une première fonction à la Direction Financière d'une entreprise régionale, il commence sa carrière bancaire en 1968 à la Bank of America. En 1972, il entre à la Citibank, à la Direction des Relations avec les grandes entreprises multinationales : il est rapidement affecté à la Direction Internationale dépendant de New-York.

De 1976 à 1980, il prend en charge, à Tokyo, le développement des relations avec les multinationales japonaises. De 1980 à 1982, il exerce les fonctions de Directeur général au Danemark.

Défini 1982, il rejoint la Banque Paribas et est nommé Directeur général pour l'Espagne, où il est chargé d'assurer le développement du groupe dans ce pays.

TRANSMISSION D'UNE ENTREPRISE A SES SALARIÉS : Une première réalisée par la BANEXI

Dans le cadre de la loi du 8 juillet 1984 sur le développement de l'initiative économique, la société Quercy-Métal de Cahors (Lot), une entreprise spécialisée dans la distribution de matériel de bricolage et d'articles pour l'équipement de la maison, dont le chiffre d'affaires en 1983 était de 267 millions de francs (dont 70 % réalisés avec le client Catena), transfère désormais plusieurs millions de francs de son capital par ses cadres et salariés.

L'opération de ce projet, qui constitue la première opération de ce genre en France, a été réalisée par la BANEXI, banque d'affaires de la BNP. Il prévoit la création d'un holding dénommé Quercy Finances dans le capital sera détenu à hauteur de 70 % environ par le personnel de l'entreprise.

Le solde des fonds propres sera apporté conjointement par la BANEXI et par Avenir Industrie (fonds commun de placement à risques du groupe des Banques populaires).

La part financière sous la forme de concours à long terme sera assurée pour l'essentiel par la BNP, la BANEXI, la Banque populaire du Quercy et de l'Agenais et Avenir Entreprise, filiale du CEPME.

EUROPE COMMUNICATION

A l'issue des neuf premiers mois de l'exercice pour la période du 1^{er} octobre 1983 au 30 juin 1984, le chiffre d'affaires radiodiffusion du groupe Europe est 1 482 107 000 F contre 1 455 781 000 F pour la même période de l'exercice précédent, soit une progression de 5,6 %.

TORAY INDUSTRIES, INC.

Résultats consolidés de l'exercice clos le 31 mars 1984 (1-4-1983 - 31-3-1984) Chiffre d'affaires net consolidé : 754 788 millions de yens (3 370 millions de dollars), en progression de 4,4 % sur l'exercice précédent.

Bénéfice net consolidé : 14 262 millions de yens (64 millions de dollars), en augmentation de 59 %. La politique commerciale active, le développement de nouveaux produits, le renforcement des sociétés associées tant au Japon que dans le monde ont entraîné cette forte progression.

Pour l'exercice clos le 31 mars 1985, Toray prévoit un chiffre d'affaires net d'environ 810 milliards de yens (3 600 millions de dollars) et un bénéfice net d'environ 18 milliards de yens (80 millions de dollars).

1 dollar US = 224 yens, taux moyen au 30 mars 1984.

ENTRE DEUX TGV INSTITUT FRANCE-BEAUTÉ MESSIEURS SAUNA MASSAGES CALIFORNIS DÉTENTE BRONZAGE T&L (021) 22.80.43 8, rue de la République, Lorient - Gué



Ligue des États Arabes

AVIS DE PRÉQUALIFICATION

La Ligue des États Arabes se propose de lancer prochainement un Appel d'Offres International pour la construction et l'équipement de son nouveau siège à Tunis d'une surface de 40 000 m² environ englobant notamment une salle de réception, un palais des congrès, des salles de réunion, un bâtiment à usage de bureaux et un parking souterrain.

Les travaux seront confiés en un lot unique impliquant la construction, l'équipement et la décoration et doivent être achevés dans un délai global de vingt-quatre mois.

Les entreprises intéressées sont invitées à adresser leur dossier de préqualification avant le 31 juillet 1984, à l'adresse suivante :

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA LIGUE DES ÉTATS ARABES
37, avenue Kheireddine-Pacha, TUNIS (Tunisie)

Le dossier de préqualification devra comporter ce qui suit :

- Une liste des travaux similaires réalisés par l'entreprise durant les dix dernières années en précisant :
 - Le nom du promoteur ;
 - La surface construite ;
 - Une description sommaire des travaux ;
 - Le coût définitif des travaux ;
 - Le délai contractuel et le délai effectif de réalisation.
- Le montant du capital social et ses réserves.
- Le chiffre d'affaires pour chacune des trois dernières années.
- Le nombre des cadres permanents de l'entreprise par catégorie professionnelle ainsi que l'organigramme de l'entreprise.
- Les références bancaires.

MARCHÉ

BLAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Prochaines positions relatives à l'ouverture des marchés de bourse

ACTIF

DE CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER

DE CRÉANCES SUR LE TRÉSOR

DE CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉP. ÉTRANGÈRE

DE CRÉANCES SUR LE TRÉSOR

DE CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉP. ÉTRANGÈRE

DE CRÉANCES SUR LE TRÉSOR

DE CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉP. ÉTRANGÈRE

DE CRÉANCES SUR LE TRÉSOR

DE CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉP. ÉTRANGÈRE

DE CRÉANCES SUR LE TRÉSOR

DE CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉP. ÉTRANGÈRE

DE CRÉANCES SUR LE TRÉSOR

DE CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉP. ÉTRANGÈRE

DE CRÉANCES SUR LE TRÉSOR

DE CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉP. ÉTRANGÈRE

DE CRÉANCES SUR LE TRÉSOR

DE CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉP. ÉTRANGÈRE

DE CRÉANCES SUR LE TRÉSOR

DE CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉP. ÉTRANGÈRE

DE CRÉANCES SUR LE TRÉSOR

DE CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉP. ÉTRANGÈRE

DE CRÉANCES SUR LE TRÉSOR

DE CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉP. ÉTRANGÈRE

DE CRÉANCES SUR LE TRÉSOR

DE CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉP. ÉTRANGÈRE

DE CRÉANCES SUR LE TRÉSOR

DE CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉP. ÉTRANGÈRE

DE CRÉANCES SUR LE TRÉSOR

DE CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉP. ÉTRANGÈRE

DE CRÉANCES SUR LE TRÉSOR

DE CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉP. ÉTRANGÈRE

DE CRÉANCES SUR LE TRÉSOR

DE CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉP. ÉTRANGÈRE

DE CRÉANCES SUR LE TRÉSOR

DE CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉP. ÉTRANGÈRE

DE CRÉANCES SUR LE TRÉSOR

DE CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉP. ÉTRANGÈRE

DE CRÉANCES SUR LE TRÉSOR

DE CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉP. ÉTRANGÈRE

DE CRÉANCES SUR LE TRÉSOR

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Table with 2 columns: Item and Amount. Rows include ACTIF (1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER, PASSIF (1) BILLET EN CIRCULATION, etc.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

Table with 2 columns: Index Name and Value. Rows include Coteau, Coteau 100, Coteau 200, etc.

BOURSE DE PARIS Comptant

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier, and Dernier. Rows include Valeurs, Actions au comptant, and Étrangères.

20 JUILLET

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier, and Dernier. Rows include SECOND MARCHÉ, SICAV 20/7, and Étrangères.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

ANGLO-AMERICAN. Le groupe met des quatre mines d'or du monde, 20,10 millions (14 millions de dollars).

INDICES QUOTIDIENS

Table with 2 columns: Index Name and Value. Rows include Coteau, Coteau 100, Coteau 200, etc.

Règlement mensuel

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier, and Dernier. Rows include Valeurs, Actions au comptant, and Étrangères.

COTE DES CHANGES

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier, and Dernier. Rows include Valeurs, Actions au comptant, and Étrangères.

Le Monde

MARDI A STRASBOURG

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. Vues et revues par Yves Florenne : « Devoirs de vacances ». Lu : « Les Voix d'Iraki », d'Amos Oz.

ÉTRANGER

3. EUROPE

- POLOGNE : La loi d'immigration a été conçue pour « détruire les bases matérielles de la clandestinité ».

4. DIPLOMATIE

- La 3^e Convention européenne pour la désarmement nucléaire s'est tenue à Pérouse.

5. PROCHE-ORIENT

AMÉRIQUES

POLITIQUE

7-8. L'ultimatum de M. Chirac.
9. M. Fabius à Matignon.

SOCIÉTÉ

9. L'enquête sur la fraude de l'avenue Trudaine.
- Les élus s'abstiennent de voter sur la fraude.

CULTURE

10. FESTIVALS. Surtout : deux pièces de Jean-Paul Aron.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

13. La marche pétrolière de nouveau orientée à la baisse.
- La loi mauritanienne de la deuxième génération.
14. L'échec le plus grave de la politique anti-chômage concerne les jeunes.

SPORTS

15. La Tour de France cycliste.
- Les XJH. Jeux olympiques, à Los Angeles.

ÉCONOMIE

22. AFFAIRES.
22-23. ÉTRANGER : la Grande-Bretagne sur le chemin de l'assainissement.
- Aux États-Unis, début des négociations salariales chez General Motors.
24. ÉNERGIE : selon l'Agence internationale de l'énergie, la demande sur le marché pétrolier ne pourra être couverte que par la décentralisation.

RADIO-TÉLÉVISION (12)
ÉTÉ (20) :
« Histoire d'amour », par Konk.
INFORMATIONS SERVICE (21) :
La mode ; Météorologie ; Mots croisés ; « Journal officiel » ; Loto.
Annonces classées (16 à 19) ; Carnet (21) ; Programmes des spectacles (11) ; Marchés financiers (25).

BTS INFORMATIQUE
2 années d'études
Stages pratiques
Micros IBM APPLE
Le sérieux d'un diplôme d'état. Le dynamisme d'une grande école.
65, avenue de Villiers
75017 PARIS
(1) 765.84.22

Affaires à saisir avant le 31 juillet ! OFFRE EXCEPTIONNELLE
SUR QUELQUES MODÈLES 84
ENCORE DISPONIBLES :
4 505 GTI • 2 505 Turbo • 2 505 Turbo diesel
Plus un stock permanent de 500 véhicules tous types
PEUGEOT-TALBOT NEUBAUER
M. GÉRARD 821.60.21
227, bd. Anatole-France ST-DENIS Métro : Mairie de St-Ouen

Cinq candidats briguent la présidence de l'Assemblée européenne

Mardi 24 juillet s'ouvre à Strasbourg la première session du nouveau Parlement européen. En ce jour, la première tâche de l'Assemblée est de compléter son bureau par l'élection, mercredi, des douze vice-présidents et des questeurs, cependant que les députés se répartissent en commissions. Le même jour s'ouvrira un débat sur les conclusions du sommet de Fontainebleau, présentées par le nouveau président du conseil européen, M. Gaston Thorn, président de la Commission de Bruxelles. La session se poursuivra, jeudi et vendredi, par l'examen du programme de la présidence irlandaise et des questions budgétaires.

Ce programme chargé est encadré par deux temps forts : l'élection du nouveau président et la discussion finale sur le budget. C'est dans ce dernier domaine que les divergences entre l'Assemblée européenne précédente et le conseil de ministres des Dix s'étaient révélées les plus vives. Il sera donc intéressant de voir si la controverse se poursuit, en particulier à propos du renforcement partiel de la contribution britannique de 1983, qui nécessite de débloquer plus de 1 200 000 000 d'ECU, soit plus de 8 milliards de francs.

La commission spécialisée de l'Assemblée s'est réunie vendredi matin. Mais cette décision laissait de toute façon sans solution une autre question budgétaire plus préoccupante encore : comment financer le déficit budgétaire de 2 milliards d'ECU (environ 14 milliards de francs) prévu pour cette année ?

Quant à l'élection du nouveau président de l'Assemblée, mardi, elle devrait donner lieu à la première empoignade politique du Parlement élu en juin dernier et permettre certains décomptes utiles pour la suite des opérations. Non que les effectifs des groupes ne soient désormais connus avec certitude. Les socialistes seront 132, (mais 4 Wallons se sont d'ores et déjà « auto-suspendus » à la suite d'une polémique avec leurs collègues socialistes flamands), dont 33 Allemands, 33 Britanniques et 20 Français. Le PPE (Parti populaire européen, qui regroupe les démocrates-chrétiens, comptent 109 élus, dont les Italiens (27) et surtout les Allemands (41) fournissent les gros bataillons. Les démocrates européens (conservateurs) seront 50, dont 46 Britanniques, les libéraux 32, (dont 13 Français), et les démocrates européens de progrès 29, dont les 20 élus du RPR et les 8 du Fianna Fail (nationalistes irlandais, qui ont finalement rejoint leur alliance avec les gaullistes, contrairement à ce qui avait été indiqué tout d'abord).

M. Pflimlin favori, mais...
Mais le scrutin pour l'élection du président permettra de voir où vont, entre les cinq candidats qui briguent ce poste, les suffrages de certains élus, soit marginaux (extrême droite, écologistes), soit incertains, bien que leur appartenance à telle ou telle famille politique soit, elle, parfaitement claire. Ainsi des conservateurs britanniques : ils ont certes leur propre candidat, Lady Elles, mais celle-ci ne peut espérer faire qu'un « tour de piste » de principe, compte tenu de la présence d'un candidat démocrate-chrétien, M. Pierre Pflimlin, face au socialiste néerlandais, le président sortant, M. Piet Dankert, au candidat communiste, M. Giancarlo Pajetta (PCI), et à M. Altiero Spinelli, apparenté communiste, mais qui se présente à titre personnel.

C'est la division du camp modéré qui, en 1982, avait permis à M. Dankert de l'emporter. Mais la majorité de l'Assemblée fut largement de centre droit, les conservateurs britanniques ayant fait obstacle à M. Veil. Collectivement, ceux-ci assurent qu'ils éviteront, cette fois-ci, le retour de semblable situation. Mais, individuellement, certaines défiances sont toujours possibles : de même chez leurs homologues danois.

A cette réserve près, les derniers sondages donnaient M. Pflimlin plutôt favori, le centre droit disposant d'une majorité de quarante-cinq

sièges environ dans la nouvelle Assemblée. Mais l'ancien maire de Strasbourg, personnalité estimée et très attachée à la construction européenne, aborde ce scrutin avec trois handicaps, dont aucun n'est dirimant, mais dont la conjonction n'est pas sans risque pour sa candidature. Le premier est son âge : à soixante-deux ans, l'ancien président du conseil, si actif qu'il soit resté, n'a pas le « profil » idéal pour incarner le renouveau dynamique de l'institution. En second lieu, le fait d'appartenir comme l'« homme de Strasbourg » à une famille belge et luxembourgeoise (ou d'autres nationalités), qui constitue tout de même la « bataille du siège » n'est pas encore définitivement tranchée en faveur de la capitale alsacienne.

Enfin, M. Pflimlin est français, à l'instar de M. Jacques Delors, nouvellement désigné à la présidence de la Commission de Bruxelles. Il est des parlementaires européens pour trouver que cela fait beaucoup... A quoi le candidat démocrate-chrétien

à répliqué que, M. Delors étant socialiste, l'élection de M. Dankert reviendrait à confier deux des trois présidences de la Communauté à cette famille politique, « ce qui serait autrement grave ».

Quant à M. Spinelli, il compte bien jouer les trouble-fête et mettre tout le monde d'accord à son profit. Puisque M. Mitterrand, le 24 mai dernier, s'est déclaré d'accord avec l'« inspiration » de son fameux projet, déjà adopté par l'Assemblée précédente, n'est-il pas tout désigné pour présider aux destinées de la nouvelle ? C'est en tout cas la thèse qu'il s'emploie à répandre depuis plusieurs semaines. Il saura mardi si l'originalité de sa candidature a pu séduire une assemblée où les divergences entre partis demeurent profondes. Et dont M. Veil pourrait bien, au dernier moment, vouloir elle aussi, forte d'une expérience passée qui a laissé de bons souvenirs, jouer les fédérateurs.

BERNARD BRIGOULEUX.

LE DOLLAR DÉPASSE 8,80 F
Littéralement propulsé en avant par la crainte d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt aux États-Unis, le dollar a, lundi 23 juillet 1984, dépassé 8,80 F à Paris, 2,57 DM à Francfort et 246 yens à Tokyo.

Les milieux financiers internationaux attendent la publication de la progression du produit national brut américain pour le deuxième trimestre 1984, le chiffre de 5,7 %, annoncé il y a une semaine, étant susceptible d'être fortement révisé en hausse.

Si cela était la Réserve fédérale serait tentée à durcir encore sa politique de crédit, les taux d'intérêt monétaires encore et le dollar avec.

Le blaireau et le glouton
Hinaut vaincu, mauvais perdant, un peu humilié par la jeunesse de Fignon, à qui pensait-il, le blaireau, pendant que l'autre lui grinçait des secondes, ses minutes ? Il pensait à l'heure qui a sonné, à la retraite. En une pleine page, de publicité, dans le journal l'Équipe du 23 juillet, au lendemain de sa défaite, il s'adresse à eux qui l'ont battu, pendant qu'il n'avait pas manqué de lui témoigner son affection. Il les rassure d'abord : « Je serai encore là l'année prochaine pour être le capitaine d'une équipe renforcée. » Il leur promet de spectacle : « Il reste encore au blaireau, vous avez pu le constater, quelques griffes, et j'ai bien l'intention de m'en servir. »

Il pense à l'avenir, à sa seconde carrière : « J'ai acquis une expérience dont je pourrai faire bénéficier les amoureux du sport », sous une photographie, enfin, souriant.

Hinaut-la-force, l'entêtement breton, le courage, l'ambition. Vertus du champion effichées de façon un peu trop tapageuse, désormais inutilisées pour gagner l'épave et vaincre à la force du mollet, mais compensées aux quintessences d'un Hidalgo, dont la France ne peut se passer. Le sport trempe le caractère. Ou on se le dit sur le marché incertain du travail.

CHRISTIAN COLOMBANI.

DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS

● **Economie - finances et budget** : M. Jean-Charles Naouri, directeur. — M. Jean-Charles Naouri, qui dirigeait le cabinet de M. Pierre Bérégovoy au ministère des affaires sociales, conserve les mêmes fonctions au ministère de l'économie, des finances et du budget. Agé de trente-cinq ans, docteur en mathématiques, inspecteur des finances, M. Naouri est ancien élève de l'ENA.

● **Régionalisme industriel et commerce extérieur** : M. Bernard Goury, directeur. — M. Bernard Goury, qui était directeur du cabinet de M. Cresson au ministère du commerce extérieur, conserve son titre auprès de M. Cresson, devenu ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur. Agé de trente-quatre ans, M. Goury est diplômé de l'Institut d'études politiques.

A Radio France

M. JEAN-PIERRE FARKAS
REMPLACÉ M. ANDRÉ CHAMBRAUD
À LA DIRECTION DE L'INFORMATION

M. Jean-Pierre Farkas remplace M. André Chambrault à la direction de l'information de Radio France. Ce changement — qui prendra effet à compter du mardi 24 juillet — a, précisé-on à Radio France, été décidé « d'un commun accord » entre M. Chambrault et le président de la société, M. Jean-Noël Jeanneney, et ne traduit « ni une sanction ni un désaccord ».

M. Jean-Pierre Farkas aura pour mission particulière de « renforcer les liens » entre les rédactions de France-Inter, France-Culture et France-Musique, et avec les autres journalistes de Radio France (radios locales décentralisées, radios thématiques, et les France-Inter régionales), que ses fonctions antérieures dans le secteur de la décentralisation de Radio France l'ont amené à bien connaître. Une décision qui témoigne de la volonté plusieurs fois réaffirmée de Radio France de s'organiser en réseau.

Déjà le 1^{er} juin 1933 à Paris, Jean-Pierre Farkas a commencé sa carrière en 1959 à RTL, dont il devient directeur des informations en 1969. En 1971, il est correspondant aux États-Unis de RTL ainsi que des journaux du groupe Pressat. Grand reporter pour Paris-Match en 1973, il est rédacteur en chef de Combat quelques mois avant l'arrêt de parution du journal, fait un passage à TF1 comme producteur, puis à l'agence Sygma, avant d'être rédacteur en chef de l'hebdomadaire Elle (1976), directeur de la rédaction du Journal du dimanche et directeur d'études au Centre de formation des journalistes (1980). En août 1983, M. Farkas, alors PDG de Radio France, l'appelle comme conseiller spécial, avant de le nommer directeur de France-Inter. Affecté à la décentralisation de Radio France en février 1983, il était chargé de la coordination de l'information.

Le numéro de « Le Monde » daté 23 juillet 1984 a été tiré à 448 152 exemplaires.

SOLDES
du 24 au 28 juillet
de 20 % à 50 %
Meubles - Luminaires - Objets contemporains

Sur le vif Viols

Qu'est-ce qui se passe en ce moment dans les pays du Maghreb commun ? On y viole à tour de rôle, à tour de bras. Tenez, chez nous, l'autre jour encore, cette Algérienne violée dans un train par deux Algériens, ça ressemble à quoi ? A l'Europe du Moyen Âge.

Prenez les Anglais. Ils croient de peur. Mettez-vous à leur place. Ils ont un violateur, un vrai mélo, un raide dingue en balade. Et ils n'arrivent pas à mettre la main dessus. Il ne devrait pourtant pas passer inaperçu : il porte un heaume du Moyen Âge avec des tentes pour les yeux et la bouche. La police a donné son signalement en précisant qu'il s'agissait d'une « bête véritablement sauvage ».

Soit particulièrement, c'est qu'il n'en a pas : il attaque à main armée, le cambriole, il moleste, il vole, il viole, il se jette sur tout ce qu'il trouve. Mieux, madame, tourne-toi Mador et arrête de remuer la queue... Il arrache au passage des bouts de doigt et d'orteil. Et, curieusement, il se construit une tanière faite de couvertures et de chaises renversées, pour y attendre les propriétaires de la maison où il s'est introduit en leur absence.

On a fait appel aux égyptes pour leur demander à quel point correspondait ce délire égyptien dans le ventre national de celui qu'on a surnommé « le fou » le renard. Et si les analyses des traces de sa salive et de son sperme permettent d'établir qu'il appartient à un groupe saquin assez rare, on fera passer des tests à tous les habitants de la région.

Les Hollandais, eux, s'étranglent de colère. Leur violateur, le voleur au dobermann un molosse, qui fait à leur tour un hydre aux Pays-Bas a été arrêté, lui. Arrêté et aussitôt relâché. Soyons rigoureux, lui a-t-on dit simplement, avant de le renvoyer à ses chères occupations, n'allez pas compromettre votre travail dans les rues sautant celles de vos voisins. Ça risque de les agacer. Pourquoi cette indulgence ? Parce qu'il n'y a plus une seule place de libre dans les prisons.

Alors, qu'est-ce que vous voulez que j'en fasse, s'est exclamé le président du tribunal devant la tempête de protestations qu'a soulevée sa décision, que je le mette dans mon lit ? Il a dit (surtout sur un air de Brassens, ça juge-t-il. Le magistrat violé par un gorille, si c'était lui ?

CLAUDE SARRAUTE.

APRÈS LES ACCUSATIONS DU MAROC

Le président Haidalla dément que la Mauritanie serve de base au Polisario

Nouakchott (AFP). — Le lieutenant-colonel Mohamed Khouna Ould Haidalla a catégoriquement démenti les accusations marocaines selon lesquelles la Mauritanie servirait de base aux opérations du Front Polisario contre l'Algérie et d'autres objectifs au Sahara occidental.

Dans un message rendu public le dimanche 22 juillet et répondant à celui qui lui avait fait parvenir, vendredi, le roi Hassan II (le Monde daté 22-23 juillet), le président mauritanien affirme : « Notre territoire n'a jamais servi et ne servira jamais de base d'attaque contre vos forces ». Il demande ensuite : « Pourquoi, chaque fois que des combats se déroulent au Sahara occidental, fait-on supporter à la Mauritanie la responsabilité d'actions qui lui sont étrangères ? »

Pour prouver sa bonne foi, le gouvernement mauritanien a d'ailleurs nommé récemment des journalistes et des attachés militaires à Bir-Moghrein, dans l'extrême-nord du pays, afin de leur montrer que cette localité était tenue par l'armée mauritanienne et non par le Polisario comme cela avait été affirmé à Rabat. En outre, les autorités mauritanaises soulignent que le troisième « mur » de protection construit par les Marocains au Sahara occidental est suffisamment loin de la frontière mauritanienne pour que les unités du Polisario puissent le contourner tout en restant en territoire sahraoui.

De plus, le terrain très accidenté de cet endroit ne se prête ni à des opérations camouflées que la partie mauritanienne, dépourvue de relief.

L'avertissement de Hassan II a été pris au sérieux à Nouakchott où l'on vit dans la crainte d'une attaque marocaine depuis que la Mauritanie a reconnu la République arabe sahraoui démocratique en février dernier. Le président Haidalla avait d'ailleurs renoncé le gouvernement en mars en affectant à des tâches strictement militaires plusieurs officiers (dont le premier ministre) qui occupaient des fonctions gouvernementales. Tout en réaffirmant la volonté de son pays de demeurer neutre dans le conflit saharien, il avait alors expliqué qu'il avait reconnu la RASD pour la contraindre à respecter les frontières de la Mauritanie lors de ses attaques contre le Maroc.

● **Nouvelles attaques du Polisario**. — Dans un communiqué publié à Alger, le « ministère sahraoui de l'information », a annoncé que dix Marocains ont été tués et dix autres blessés au cours d'une opération le vendredi 20 juillet à Zmoul Niran, entre la base militaire de Zag, dans le sud du Maroc, et Jdiria, au Sahara occidental. Deux autres positions sahraouies auraient également été atteintes le 19 dans le secteur d'Angala, près de la frontière mauritanienne.

LE GOUVERNEMENT DE PHNOM-PENH VA OUVRIR PROCHAINEMENT UN BUREAU D'INFORMATION À PARIS

Le gouvernement de Phnom-Penh ouvrira dans les prochains mois un bureau d'information à Paris, a déclaré samedi 21 juillet, dans le capitale khmère, M. Robert Mondarac, député communiste du Val-d'Oise, qui conduit la première délégation de parlementaires français en visite au Cambodge. Ce bureau sera régi par la loi de 1901 sur les associations et aura pour objectif de faire connaître le point de vue du gouvernement prônant la coopération française.

La délégation, composée de MM. Théo Vial-Massat (PC), Jean Desautels (UDF), Xavier Deniau (apparenté RPR), Louis Moulinet (PS) et Jean Valroff (PS), s'est longuement entretenue samedi avec le ministre cambodgien des affaires étrangères, M. Hun Sen, de la situation politique intérieure, des positions des pays voisins sur le Cambodge ainsi que de la coopération française.

Un bureau d'information ne dispose d'aucun statut diplomatique. La France, qui s'abstient aux Nations unies lors des votes sur le siège du Cambodge, ne reconnaît ni le gouvernement de Phnom-Penh ni le gouvernement de coalition de Kampuchea démocratique, présidé par le prince Norodom Sihanouk. Ce gouvernement de coalition a, pour sa part, ouvert un bureau d'information à Strasbourg après du Parlement européen et à Bruxelles.

LIBÉRATION DE CINQ TECHNICIENS EUROPÉENS DÉTENUIS AU KURDISTAN IRAKIEN

Vienne. — Les cinq techniciens européens détenus en Irak depuis décembre 1983 par le Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI) — trois Français employés de Thomson, un Autrichien et un Allemand de l'Ouest employés du consortium italo-allemand GIMOD — ont été libérés, a annoncé ce lundi matin 23 juillet la radio autrichienne.

Leur retour en Europe est prévu pour ce lundi. Les techniciens autrichiens doivent arriver à Vienne à 13 heures, heure locale.

La libération sans condition des cinq techniciens a été négociée par un diplomate autrichien, M. Ferdinand Hennerbichler. Le 11 juillet dernier, au cours d'une conférence de presse tenue à Paris, M. Hennerbichler et un dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak, M. Mohamed Saleh Gorma, avaient annoncé la « libération prochaine » des techniciens occidentaux.

Dans un communiqué publié à cette occasion, le PDKI avait mis en garde les firmes étrangères travaillant au Kurdistan irakien. « Nous estimons que ces firmes et leurs employés font partie des institutions irakiennes et peuvent par conséquent être l'objet de nos attaques militaires », affirmait le communiqué. (AFP.)

A B C D E F G

SAINT ET UNIÈME AN
CONTRAIREMENT À TOUT
PRÉVISIONS DES SPÉCIA
la croissance de l'écono
En 1984, l'Union a été plus
du premier semestre
URE PAGE 22
ARTICLE DE FRANÇOIS NE
Surp
en l
ne Knesset
émiettée
ment l'Etat hébreu sera
une crise politique
samedi de ces élections
sont qui s'annoncent
de changement mais
sont sans doute, après de
marchandages, par la
elle d'une équipe sur
de service pourtant peu
incapable de maîtriser
l'inflation et de se dépla
l'embargo libanais, le
sont saumur, en pour
l'ambassadeur de la col
de la Jordanie, rend
pas en plus difficile la
de une solution au pro
blème.
l'opposition israélienne pen
sionnement s'opère tire
à la hâte en faisant
le Likoud, auquel son
chef charismatique, le
d'Etat n'a même pas pu
le plus malheureux dans
système électoral, le parti
à Shimon Peres se vante
de l'espérer en promett
un retour rapide de l'Etat
sécurité diplomatique de
un de la Jordanie, une
de position judiciaire de
l'Etat.
l'abandonner du scrutin
après que les travailliste
une nouvelle fois manqué le
à l'un en avançant le
ad. Ils abandonnent plu
sieurs à leurs petits alliés
plus, plus combattifs, et
ne peuvent empêcher de
la partie de l'opinion qui
simplifie du système gouver
nement et laisse de l'avance
ment.
les se demi-échec, qui
à la fois la persévérance
de leur éthique... ce préjud
à leur juifs avaharistes et
sides qui permet au Likoud
notamment l'ambassadeur et le
à une communauté orien
talisation hardline de con
servation, en 1977. A treme
le supprime travailliste
l'embarquement massivement
en parti qui est, à point
de fait avec quelques
slogans, écouter leurs
sont, les zébrer à l'exté
ne surtout leur redonne
et se fient, les Israélien
qui ont montré l'audace
l'identification avec le parti
de Begin - résistants non
sans succès.
rédit des urnes engendr
mentement parlementaire
à précédent. Même si
l'Etat, comme c'est évi
dans les prochaines
sont, une nouvelle coalition
nementaire, son sort
plus que jamais des
par les exigences aussi
sont les parties religieuses
maîtres du jeu politique.
une profonde réforme
pour éviter une
analyse des institutions
élections en cascade.
sont des techniques en
pas à rendre à la
à l'Etat d'un rôle croiss
à l'Etat. La position de
de droite et l'extrême
d'un personnage
sont favorables à
des deux milieux
sont dans le Grand
sont provoquer par
sont une réflexion
sont laquelle l'Etat peut
sont de perdre ne pas